

ULF ANDERSEN/AURIMAGES VIA AFP

BOUALEM SANSAL P.10

Les secrets de la mission Barrot

LA TRIBUNE DIMANCHE

Dimanche 6 avril 2025
Numéro 79 • 2,50 €



JULIEN DE ROSA/AFP

PSG P.20

Champion avant la Ligue des champions

BARRIÈRES DOUANIÈRES

Vers un krach mondial P.14-15



BARDELLA - LE PEN

Le retour des vieux démons

■ **RÉCITS**
Les six jours où le RN s'est rediabolisé

Comment Attal, Bayrou et Philippe se sont repositionnés

■ **SONDAGE EXCLUSIF**
Présidentielle : les deux figures frontistes interchangeables

P. 2 à 5

Le 9 juin 2024, au soir des élections européennes.

DANIEL DORKO/HANS LUCAS

ART PARIS

La folle saga des galeries

P. 27



THÉO PITOUT/COURTESY GALERIE RX&SLAG

FRANÇOIS RUFFIN

« Je suis légitime pour représenter la gauche à l'élection présidentielle »

P. 6

FLAVIE FLAMENT

Les confidences poignantes de l'animatrice de « Télématin »

P. 35



CORENTIN FOHLEN POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

FRANCE MÉTROPOLITAINE: 2,50 €

M 00247 - 406 - F: 2,50 €



Bruno Jeudy
Directeur délégué de la rédaction

L'ÉDITO

Comme un boomerang

Officiellement, ce dimanche, la manifestation organisée par le RN place Vauban à Paris est présentée comme un meeting de soutien à Marine Le Pen, qui serait victime de juges politisés et déterminés à l'écarter de la campagne présidentielle. En réalité, ce rassemblement à tout de la manif antijuges. L'initiative des dirigeants frontistes est sous-tendue à l'évidence par une remise en question du travail et de l'intégrité des magistrats. Lesquels juges ne font qu'appliquer une loi votée par les élus, jamais en retard pour réclamer davantage de sévérité à l'encontre de ceux qui se seraient rendus coupables de corruption et de détournement de fonds publics. L'intransigeance qu'afficha jadis la cheffe du RN lui revient donc comme un boomerang.

Marine Le Pen et ses affidés, en hurlant au complot contre le parti d'extrême droite, renouent avec le langage employé par Jean-Marie Le Pen et, surtout, par les populistes dans les années 1930, notamment les Croix-de-Feu. Les expressions *« système »*, *« quarteron de procureurs »*, *« démocratie exécutée »*, en dehors de leur caractère outrancier, contribuent à instaurer un climat insurrectionnel et séditieux qui pourrait engendrer, comme l'a fait remarquer Xavier Bertrand, un *« mauvais remake »* de l'assaut mené contre le Capitole par les supporters trumpistes le 6 janvier 2021 à Washington. D'ailleurs, le soutien apporté par Donald Trump au RN confirme cette impression. Un soutien d'autant plus embarrassant qu'il révèle une méconnaissance sidérante du dossier lorsqu'il appelle à libérer Marine Le Pen de prison ! Et ce n'est pas l'amicale des réactionnaires conduite par Viktor Orbán, Jair Bolsonaro et le Kremlin qui risque de fortifier la position de la leader du RN et de lui valoir de la considération.

L'opinion publique – tous les sondages vont dans ce sens – ne se laisse pas impressionner par les indignations tonitruantes orchestrées par les troupes lepénistes et relayées par une partie des médias : la condamnation de Marine Le Pen est jugée normale, et une majorité de Français n'est pas choquée par l'exécution immédiate de la peine d'inéligibilité. Difficile dès lors de faire entendre la petite musique d'une Marine Le Pen martyrisée par les juges, d'autant plus que ces derniers ont fait en sorte que son procès en appel ait lieu début 2026. Une façon de lui couper l'herbe sous le pied. En outre, on peut s'étonner de l'impréparation du parti d'extrême droite face à ce jugement fortement prévisible… En n'adoubant pas Jordan Bardella pour 2027, Marine Le Pen prend le risque de fragiliser sa formation. Aveuglement, orgueil, sous-estimation d'un bras droit considéré davantage comme un collaborateur que comme un successeur… Autant d'éléments qui expliquent les errements de la cheffe du RN, qui semble avoir oublié que le cœur d'une femme ou d'un homme d'État doit être dans la tête, selon les mots de Napoléon. En tout cas, la semaine qui vient de s'écouler marque la fin de ce qu'on a appelé la stratégie de la cravate. Une décennie d'efforts pour dédiaboliser l'ex-Front national est presque effacée en sept jours par celle qui s'était démarquée de son père et de ses saillies racistes et antisémites. Même si Marine Le Pen reste largement en tête des sondages pour le premier tour de la présidentielle – tout comme Jordan Bardella –, la barre des 50 % pour l'emporter s'est probablement éloignée. L'Élysée apparaît dès lors pour le RN aussi imprenable que les forteresses conçues par Vauban !





Mardi, à l'Assemblée nationale.

ERIC TSCHAEN/REA

Retour aux fondamentaux

Condamnée à cinq ans d'inéligibilité avec effet immédiat, Marine Le Pen a convoqué en hâte un meeting de soutien aujourd'hui à Paris. Ultime épisode d'une riposte antisystème qui tranche avec ses efforts de normalisation.

EXTRÊME DROITE

JULES PECNARD

AU RASSEMBLEMENT NATIONAL, on croit avoir trouvé la martingale. *« C'est le coup d'envoi de la présidentielle de 2027 »*, affirmait un très proche de Marine Le Pen vendredi, à quarante-huit heures du meeting organisé à la hâte par le mouvement populiste. Comme au temps du vieux Front, on parie que les contre-manifestations organisées par la gauche ne feront qu'accroître la visibilité du raout place Vauban ce dimanche à Paris. Seulement quelques prises de parole sont prévues : celles de la cheffe des députés RN, de son président de parti et futur remplaçant quand ça l'arrange, Jordan Bardella, du fidèle Louis Aliot et de l'allié UDR Éric Ciotti. Des amis européens tels Matteo Salvini et Geert Wilders ont été sollicités pour envoyer des vidéos de soutien – qui le fera relève du Kinder Surprise. Un mystère enveloppe aussi la présence de l'extrême droite radicale, comme lors de la cérémonie d'hommage à Jean-Marie Le Pen en janvier.

Il y a six jours, Marine Le Pen imaginait-elle devoir se poser ces questions ? A-t-elle fait exprès de ne pas anticiper le jugement du 31 mars, afin de donner la part belle à une soudaine volonté d'en découdre ? Ce jour-là, à 12 h 09, dans la salle d'audience 2.01 du tribunal de Paris, l'élue du Pas-de-Calais comprend qu'elle va vivre un scénario catastrophe. Les juges de première instance dans le dossier des assistants parlementaires européens de l'ex-FN ont choisi de la condamner, elle et ses coprévenus, à de lourdes peines. Pour la fille de Jean-Marie Le Pen, l'amende de 100 000 euros et les quatre années de prison – dont deux ferme – sont presque accessoires. La chape de plomb, c'est l'inéligibilité de cinq ans. Voyant venir leur effet immédiat, la fameuse « exécution provisoire », elle s'est renfrognée. Puis a quitté la scène.

> ***On aurait eu besoin d'une semaine de plus***
>
> *Un parlementaire RN de poids sur l'organisation du meeting parisien*

Le geste de la dirigeante nationaliste, théâtral, est le fruit d'une colère profonde et impulsive. Comme ses fidèles, elle entrapercoit la ruine de sa carrière politique et de tout l'écosystème qui l'a portée. Alors que se profile sa quatrième candidature à la fonction suprême, après des décennies d'endurance et d'avanies, ce sort lui est inacceptable. Au diable les faits écrasants qui sont reprochés au RN et dont elle nie le caractère délictueux. Le principal, rappelons-le, étant la prise en charge illégale par le Parlement européen – à hauteur de 4,1 millions d'euros d'après le jugement – d'un travail déguisé pour le parti à la flamme via des contrats de collaborateurs fictifs.

Sortie du palais de justice, Marine Le Pen s'engouffre dans une voiture avec l'un de ses plus proches conseillers, Renaud Labaye, secrétaire général du groupe frontiste à l'Assemblée nationale. Elle convoque en urgence son état-major au siège du mouvement, porte de Saint-Cloud. Dès 13 heures, le bureau de Jordan Bardella commence à se remplir. Le président du RN doit renoncer à son train pour Strasbourg, où se tient une séance plénière de l'assemblée européenne. Il n'ira que mercredi et jeudi. Arrivent les dévoués du marinisme. Il y a entre autres l'avocat Rodolphe Bosselut, les députés Bruno Bilde, Jean-Philippe Tanguy, Caroline Parmentier, Kévin Pfeffer, et Louis Aliot, maire de Perpignan miraculeusement préservé par les juges d'une perte de son mandat.

Les premiers axes de riposte sont élaborés à la hâte. Marine Le Pen annonce sur X qu'elle ira au 20 Heures de TF1. Comme en novembre, après les réquisitions du parquet. Face à Gilles Bouleau, elle dénonce un *« État de droit violé »* et la supposée partialité politique de la juge Bénédicte de Perthuis. Parallèlement, Jordan Bardella relaie sur son compte une pétition de soutien à la patronne, affublée du pompeux hashtag SauvonsLaDémocratie et appelant à une *« mobilisation populaire et pacifique »*. Sans en préciser les contours. S'agira-t-il de réunions publiques sur tout le territoire, difficilement coordonnées ? Ne faut-il qu'un meeting parisien ?

Le flou va contraindre les cadres du RN à déminer, toute la semaine, la charge symbolique de l'initiative. Durant des décennies, les manifestations lepénistes du 1er-Mai ont attiré jusqu'aux franges les plus extrémistes de leur nébuleuse. Et puis il y a le précédent insurrectionnel du 6 janvier 2021 au Capitole de Washington. Loin

tain, certes. Manque de bol, Donald Trump finit par appuyer Marine Le Pen sur son réseau partisan Truth Social. Il est l'un des rares leaders mondiaux à le faire, avec Viktor Orbán et le reste des alliés nationaux-populistes du RN.

Le parti doit se résoudre à préparer un rassemblement en plein air dimanche : aucune salle de la capitale n'est disponible si près de l'échéance. Ce sera place Vauban, à deux stations de métro du Palais-Bourbon. Avant l'annonce, Renaud Labaye borne les choses avec le ministère de l'Intérieur et la préfecture de police. *« On aurait eu besoin d'une semaine de plus »*, se désole un parlementaire RN de poids, qui éprouve un mal fou à réquisitionner des bus pour acheminer des militants depuis sa circonscription. Il n'est pas le seul.

Le mardi matin, aux aurores, c'est du côté de l'UDR que vient un coup de main. Antoine de Chemellier, principal stratège d'Éric Ciotti, appelle Ambroise de Rancourt, directeur de cabinet de la cheffe frontiste. *« On peut profiter de notre niche de juin pour déposer un texte sur l'exécution provisoire »*, suggère l'allié, qui veut rendre cette mesure inopérante avant la condamnation définitive d'un élu. L'objet même de l'exécution provisoire n'est-il pas de prévenir une récidive ou un trouble à l'ordre public avant que ne soit prononcée ladite condamnation ? Disons-le tout net : une telle loi, sorte d'amnistie procédurale estampillée « MLP », ne sera jamais adoptée. Qu'importe, le vaisseau amiral dit banco.

Avant qu'Éric Ciotti n'officialise son gadget dans l'hémicycle de l'Assemblée, le RN publicise sa réunion de groupe hebdomadaire. Les caméras de BFMTV viennent filmer une Marine Le Pen acclamée par ses troupes. *« Le système a sorti la bombe nucléaire »*, tonne-t-elle, adoptant une rhétorique populiste qu'elle affectionne mais module pour rassurer la bourgeoisie de droite. Celle-ci goûte-t-elle le trumpisme

> ***On reste des gens qui veulent faire péter le système***
>
> *Un mariniste du premier cercle*

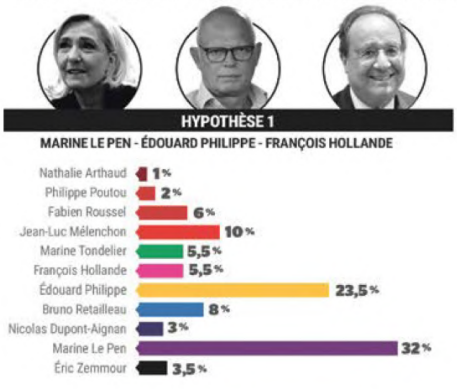
exacerbé du parti à la flamme depuis lundi ? *« Les électeurs de François Fillon ont bonne mémoire »*, glisse Jérôme Sainte-Marie. Pour l'ancien sondeur, qui forme les cadres du Rassemblement national, le meeting du candidat LR au Trocadéro, en 2017, a été un déclic. Un moyen d'accoutumer le bloc conservateur, d'ordinaire feutré, à un discours vouant l'institution judiciaire aux gémonies.

Sauf que les lepénistes mettent la barre haut. Lors des questions au gouvernement mardi après-midi, le RN bouscule l'exécutif à un rythme gradué. Le bouillonnant Jean-Philippe Tanguy lance une violente charge contre les *« juges tyrans »*, Laure Lavalette se lamente de la potentielle élimination de sa cheffe et Sébastien Chenu, qui a proposé cette mise en scène, fustige l'impact de ce jugement sur l'image de la France à l'échelle internationale. Un mariniste du premier cercle relativise : *« Il faut parler à notre base. On peut ne pas être raccord avec les mots de Tanguy mais il faut un porte-voix à nos électeurs. Du reste, les médias traitent la séquence comme si on avait abandonné notre ADN antisystème… Ce n'est pas du tout le cas ! Simplement, cet ADN se superpose avec notre volonté de s'inscrire dans les institutions. On reste des gens qui veulent faire péter le système. »*

En période de repli identitaire, le RN pratique son « en même temps » mezza voce. Après avoir vaguement envisagé de saborder la loi narcotrafic pour se défouler, le bloc nationaliste a largement adopté le texte porté par Gérald Darmanin. Aussi, lors d'échanges avec le ministère des Relations avec le Parlement, confirmés par celui-ci, il a demandé que soit avancée la commission mixte paritaire sur le texte visant à restreindre le droit du sol à Mayotte. Arrangeant, le RN menace de moins l'être s'agissant du mode de scrutin proportionnel, sur lequel il dit vouloir engager un bras de fer avec François Bayrou et demander l'ouverture d'une session extraordinaire cet été. Idem pour les questions migratoires. Le parti cofondé par Jean-Marie Le Pen aurait il, d'ici là, obéré ses chances de remporter un second tour d'élection présidentielle ? *« On est un peu dans une secte, au RN,* grommelle un bardelliste en évoquant la stratégie mise en œuvre, *et sainte Marine fait mine de ne pas voir le problème… »* ■

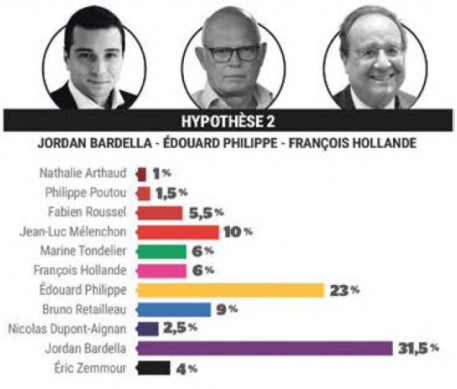
SIX SCÉNARIOS POUR UNE PRÉSIDENTIELLE

SI LE 1ER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AVAIT LIEU DIMANCHE PROCHAIN, POUR LEQUEL DES CANDIDATS SUIVANTS VOTERIEZ-VOUS ?



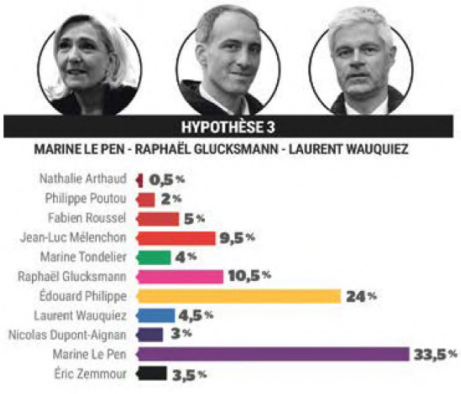
HYPOTHÈSE 1

MARINE LE PEN - ÉDOUARD PHILIPPE - FRANÇOIS HOLLANDE



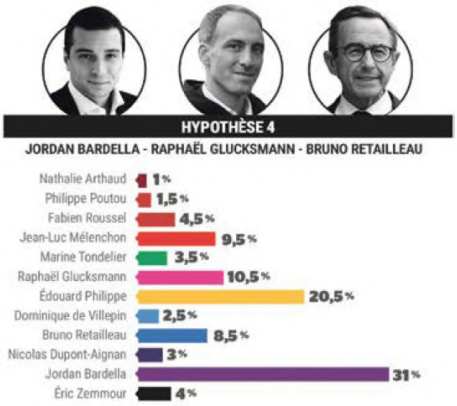
HYPOTHÈSE 2

JORDAN BARDELLA - ÉDOUARD PHILIPPE - FRANÇOIS HOLLANDE



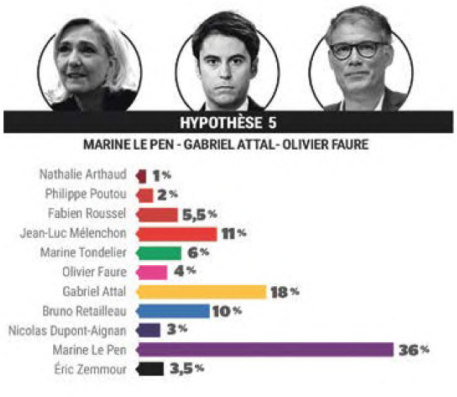
HYPOTHÈSE 3

MARINE LE PEN - RAPHAËL GLUCKSMANN - LAURENT WAUQUIEZ



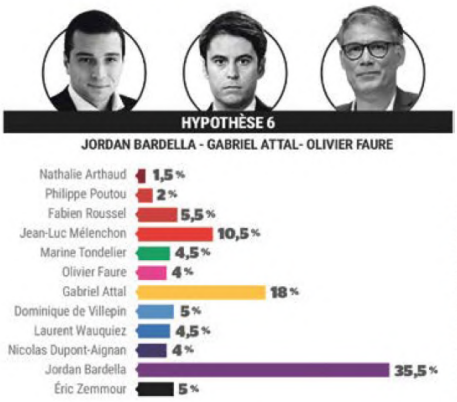
HYPOTHÈSE 4

JORDAN BARDELLA - RAPHAËL GLUCKSMANN - BRUNO RETAILLEAU



HYPOTHÈSE 5

MARINE LE PEN - GABRIEL ATTAL - OLIVIER FAURE



HYPOTHÈSE 6

JORDAN BARDELLA - GABRIEL ATTAL - OLIVIER FAURE

Sondage Elabe pour BFMTV et *La Tribune Dimanche* effectué du 2 au 4 avril 2025 auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 1533 personnes âgées de 18 ans et plus, dont 1413 inscrits sur les listes électorales, interrogées en ligne selon la méthode des quotas.

INFOGRAPHIE CAMILLE CHAUVIN POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

Le Pen-Bardella, place pour place

LUDOVIC VIGOGNE

MALGRÉ SA CONDAMNATION dans l'affaire des assistants parlementaires du FN et son inéligibilité immédiate, Marine Le Pen serait largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle s'il avait lieu aujourd'hui.

Selon le sondage réalisé cette semaine par l'institut Elabe pour *La Tribune Dimanche* et BFMTV, la cheffe des députés RN obtiendrait entre 32 % et 36 % selon les trois hypothèses testées. Si Jordan Bardella était candidat à sa place, il dominerait également de très loin la compétition, récoltant là encore, selon les trois hypothèses où il est testé, entre 31 % et 35,5 %. Ces résultats font du Rassemblement national la formation qui progresse le plus par rapport à la compétition élyséenne de 2022, où le score de Marine Le Pen avait été de 23,2 % au premier tour. *« Le RN est en pole position et dans la situation de l'écurie de formule 1 qui place deux voitures sur la ligne de départ. Le plan B roule aussi bien que le plan A,* note Bernard Sananès, le président d'Elabe. *Mais si son socle est inaltérable, cela ne dit rien des effets de ses ennuis judiciaires sur un second tour de présidentielle. Cela oblige donc Marine Le Pen et Jordan Bardella à être prudents sur la ligne stratégique. »*

Pour sa part, Édouard Philippe est solidement installé à la deuxième place, récoltant entre 20,5 % et 24 % selon les quatre hypothèses où il est testé. L'ancien Premier ministre fait cependant moins bien qu'Emmanuel Macron en 2022 (27,9 %).

> ***Pour le RN, le plan B roule aussi bien que le plan A***
>
> *Bernard Sananès, président d'Elabe*

« Son avantage est net mais pas décisif, analyse Bernard Sananès. *Les scores de Gabriel Attal sont corrects pour quelqu'un qui n'est pas déclaré. »* Le secrétaire général de Renaissance décrocherait, lui, 18 %.

Au sein du socle commun, Édouard Philippe domine largement le match avec le candidat LR, que ce soit Bruno Retailleau (qui récolterait entre 8 et 10 % selon les quatre hypothèses où il est testé) ou Laurent Wauquiez (qui obtiendrait 4,5 %). Le maire du Havre devance notamment très largement le ministre de l'Intérieur chez les électeurs LR et divers droite du premier tour des législatives de 2024 : le patron d'Horizons rassemblerait 38 % à 40 % d'entre eux contre 18 % à 29 % pour le Vendéen.

Raphaël Glucksmann, député européen et leader de Place publique, serait le candidat PS qui obtiendrait le meilleur résultat pour la gauche modérée avec 10,5 %. Il ferait mieux qu'Olivier Faure (4 %), le premier secrétaire du PS, ou François Hollande (il récolterait 5,5 % ou 6 % selon les deux hypothèses où il est testé). *« S'il se reconstruit une image, une stature grâce notamment à l'actualité internationale, cela ne se traduit pas par une envie de François Hollande président »*, explique Bernard Sananès.

À gauche, l'ordre d'arrivée est loin d'être fixé : Jean-Luc Mélenchon obtiendrait entre 9,5 % et 11 % des suffrages selon les hypothèses.

À noter : le maigre score que récolterait Dominique de Villepin s'il était candidat, entre 2,5 % et 5 % selon les deux hypothèses où l'ancien Premier ministre est testé. *« S'il reste un homme d'État qu'on écoute,* conclut Bernard Sananès, *cela n'en fait pas un candidat à la présidentielle »* ■

Bayrou, Philippe, Attal... Dans la brume électrique

Au sein du socle commun, la condamnation de Marine Le Pen et ses conséquences ont suscité des réactions très divergentes. Récit en coulisses.

BLOC CENTRAL

LUDOVIC VIGOGNE

AVANT DE PASSER À TABLE, ils ont voulu voir Marine Le Pen se débattre. Lundi, à l'hôtel de Lassay, Yaël Braun-Pivet et ses cinq invités regardent la députée du Pas-de-Calais sur le plateau du 20 Heures de TF1, face à Gilles Bouleau, tenter de sauver sa place à la prochaine présidentielle. Ce soir, la présidente de l'Assemblée nationale a convié des macronistes historiques à dîner pour discuter de la manière de faire prospérer leur sensibilité, alors que celui qui la portait partira de l'Élysée dans deux ans. Sont là Olivier Dussopt, Stanislas Guerini et Julien Denormandie, trois ex-ministres qui se sont inventé une vie en dehors de la politique, Philippe Grangeon, ex-conseiller spécial à l'Élysée lors du premier quinquennat et désormais observateur à jamais défenseur des fondements originels de l'aventure de 2017, et Clément Beaune. Depuis un mois haut-commissaire au Plan, ce dernier n'a renoncé à rien pour la suite, tout comme Yaël Braun-Pivet.

En ce 31 mars, tous mesurent bien ce qui se passe. Après la condamnation à cinq ans d'inéligibilité immédiate de Marine Le Pen dans l'affaire des assistants parlementaires européens du FN, la vie politique française est entrée dans une zone inconnue. Jusqu'où la configuration de 2027 en sera-t-elle changée ? Les six convives conviennent qu'il est bien trop tôt pour avoir la moindre certitude. Dans les premières heures qui suivent ce séisme, la prudence est ce qui guide toute la Macronie.

Les précautions d'Édouard Philippe

Immédiatement, Gérald Darmanin l'a lui aussi compris. Un peu plus tôt – il était 18 h 41 exactement –, il a adressé un message aux membres du bureau politique de Populaires, le mouvement politique qu'il a fondé à l'automne. Il veut les informer que la réunion prévue de longue date le lendemain en fin de journée est annulée et reportée au 9 avril. S'il n'en précise pas la raison, tous les destinataires la comprennent. Devant ses troupes, il aurait dû immanquablement s'exprimer sur l'exécution provisoire appliquée à la patronne des députés du Rassemblement national. Cela aurait pu mettre en difficulté le garde des Sceaux qu'il est depuis décembre. Quant à en tirer des conclusions dans la perspective de la prochaine élection présidentielle qu'il regarde de si près, Gérald Darmanin, dont l'obsession est de décrocher l'électorat populaire du RN, sait que pour ce faire il vaut mieux attendre que la brume électrique qui s'est abattue sur le paysage politique se dissipe un peu.

Tous les quinze jours, le mardi en fin d'après-midi, Édouard Philippe tient lui aussi un bureau politique de son parti Horizons. Vingt-quatre heures après le bouleversement provoqué par la possible élimination de Marine Le Pen du casting de 2027, il l'a maintenu. Pour autant, cela ne l'empêche pas de faire preuve d'une extrême précaution dans son expression. Dans la salle, il laisse s'exprimer tous les élus qui le souhaitent. Au bout d'une heure de réunion, quand il prend enfin la parole, celui qui se prépare activement pour l'Élysée en dit le moins possible, appelant ses troupes à ne pas se répandre en commentaires sur une décision de justice et à adopter une hauteur de vue. Le soir, il est l'invité d'un dîner avec une petite vingtaine de députés du club Solféri-No, situé à l'aile droite de Renaissance. Alors que plusieurs lui demandent son avis, il se garde à nouveau de toute confidence fracassante. Dans cette séquence, il ne s'exprimera pas publiquement.



LÉO VIGNAL/SIPA

Gabriel Attal mardi à l'Assemblée nationale.

Bayrou en mémoire de Sarnez

Ce n'est pas le cas de deux autres figures du socle commun. Mardi, quand commence la séance de questions au gouvernement, l'ambiance est survoltée. Les députés RN n'ont pas de mots assez violents pour dénoncer le sort réservé à leur championne. « *Voilà qu'un quarteron de procureurs et de juges prétend sortir du droit pour exercer la vendetta du système contre son seul opposant, le Rassemblement national, et contre sa principale incarnation, Marine Le Pen* », s'enflamme notamment Jean-Philippe Tanguy. Sans surprise, François Bayrou est ainsi interrogé à trois reprises à ce sujet. Chaque fois, le Premier ministre déroule le même argumentaire. Celui-ci compte trois points. Un : on ne commente pas une décision de justice. Deux : le soutien aux magistrats est « *inconditionnel* ». Trois : il a « *des interrogations* » sur le principe de l'exécution provisoire pour les élus.

Au sein de son camp, les doutes qu'il exprime sur la sanction qui a frappé Marine Le Pen ont beaucoup de mal à passer. Ils font bondir à Renaissance mais aussi dans son propre parti, le MoDem, alors que le centriste avait déjà fait fuiter la veille son « *trouble* » après l'annonce de la condamnation de la triple candidate à la présidentielle. Est-ce parce que lui-même a vu pendant plus de sept années ses ambitions entravées par l'affaire des assistants parlementaires européens du MoDem, avant d'être relaxé il y a un an en première instance ? Jamais il n'oubliera les conséquences que le poids des accusations a eues sur son alter ego, Marielle de Sarnez, disparue en 2021. « *Les violences de ce monde l'ont usée jusqu'à lui ôter la vie* », a-t-il encore dénoncé le 27 mars à l'occasion de l'inauguration d'une place parisienne portant le nom de l'ancienne figure centriste.

Hasard du calendrier, le même jour, François Bayrou a réuni pour la première fois à Matignon les dirigeants du socle commun afin de tenter de faire mieux fonctionner cette alliance non contractualisée sur laquelle repose sa très relative majorité. Au cours des échanges, il a notamment déploré le manque de solidarité en son sein, constatant que ses ministres ne sont jamais applaudis dans l'hémicycle par les députés autres que ceux de leurs partis respectifs. Mardi, en la matière, il est lui-même servi. Quand il se réinstalle après chacune de ses prises de parole au banc du gouvernement, le silence est total. Même certains ministres sont gênés. Le lendemain, ils seront plusieurs à envoyer un message de félicitations à Xavier Bertrand, qui, sur RTL, a regretté que certains soient tombés dans « *le piège de la victimisation de Marine Le Pen* ».

Attal et le duel générationnel

Ce mardi en fin d'après-midi, Gabriel Attal lui aussi se dévoile. Dans la salle des Quatre-Colonnes de l'Assemblée, il fustige les « *attaques contre nos institutions et l'État de droit* » lancées par le RN. En vingt-quatre heures, l'ancien Premier ministre a changé de pied. Initialement, il ne voulait pas réagir. C'est également la consigne qu'il avait fait passer au sein de Renaissance. Finalement, il se met à cogner. Alors qu'Éric Ciotti, le président du groupe UDR au Palais Bourbon, a annoncé le dépôt d'une proposition de loi pour abroger l'exécution provisoire en matière d'inéligibilité, il dénonce un « *monde politique qui fonctionne en vase clos* » et prend de cette manière ses distances avec François Bayrou.

Pour Gabriel Attal, c'est aussi toute une séquence qu'il faut repenser. Ce dimanche, un grand meeting de Renaissance est prévu à la Cité du cinéma, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), afin de le mettre en majesté, quatre mois après son accession à la tête du parti macroniste. À cette occasion, il doit dévoiler quelques premières propositions de fond afin d'imprimer sa ligne et sa marque. Elles seront finalement remisées. Au même moment, le RN tiendra un grand rassemblement à Paris, place Vauban. Il s'agit dorénavant de pouvoir résister médiatiquement. Le secrétaire général de Renaissance, qui sans le dire lorgne 2027, va donc jouer le face-à-face entre le camp démocrate et celui de l'internationale illibérale, dénoncer la « trumpisation » du Rassemblement national. « *Il se dit que Marine Le Pen va être éliminée et qu'il va profiter du duel générationnel avec Bardella* », avance un ténor du socle commun.

Déjà, une première bataille s'est engagée autour de la retransmission des discours sur les chaînes info. Celui de Gabriel Attal trouvera-t-il autant d'écho que celui de Marine Le Pen ? ■

L'appel d'une gauche désunie

Une fois encore, il n'y aura pas d'unité à gauche. Les Écologistes, les Insoumis et Génération.s appellent au rassemblement aujourd'hui à 13 heures place de la République à Paris, *« pour défendre l'État de droit »* et contrer le meeting du RN prévu au même moment.
En milieu de semaine, la cheffe de file des Écologistes, Marine Tondelier, espérait une belle démonstration de force de la gauche. Mais ni les socialistes ni les communistes n'en seront, pas franchement à l'aise à l'idée de politiser une décision de justice, d'en faire une bataille entre la gauche et l'extrême droite.
De son côté, la société civile a décidé de se mobiliser contre l'extrême droite, pour l'indépendance de la justice et la défense de l'État de droit. Réunis vendredi soir, les principaux syndicats (CGT, CFDT, etc.), associations féministes et mouvements étudiants sont convenus d'un grand rassemblement citoyen à République samedi prochain, sur le modèle de ceux organisés lors de l'entre-deux-tours de la présidentielle. La CGT, SOS Racisme, la Ligue des droits de l'homme, FSU, Solidaires et la Fage ont déjà confirmé leur participation. Des initiatives en régions sont aussi prévues.





Thomas Ménagé, samedi matin.



REPORTAGE

Le RN diffuse son discours antijuges

Le député RN du Loiret, Thomas Ménagé, était hier sur un marché de Montargis, pour tenter de convaincre du bien-fondé de la stratégie du parti.

LÉNA MÉNAGER
PHOTOS ANTOINE MERMET / HANS LUCAS

À L'ENTRÉE DU MARCHÉ de Montargis, le député du Loiret Thomas Ménagé ne mâche pas ses mots pour qualifier la justice, et la sanction d'inéligibilité prononcée lundi par le tribunal correctionnel de Paris. *« Une décision politique […] prise par des juges partiaux »* pour empêcher à Marine Le Pen d'être candidate. *« Ils ne sont pas tous comme ça »*, veut nuancer le député du Rassemblement National. Pour en témoigner, il n'a pas hésité à venir avec son compagnon, lui-même magistrat. Derrière lui, il récolte des signatures pour la pétition. *« C'est vrai*, glisse ce dernier auprès d'un habitant. *Une partie de mes collègues sont politisés. »*

Moins d'une semaine après la condamnation de Marine Le Pen pour détournement de fonds publics, Thomas Ménagé a pu rentrer à Paris rassuré. Les 4,1 millions d'euros de préjudice estimé ne semblent pas lui avoir fait perdre le soutien de ses électeurs. Marie Gomez hausse les épaules à la mention de la condamnation. *« Alors quoi ? Ils le font tous »*, balaie la septuagénaire, entourée de ses deux amies qui acquiescent vigoureusement. *« Moi je dis:*

> **« *Moi je dis: ça n'est pas juste qu'elle ne puisse plus se présenter***
>
> Marie Gomez, électrice du RN

ça n'est pas juste qu'elle ne puisse plus se présenter », poursuit-elle. *« Il n'y a pas eu d'enrichissement personnel, c'est ça qui compte »*, appuie son amie, Einrich, 71 ans. *« C'est à nous de choisir »*, cingle Benoît, un enseignant, reprenant ainsi les éléments de langage du député avec lequel il vient de s'entretenir longuement. Il ajoute: *« si on n'est pas contents, on les dégage. »*

Pour la section départementale du Loiret, la semaine a été fructueuse. Le parti dit avoir a récolté une centaine de demandes de nouvelles adhésions. Du jamais-vu hors période électorale pour Serge Pointlane, responsable de la 4e circonscription. *« Ça nous a rapprochés des gens »*, veut-il croire, enthousiaste. Cette semaine, il a téléphoné à chacun des adhérents inscrits au registre pour leur proposer de rejoindre la mobilisation de ce dimanche. Au total, une soixantaine de personnes devaient grimper ce matin dans le car affrété pour rejoindre la capitale. Thomas Ménagé sera lui aussi présent. *« Je ne suis pas d'accord avec ceux qui comparent ça à Donald Trump et la prise du Capitole*, s'indigne le député. *Il y avait une demande des militants, c'est aussi notre devoir de députés de l'encadrer pour justement éviter qu'il y ait des débordements. »*

Pour les sympathisans, une priorité: «lutter contre l'immigration»

« On se croisera peut-être à Paris, alors ! » lance tout sourire Marlène Horn, 65 ans, à un militant en lui rendant la pétition signée. Malgré ses 790 euros de retraite par mois, cette chauffeuse-livreuse à la retraite ne s'émeut pas des sommes d'argent public détournées, et espère pouvoir de nouveau voter Marine Le Pen en 2027. *« Pour lutter contre l'immigration »*, précise-t-elle. L'électrice a fait dédicacer son tract par le député. *« Vive la démocratie »*, a-t-il écrit. Le texte imprimé sur ce tract y est plus virulent: *« Ce n'est plus le gouvernement des juges, c'est la dictature des juges »*, peut-on y lire. Un discours qui mobilise les sympathisants, au risque de durcir encore l'image du parti aux yeux du reste des électeurs.



William Besnard, électeur de gauche.



Marlène Horn, qui compte aller manifester à Paris.

« Il ne faut quand même pas inverser les rôles », s'agace William Besnard, un enseignant à la retraite de 75 ans. Lui a refusé le tract: *« Ils parlent de déni de démocratie. Mais c'est elle qui fait un déni. Elle a volé, c'est tout. » « Moi, j'ai déjà dû présenter un casier judiciaire vierge pour obtenir un emploi*, complète Nathalie, 58 ans. *Il n'y a pas de raison que ça soit différent pour la présidence de la République. »*

« Voulez-vous signer la pétition pour soutenir Marine Le Pen? » « Je ne suis pas un électeur », décline un commerçant, pas hostile pour autant. En guise d'explication, il se contente d'expliquer sobrement: *« Je suis un modéré. » « Moi aussi »*, ose Thomas Ménagé. ■

JEAN-YVES CAMUS POLITOLOGUE

« Marine Le Pen vit ce moment comme une épreuve de force »

Le spécialiste de l'extrême droite revient sur le moment crucial que traverse le RN.

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR **JULES PECNARD**



LAURENT HAZGUI/DIVERGENCE

***« Décision politique », « bombe nucléaire » du « système », « juges tyrans »...* Comment analysez-vous les réactions de Marine Le Pen et du RN depuis le jugement du 31 mars?**

Pour les adversaires du Rassemblement national, il aurait fallu que Marine Le Pen accepte ce jugement et qu'on passe à autre chose... Il faut bien comprendre que cela n'est pas possible! Elle vit vraiment ce jugement comme une injustice. Pour Marine Le Pen et ses lieutenants, l'ensemble de l'appareil d'État, des partis politiques, bref, des corps d'autorité, sont ligués contre le RN. Dans cette optique-là, il n'y a qu'une seule possibilité pour se défendre: expliquer non seulement à vos électeurs, mais aussi à ceux que vous tentez d'attirer, que vous êtes victime non pas d'un complot mais d'un ostracisme généralisé. C'est « nous contre le monde entier ». Et quand vous considérez, comme le RN, que le peuple est au-dessus de tout, presque divinisé, personne ne peut vous juger. L'élection détermine le résultat des courses et se mettre en travers de ce chemin devient un déni de démocratie.

> **« *Quand vous considérez, comme le RN, que le peuple est au-dessus de tout, presque divinisé, personne ne peut vous juger***

Dans son histoire, le FN a toujours eu des relations exécrables avec la justice...

La liste des condamnations de Jean-Marie Le Pen, mais aussi de nombreux cadres du mouvement, est très longue et recouvre des motifs très divers. L'idée centrale a été bien résumée par Jordan Bardella, qui a utilisé cette semaine le terme de *« juges rouges »*: selon le RN, les corps de magistrats seraient ligués contre lui parce que gangrénés par l'idéologie marxiste. C'est le résultat de faits historiques, notamment le développement de syndicats très à gauche au sein de la magistrature dans les années 1970. Et « juges rouges » est un terme largement emprunté à la rhétorique anticommuniste de cette époque. Selon celle-ci, la magistrature usurperait, au nom de l'idéologie, la légitimité de l'institution judiciaire mais aussi celle du peuple.

Assiste-t-on à un repli du frontisme sur ses origines ou est-ce plus subtil?

Le FN/RN cultive un certain nombre de fondamentaux dont le principal est la préférence nationale. Là dessus, rien n'a changé, tout comme son national-populisme. Il y a des graduations dans le caractère transgressif du message, plus significatif sous Jean-Marie Le Pen, mais ce qui préserve l'attractivité du RN, ce sont ces fondamentaux qu'il martèle. Cette semaine, il est revenu à une forme d'expression plus belliqueuse, notamment avec la convocation d'une manifestation. Néanmoins, que Marine Le Pen fasse descendre ses partisans dans la rue, cela me semble de bon aloi puisqu'elle vit le moment comme une épreuve de force. Les difficultés sont toutefois nombreuses: il faut que ça se passe dans l'ordre et, si c'est le cas, éviter une image endommagée par la présence d'éléments radicaux. Elle joue gros, car si elle n'attire pas au-delà du noyau dur, ce ne sera pas perçu comme un succès. Or, en une semaine, c'est très difficile. Si Marine Le Pen réunit 3000 personnes, quelle peut être sa force d'intimidation?

Avait-elle d'autres choix pour éviter une résignation de son électorat?

En effet, l'essentiel pour Marine Le Pen est de convaincre la base qu'elle est dans un combat pour sa survie, que l'adversaire est puissant, déterminé, et que peut-être le mouvement s'est laissé un peu « endormir ». De là à parler d'une fin de la dédiabolisation, non: les cofondateurs du Front national sont morts depuis longtemps et il y a eu des évolutions programmatiques indiscutables. Et les fondateurs, a priori, ne se rendaient pas à Jérusalem.

La séquence entamée lundi ne risque-t-elle pas d'effrayer l'électorat bourgeois que guigne Marine Le Pen?

Ce jugement peut faire réfléchir à deux fois une partie des Français qui hésitent entre un LR qu'ils espèrent plus dur et le RN. C'est-à-dire des gens qui, fondamentalement, sont sur la ligne Le Pen s'agissant des questions d'immigration et de sécurité, mais qui pensent que ce parti souffre toujours d'un déficit de respectabilité. Et qui sont, peut-être, un tantinet inquiets face à une gestion des deniers publics qui n'est pas prudentielle...

Marine Le Pen commet-elle une erreur en écartant, malgré sa situation précaire, la possibilité d'une candidature alternative en la personne de Jordan Bardella?

Le binôme a tout intérêt à continuer à marcher devant un parti soudé. Parce que là aussi il y a une charge historique énorme: dès que le numéro un et le numéro deux se sont écartés l'un de l'autre, ça a conduit à des catastrophes. Imaginez que le 31 mars Jordan Bardella ait dit *« je suis le plan B, ne vous inquiétez pas »*, ç'aurait un immense désaveu pour Marine Le Pen, auquel il n'a pas intérêt! Il n'a pas encore fait toutes ses preuves. On parle d'une présidentielle; c'est une chose d'être élu au scrutin de liste à la proportionnelle aux européennes, de commencer à se faire une notoriété internationale, d'être populaire auprès de la base, mais il faut s'épaissir. D'autant plus que si le jugement d'appel n'est pas plus clément qu'en première instance, l'évidence s'imposera. Et s'il est plus clément, Bardella n'aura pas fait cavalier seul. Et, que je sache, personne d'autre, au RN, n'ambitionne de se présenter à cette élection. ■

OPPOSITION

CAROLINE VIGOUREUX


Le 3 avril, à Paris.

RAPHAEL LAFARGUE/ABACA POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

FRANÇOIS RUFFIN DÉPUTÉ DE LA SOMME

« Je suis légitime pour représenter la gauche »

L'élu de Picardie se lance dans un tour de France. Affranchi des Insoumis, il assure que l'envie d'être candidat en 2027 est bien là.

POUR LUI, C'EST LE MOMENT. François Ruffin avait tout prévu. Il tiendrait un meeting à Montreuil au lendemain de la condamnation de Marine Le Pen puis entamerait un tour de France. Jusqu'ici, tout va bien. Mardi soir, dans cette ville de la banlieue est de Paris très ancrée à gauche, un millier de personnes sont venues l'écouter, un début. Demain, il sera en Loire-Atlantique avant d'embarquer pour la Martinique puis la Guadeloupe. Une manière d'*« aller voir le cœur du réacteur »*, selon ses mots, avec un slogan, « Notre France », et deux mantras, protéger et partager. Cela fait maintenant neuf mois que celui qui s'est longtemps présenté comme *« député reporter »* a rompu avec Jean-Luc Mélenchon, comme l'ont fait avec lui Clémentine Autain, Alexis Corbière, Raquel Garrido… L'élu picard siège désormais au sein du groupe écologiste à l'Assemblée nationale et parle régulièrement à Olivier Faure et à Marine Tondelier. L'envie d'être candidat, il l'assume de plus en plus, comme il le fait auprès de *La Tribune Dimanche*, qui l'a rencontré jeudi à Paris. Mais cela suffira-t-il à cet électron libre de la gauche pour concourir au mandat suprême ? Son parti, Picardie debout, reste microscopique, il n'y a pas encore de ruffinistes à proprement parler et les candidats potentiels à gauche sont très nombreux. Pourra-t-il aussi concurrencer Jean-Luc Mélenchon ? Saura-t-il rassembler une gauche plus modérée ? La marche est immensissime, le chemin plus qu'incertain, mais, à 49 ans et à deux ans de l'élection présidentielle, il se lance, sans savoir réellement où le mènera ce pari fou.

Que pensez-vous des réactions du RN et d'une partie de la classe politique à la condamnation de Marine Le Pen ? Diriez-vous qu'il y a une trumpisation à la française ?
Pour rappel, quand même : Marine Le Pen n'est pas victime, elle est coupable. Coupable d'avoir délivré des emplois fictifs à toute sa petite famille, à sa sœur, sa belle-sœur, son compagnon, son chauffeur, le majordome de son père… à 10 000 euros par mois, des salaires pas fictifs ! Et je ne voudrais pas qu'on oublie Jordan Bardella : il est jusqu'ici passé entre les mailles du filet judiciaire mais, pendant quatre mois, lui aussi a bénéficié d'un emploi fictif au Parlement européen. Pour échapper à la justice, il a trafiqué ses agendas. Ça n'apparaît pas, pour l'instant, dans le débat public.

Ce discours « antijuges » va jusqu'à LFI…
Pour moi, la position de Jean-Luc Mélenchon est un mystère. Il y a une dizaine d'années, nous participions, à son appel, à une manifestation « coup de balai » en pleine affaire Cahuzac. C'était un temps où l'exemplarité, la probité étaient au cœur de notre discours, pour ramener à nous les déçus, les dégoûtés, les abstentionnistes. Depuis, c'est comme si les politiques, et peut-être les citoyens aussi, s'étaient accoutumés à la corruption.

Que traduisent les soutiens de Vladimir Poutine, Donald Trump, Elon Musk et Viktor Orbán à Marine Le Pen ?
C'est comme un révélateur, que dans l'heure après son jugement surgissent ces soutiens ! Pas seulement parce qu'il s'agit d'une internationale réactionnaire, d'adversaires de la démocratie, mais aussi parce que ce sont des adversaires de notre pays. Mais la société française dispose encore d'anticorps : une nette majorité de nos concitoyens estime normal que Marine Le Pen soit condamnée, qu'elle soit inéligible. Donc la partie pour le droit, pour la démocratie, pour la justice est loin d'être perdue.

> ***« C'est comme si les politiques, et peut-être les citoyens, s'étaient accoutumés à la corruption. »***

Comment répliquer à l'offensive de Donald Trump sur les droits de douane ?
Quel est le symbole de l'Amérique de Donald Trump et d'Elon Musk ? C'est la Tesla ! S'il s'agit de riposter symboliquement, ce serait bien sûr là-dessus : plus une Tesla vendue sur le continent. Maintenant, répliquer pour de bon à Washington, c'est moins sur les biens que sur les services, sur le numérique, sur les Gafam. Et sur les capitaux, surtout : empêcher leurs fonds de dépecer nos fleurons. Ces dix dernières années, plus de 1 500 entreprises françaises sont passées sous pavillon américain, dont des fleurons : Alstom Énergie, Technip, Latécoère, le Doliprane, etc. Avec l'accord, voire la complicité, de nos dirigeants. Nous devons nous protéger de l'Ouest sur les capitaux, de l'Est sur le travail.

La présidente de la commission européenne, Ursula von der Leyen, parle justement d'un *« protectionnisme de rétorsion »*.
Ils sont nuls, pathétiques. Nous vivons, en Europe, un suicide industriel depuis quarante ans. Avec à la clé un désastre pour notre souveraineté : nous sommes à poil, sans masques, lors d'une crise sanitaire, nous sommes sans munitions, lors d'une guerre. Avec un désastre, aussi, pour la démocratie : avec des millions d'emplois ouvriers détruits, avec des classes populaires déstabilisées, le lien est évident avec la montée de l'extrême droite en France et ailleurs. Et que prévoit aujourd'hui Ursula von der Leyen ? Taxer les bidets ! Véridique ! Les bidets ! Mais aussi les chewing-gums, les combinaisons de ski, la viande de renne… Est-ce qu'on prépare la renaissance d'une industrie du bidet en France ? Non ! Tout ça n'a aucun sens. Et à un moment où la sidérurgie se fait dévaster par l'acier chinois ou indien, avec le laisser-faire européen, la passivité du gouvernement français. Si nous n'agissons pas, dans cinq ans nous n'avons plus d'acier… et on ose nous parler de « souveraineté » ! L'erreur, c'est qu'il ne nous faut pas un « protectionnisme de rétorsion », mais « un protectionnisme de construction ». Nous devons identifier cent produits stratégiques et sur lesquels nous voulons retrouver notre autonomie : les aliments ? Les composants ? Les médicaments ? Il faut lier une politique industrielle et une politique commerciale. Sinon, c'est l'échec permanent assuré.

Vous avez démarré mardi un tour de France. Pourquoi ?
Pour redonner « l'envie d'avoir envie », comme le chantait Johnny ! Je ressens, à gauche, depuis des mois, de l'apathie, de l'inertie. On demande juste à un copain *« comment ça va ? »*, il fait la liste de tout ce qui ne va pas. J'espère servir de thérapie ! Nous étions plus de mille à Montreuil mardi dernier, dans un moment froid, dur, sans échéance électorale. Une force est là, latente, présente, qui n'attend qu'à être cristallisée. Ce à quoi je vais m'atteler avec mes amis. Ça me rappelle le 9 juin : le soir de la dissolution, Bardella préparait déjà ses cartons pour Matignon, et c'était la déprime. Nos partis étaient séparés, divisés. Et puis nous avons dit : *« Front populaire »*, *« Soyez unis, arrêtez vos conneries »*, et des centaines de milliers de volontaires ont surgi. Nous avons fait l'unité en quatre jours, nous avons mené campagne en un mois… Là, nous avons deux ans.

Une candidature unique à gauche semble aujourd'hui illusoire.
Au vu des enjeux, une candidature commune ne relève pas du souhait mais de la nécessité.

Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, plaide pour la construction d'une plateforme commune hors LFI qui irait de Raphaël Glucksmann à vous. Ça vous parle ?
Je ne suis pas garde-frontière, donc je ne trace pas de limite. La porte est ouverte. Après, les forces choisissent de rejoindre ou non, de s'autoexclure ou non. Mais bien sûr, Olivier Faure fait partie de ceux qui tracent un chemin du commun.

> ***« Je veux redonner « l'envie d'avoir envie », comme le chantait Johnny ! »***

L'envie d'être candidat à l'élection présidentielle est-elle présente chez vous ?
Oui, je suis déterminé. Ça fait vingt-cinq ans que j'écoute la France, que je la parcours en tous sens. Je peux dire au pays : *« Je vous ai compris ! »* Aussi, j'ai battu trois fois le RN chez moi après des élections nationales où il était sorti en tête. Donc, oui, ça me donne une légitimité pour représenter la gauche à l'élection présidentielle.

Comment qualifieriez-vous aujourd'hui Jean-Luc Mélenchon ?
C'est à nous de faire mieux. Si nous faisons mieux, la question ne me sera plus posée.

Comment vous sentez-vous depuis que vous avez rompu avec LFI ? Plus libre ou plus isolé ?
Libéré, délivré… Je regrette qu'ils aient mené une si belle force dans l'impasse, mais ce n'est plus mon affaire. Je construis avec des députés communistes, socialistes, écologistes, Insoumis « insoumis ». Je construis, surtout, avec des sans-carte et des sans-parti, des sympas sympathisants, qui aspirent pour leur pays à un autre destin.

D'où vous vient votre nouveau slogan « Notre France » ?
Ce n'est pas d'une originalité folle… En fait, c'était le titre provisoire de notre dernier film, avec Gilles Perret, finalement intitulé *Au boulot !* Je voyais notre pays divisé, fracturé, et avec des forces politiques qui le déchirent. Je voulais que notre documentaire montre une France qui se rassemble, ou au moins qui se parle : des ultra-riches jusqu'aux modestes, des travailleurs qui partagent difficultés et fiertés, au-delà des origines ou des religions. Qu'on fasse du commun. Finalement, je reprends ce projet cinématographique comme projet politique.

Vous appelez à faire *« la révolution et la fête »*. Comment faire de la politique joyeuse dans un monde déprimant ?
Mais justement ! Dans son livre *Histoire d'un Allemand*, Sebastian Haffner raconte que son pays a basculé dans le nazisme non pas par la volonté de quelques uns mais parce que les Allemands *« ont sombré par millions dans la dépression »*. L'antidote, c'est la joie et l'espérance. À la même époque, d'ailleurs, les Français occupaient leurs usines au son de l'accordéon. Aux États-Unis, le président Roosevelt envoyait des chanteurs, des acteurs, des peintres à travers les États-Unis, *« parce qu'une nation*, disait-il, *se redresse aussi par son âme »*. J'en appelle aux artistes, d'ailleurs. Est-ce que le grand match en cours on va le remporter ? Je l'ignore. Mais nous allons le mener.

Et vous, vous êtes joyeux ou déprimé ?
Je suis combatif. Quand, depuis vingt-cinq ans, vous êtes solidaire des ouvriers de Picardie contre des multinationales, c'est David contre Goliath. Quand, avec *Merci patron !*, vous défendez une famille du Nord, qui a perdu son boulot et sa maison, face à Bernard Arnault, c'est David contre Goliath. Quand vous partez aux élections législatives, en 2017, face à un RN installé chez moi, c'est David contre Goliath. Quand le premier flic de France vous espionnait, sur ordre de la première fortune de France, et que vous le faites condamner, c'est David contre Goliath. Eh bien, nous avons deux ans pour que les David du pays l'emportent contre tous les Goliath ! Et moi, je suis heureux d'être un outsider. ■



VINCENT ISORE/IP3 VIA ZUMA PRESS/REUTERS

Les discours de Retailleau bientôt édités

Rien de tel pour se donner un peu plus de visibilité en pleine campagne interne. Candidat à la présidence des Républicains face à Laurent Wauquiez, Bruno Retailleau va faire éditer par les Éditions de L'Observatoire quelques-uns de ses discours sous la forme de pamphlets de quelques dizaines de pages. Le premier, qui paraîtra le 30 avril, s'intitule *Ne rien céder : manifeste contre l'islamisme*. Il reproduit une allocution du ministre de l'Intérieur prononcée lundi à Londres, devant un think tank conservateur reçu par la Chambre des lords. Le titre évoque un autre ouvrage politique paru en pleine campagne, celui de François Fillon, *Vaincre le totalitarisme islamique*, dont la sortie en 2016 avait permis à son auteur d'entamer une remontada auprès des sympathisants LR. À l'époque, c'est un certain Bruno Retailleau qui lui avait soumis l'idée du thème, qui s'est révélé très porteur. Concernant le Vendéen, un autre livret sera édité à partir d'un discours prévu le 11 mai, moins d'une semaine avant le scrutin interne de la droite. *« C'est moins moderne que les vidéos TikTok de Bardella*, analyse un proche, *mais ça a un sens dans une époque où la com digitale prend beaucoup trop de place. Il est bon de prendre le temps de développer une pensée, laisser une trace écrite. »* B.J et J.P.

CONFIDENTIEL

Le vœu de Philippe

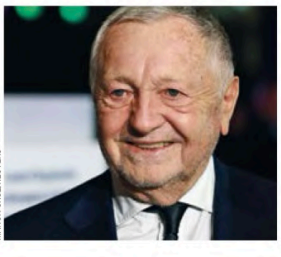
« Je veux être clair : si je reviens, c'est à Bercy. » Approché en juillet 2023 par un émissaire macroniste pour devenir ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Borne, Édouard Philippe avait manifesté, s'il acceptait de revenir aux affaires, sa préférence pour le ministère des Finances. Même si ce message avait été transmis au chef de l'État, la Première ministre d'alors avait appelé son prédécesseur pour lui proposer… l'Éducation. C'est une des révélations du livre d'Olivier Beaumont *La Tragédie de l'Élysée* (Flammarion).

Braun-Pivet face à Beauvau

Dans son livre *À ma place*, qui sortira en librairies jeudi chez Buchet-Chastel, Yaël Braun-Pivet plaide pour *« libérer la politique migratoire de l'emprise du ministère de l'Intérieur »* et créer pour cela un ministère chargé de ce secteur placé auprès du Premier ministre. *« Il est nécessaire de cesser de traiter l'immigration sous le seul angle sécuritaire, bien qu'il soit indispensable »*, explique la présidente de l'Assemblée nationale, qui sait que sa proposition ne manquera pas de susciter la polémique.



VALENTIN FAUVRE/HANS LUCAS VIA AFP



MANON CRUZ/REUTERS

Aulas impressionne Attal

C'est presque fait. Figure de la vie publique lyonnaise et ancien patron du club de foot de la capitale des Gaules, Jean-Michel Aulas est bien parti pour porter les couleurs de Renaissance aux municipales. En visite dans le Rhône, Gabriel Attal a été impressionné par la popularité d'Aulas, lequel pourrait aussi être soutenu par Les Républicains, le parti n'ayant pas vraiment de candidat incontournable pour tenter de reprendre la ville au maire écologiste sortant, Grégory Doucet.

Courtois récompensé

Après le politologue Pascal Perrineau l'an passé, c'est l'ancien éditorialiste et directeur de la rédaction du *Monde* Gérard Courtois, 75 ans, qui a remporté hier la 31e édition du prix du livre politique pour son livre *La Saga des élections présidentielles* (Perrin). Le journaliste politique a devancé l'essai de l'ancien ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, *La Citadelle* (Albin Michel), et celui du haut fonctionnaire Jean-Denis Combrexelle, *Les Normes à l'assaut de la démocratie*, (Odile Jacob).

LE DESSIN *de Chappatte*



EN HAUSSE / EN BAISSE



IMAGESPACE/SIPA USA VIA REUTERS

LEÏLA BEKHTI
TRIOMPHANTE

Ma mère, Dieu et Sylvie Vartan, comédie dramatique sortie le 19 mars dans laquelle elle interprète une mère confrontée au handicap de son fils, réalise un excellent démarrage. Avec près de 800 000 entrées en deux semaines, le long-métrage dépasse *Blanche-Neige* au box-office.



NICOLAS GUYONNET / HANS LUCAS VIA AFP

ÉRIC ZEMMOUR
CONDAMNÉ

La cour d'appel de Paris a confirmé mercredi dernier la condamnation d'Éric Zemmour à 10 000 euros d'amende pour « contestation de crime contre l'humanité ». Il avait affirmé en 2019 que le maréchal Pétain avait *« sauvé »* des Juifs français. Le président de Reconquête a annoncé se pourvoir en cassation.

Protection de l'enfance : une si lente réforme

LE TRÈS ATTENDU rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les manquements des politiques de protection de l'enfance sera dévoilé mardi. Ce document *« permet de regarder les manquements et de pointer les responsabilités dans les dysfonctionnements pour qu'on puisse changer de modèle et inviter l'État à prendre des mesures »*, affirme Isabelle Santiago, députée socialiste et rapporteure de cette commission d'enquête lancée il y a un an. *« J'espère que ce rapport sera un électrochoc. »* Et pour cause, une multitude de rapports sont déjà sortis sur le sujet issus du Conseil économique, social et environnemental (Cese), de la Cour des comptes ou encore du Syndicat de la magistrature. *« Ils prennent tous la poussière et ils n'ont pas mobilisé plus que ça »*, regrette la députée.

POURTANT, il y a urgence. Au 31 décembre 2023, 396 900 enfants bénéficiaient de l'aide sociale à l'enfance (ASE), anciennement appelée Ddass, répartis entre 56 % de mesures de placement et 44 % de mesures éducatives à domicile. En près de trente ans, leur nombre a augmenté de 44 %, quand la population de moins de 21 ans n'augmentait, elle, que de 1,6 %. Il y a tout juste une semaine, l'association Union pour l'enfance indiquait dans une vaste enquête qu'un enfant sur deux aurait été victime de violences sexuelles et une part importante des mineurs à l'aide sociale à l'enfance est également exploitée dans des réseaux de prostitution. Les jeunes de l'ASE auraient jusqu'à vingt ans d'espérance de vie en moins par rapport au reste de la population du fait de leurs psychotraumatismes.

À SUIVRE

« LES ACTEURS *de la protection de l'enfance ont relayé depuis longtemps cette crise systémique, mais elle a empiré »*, s'agace Isabelle Santiago. Aujourd'hui, on estime à 30 000 le nombre de personnes manquantes dans le secteur. Les causes d'une telle dégradation sont multiples mais viennent principalement *« d'un désengagement de l'État sur le sujet et d'un impensé des politiques publiques »*, estime la rapporteure.

LE RAPPORT présentera donc ces raisons historiques au manquement des différents gouvernements envers les politiques de protection de l'enfance et donnera les axes principaux sur lesquels l'État devra se pencher pour améliorer la situation.

IL Y A UN MOIS, Catherine Vautrin, la ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles de France était d'ailleurs auditionnée sur cette question et avait fixé plusieurs priorités. Parmi elles : établir des ratios d'encadrement pour la prise en charge des enfants dans les structures, faire un plan pluriannuel à cinq ans à partir de 2026 ou, encore mieux, contrôler les établissements accueillant les enfants placés. La ministre veut également faciliter la formation et l'accès aux carrières sociales et médico-sociales ainsi que favoriser le cumul des métiers. Surtout, Catherine Vautrin a déclaré vouloir *« engager une refondation de la politique de protection de l'enfance »* notamment en intensifiant les efforts de soutien aux familles. Cela passera sans doute par un investissement plus important dans le secteur. Aujourd'hui, il représente un coût de 9,9 milliards d'euros pour les départements. Une somme dérisoire face aux 38 milliards d'euros de dépenses annuelles du pays dans la prise en charge des traumatismes psychologiques subis dans l'enfance, selon une étude de *The Lancet* parue en 2021.

MARIE NIDIAU

CHRISTOPHE BÉCHU MAIRE HORIZONS D'ANGERS

« La nouveauté, c'est l'arrivée chez nous de Nantais »

Si Angers occupe régulièrement la tête des classements des villes où il fait bon vivre, son maire explique ce succès par le fait que sa croissance est maîtrisée.

GRAND OUEST

PROPOS RECUEILLIS PAR
LUDOVIC VIGOGNE

« **ÊTRE MAIRE**, *c'est être le gardien des équilibres.* » C'est ainsi que Christophe Béchu définit son rôle. Depuis 2014, ce proche d'Édouard Philippe et ancien ministre de la Transition écologique règne sur Angers. Sécurité, écologie, immobilier... À la veille des municipales de mars 2026, où il sera de nouveau sur la ligne de départ, il présente les nouveaux défis auxquels il est confronté.

Angers est régulièrement en tête des classements des villes où il fait bon vivre. Comment l'expliquez-vous?
Angers est une ville à taille humaine. Avec un peu plus de 150 000 habitants, nous disposons de tous les services d'une métropole sans en avoir les inconvénients, du taux d'embouteillage au niveau d'insécurité. La fameuse douceur angevine dont parle Joachim Du Bellay correspond bien à une réalité. Il y a du respect dans le débat public, entre les habitants, une allergie aux extrêmes. Il y a le temps du combat électoral, mais après on se met tous au service du territoire au-delà des appartenances partisanes. Angers compte aussi plus d'espaces verts que les autres villes de même dimension – 100 mètres carrés par habitant –, et l'on sait l'importance de la nature en ville pour les gens. Enfin, il y a une vraie mixité sociale. La ville compte 37 % de logements sociaux. Je pense que cela participe au fait que tout le monde trouve sa place sur notre territoire.

Le secret, c'est donc la proportion?
Angers est réellement la ville du quart d'heure. Vous avez une facilité à trouver des services, vous promener, sortir... qui n'existe pas dans une ville de plus de 200 000 habitants. Mais pour y parvenir, ça suppose de maîtriser l'urbanisation afin d'éviter de changer de catégorie et avoir les inconvénients d'un territoire plus grand sans les avantages.

> ***Nous sommes la seule ville française qui a une cantine zéro plastique***

Angers continue néanmoins de gagner des habitants...
Oui, 10 000 en dix ans. C'est un bon rythme, il ne faut pas que ça soit davantage. Quand je suis devenu maire en 2014, Angers perdait des habitants depuis quelques années et en dénombrait 147 000. Si nous avons inversé la courbe, nous ne voulons pas dépasser ce rythme. Avec 1 000 habitants par an, nous avons les moyens de continuer à développer le territoire, d'assurer un renouvellement des générations, de remplir les écoles, sans avoir à construire de nouveaux équipements.

Ces nouveaux habitants ont-ils un profil particulier?
On attire toujours ceux qui quittent la région parisienne, comme c'est le cas depuis vingt ans. Mais la nouveauté, c'est l'arrivée chez nous de Nantais. Compte tenu de l'insécurité qui règne dans leur ville, ils la quittent pour Angers.

Vous iriez jusqu'à dire que Nantes est devenu un contre-exemple...
Je dirais plutôt que ce n'est plus un exemple. Pendant trente-sept ans, mes prédécesseurs socialistes regardaient Nantes comme le modèle à suivre. Et



JOSSELIN CLAIR/LE COURRIER DE L'OUEST/MAXPPP

En 2024 avant un conseil municipal.

Angers se vivait comme une ville avec moins d'avantages, de rayonnement et d'attractivité que Nantes. Ça n'est plus le cas aujourd'hui. Il y a dix jours, lors d'une réunion de quartier dans le centre-ville, une dame m'a dit: « *S'il vous plaît, monsieur le maire, ne nous laissez pas devenir Nantes. Jamais!* » Cela a été le passage le plus applaudi de la réunion. Il y a vingt ans, personne n'aurait jamais dit ça!

À quelles difficultés vous heurtez-vous encore?
En fait, je me heurte à des difficultés nouvelles. En 2014, il y avait 3 000 logements vacants, et un de nos sujets c'était comment les occuper. Désormais, avec le gain de population que nous connaissons, le taux de vacance est inférieur à 0,5 %. Parallèlement, malgré un contexte national morose, les prix de l'immobilier continuent de progresser à Angers. Nous sommes donc confrontés à un défi immobilier, car le pouvoir d'achat en la matière ne suit pas localement. Pour y remédier, il faut continuer à penser des programmes de logement mixtes, étudier comment favoriser la primo-accession et permettre à des foyers modestes de devenir propriétaires de leur HLM. Le deuxième défi auquel nous faisons face, c'est celui de la sécurité. C'est pour cela qu'on prendra avant l'été la décision d'armer ou pas la police municipale. Jusqu'à maintenant, la question ne se posait pas. Ni les Angevins ni même les policiers ne le réclamaient. Mais aujourd'hui, nous sommes confrontés à des phénomènes nouveaux d'insécurité. Enfin, le dernier défi est lié à la vie étudiante. Nous comptons 45 000 étudiants, et c'est une chance pour la ville. Mais les mercredis, jeudis et vendredis soir, il y a trop de vie, des nuisances, de l'alcoolisation. Une partie du tissu commercial de l'hypercentre se transforme en conséquence; des bars remplacent des magasins de vêtements... Il existe donc un sujet de maintien d'équilibre global qui nécessite des efforts. Être maire, c'est ça: être le gardien des équilibres.

Et vous, êtes-vous favorable à l'armement de la police municipale?
Le simple fait que je mette ce débat sur la table en janvier dernier est une forme de réponse. Le renforcement des moyens de la police a déjà été acté, avec 10 % d'effectifs en plus en 2025. Nous compterons 300 caméras de vidéoprotection d'ici à la fin de l'année contre 24 en 2015. Je ne serai jamais pour le laxisme.

Selon un sondage Ifop-*Le Parisien*, 65 % des maires souhaitent que les policiers municipaux puissent pratiquer des contrôles d'identité et la fouille de véhicules ou d'individus. Et vous?
J'y suis totalement favorable. Je vais même plus loin car je défends l'idée que d'autres agents municipaux que les policiers puissent être assermentés et dépositaires d'une part d'autorité publique sous le contrôle du maire: les gardiens d'immeuble, les jardiniers, les agents publics qui incarnent une autorité...

Quelle leçon tirée de votre passage au ministère de la Transition écologique appliquez-vous dans votre ville?
J'ai quitté le ministère en ayant une conscience beaucoup plus aiguë des défis auxquels nous sommes confrontés et du coût de l'inaction. Pour autant, je n'ai pas tout découvert avec ce portefeuille! Angers était déjà classé ville la plus écologique de France avant ma nomination au gouvernement. Nous sommes la seule ville française qui a une cantine zéro plastique. Nous vendons le biogaz de notre station d'épuration, ce qui nous rapporte 1,5 million d'euros par an et nous permet de financer d'autres projets écologiques... Parmi ceux-ci, nous mettons la dernière main à un plan d'investissement de 100 millions d'euros pour bâtir un réseau de chaleur qui va permettre de répondre à la fameuse injonction contradictoire entre fin du monde et fin de mois, car il permettra aux Angevins de maîtriser leur facture et dans le même temps de diminuer leur part d'émissions fossiles. Pour cela, nous récupérerons notamment la chaleur du serveur d'Atos afin qu'elle puisse être versée dans ce réseau. Nous allons aussi lancer prochainement une société publique de biodiversité afin de mieux préserver l'équilibre faune-flore.

> ***Tous les maires Horizons partagent l'idée qu'il faut mettre de l'ordre dans les comptes et dans la rue***

Quel regard portez-vous sur le dispositif des ZAN (zéro artificialisation nette), contesté par certains de vos collègues?
J'y suis pour ma part très attaché. C'est la loi littoral d'aujourd'hui. Quand celle-ci a été adoptée, elle a été contestée. Certains ont affirmé que nos bords de mer seraient mis sous cloche, qu'il n'y aurait plus de construction possible... Quarante ans après, personne ne regrette qu'on ait préservé notre littoral et épousé des règles contraignantes non pour empêcher les communes littorales de connaître un développement, mais afin d'encadrer celui-ci. Aujourd'hui, la nouvelle frontière, c'est d'arrêter de bétonner ce pays à un rythme décorrélé de l'économie et de la démographie. On continue à consommer cinq terrains de foot par heure, c'est une hérésie. Je suis donc attaché au ZAN. Le problème, c'est le *z* de « zéro », parce que ça permet à ceux qui connaissent mal le dispositif d'imaginer qu'on va tout arrêter. Mais, dans les faits, ce principe ne signe ni la fin de la maison individuelle ni la possibilité de construire.

Les députés pourraient supprimer les ZFE (zones à faible émission), qui ont fait aussi beaucoup réagir les maires. Vous le regrettez?
Non. Quand j'étais ministre, je m'étais déjà efforcé d'amender le texte, car s'il faut être intransigeant sur l'objectif d'amélioration de la qualité de l'air, il faut être souple sur les modalités. Là où elle est bonne, comme c'est le cas à Angers, il n'y a pas de raison d'interdire à des véhicules de circuler. Un peu de pragmatisme, quoi!

La présidente de la Région Pays de la Loire, Christelle Morançais, a décidé d'opérer des coupes profondes dans le budget de la culture. Est-ce que cela va impacter des événements à Angers?
Lundi, le conseil municipal a voté une enveloppe de 150 000 euros de soutien exceptionnel à des structures culturelles qui ont fait l'objet de ces coupes. Qu'on se comprenne bien: je considère qu'il faut baisser la dépense publique dans ce pays, et en la matière je n'ai pas de leçons à recevoir car les dépenses de fonctionnement d'Angers étaient inférieures en 2020 à celles d'avant mon arrivée en 2014. Mais la méthode avec laquelle on procède compte aussi. J'ai eu l'occasion de dire que je regrettais que des annonces soient faites en décembre pour des événements ayant lieu en janvier. Je n'aime pas non plus le caractère automatique. Il faut regarder structure par structure. Toutes ne sont pas dans le même cas.

À Angers mais aussi Nice, Le Havre, Reims, Angoulême, Horizons recense de nombreux maires. Concevrez-vous les municipales de l'an prochain comme une première étape vers la présidentielle de 2027, pour laquelle Édouard Philippe compte bien être sur la ligne de départ?
Même si les municipales seront un moment extrêmement important qui comptera pour 2027, nous n'en ferons pas un teasing de l'élection présidentielle. Chaque ville a sa spécificité. Nous ne ferons pas de programme national pour les municipales. En revanche, il y a évidemment un certain nombre de valeurs, de principes dans lesquels nous nous retrouvons. Tous les maires Horizons partagent l'idée qu'il faut mettre de l'ordre dans les comptes et dans la rue.

Qu'est-ce que vous a appris le maire Édouard Philippe?
Quand vous l'accompagnez au 18e étage de la tour de sa mairie, vous comprenez tout de suite que c'est quelqu'un qui sait où il emmène sa ville pour les vingt années qui viennent. Ce n'est pas anecdotique. Quand vous êtes maire, vous avez une vision et développez, à partir de là, une stratégie, en tenant compte des marges de manœuvre budgétaires et en composant les équipes nécessaires, afin de délivrer vos projets dans le temps du mandat. C'est très exactement le travail qu'Édouard Philippe est en train de mener pour le pays. ■

Opération déminage

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, se rend aujourd'hui à Alger pour acter le réchauffement avec la France. Un voyage de quelques heures qui s'annonce décisif.

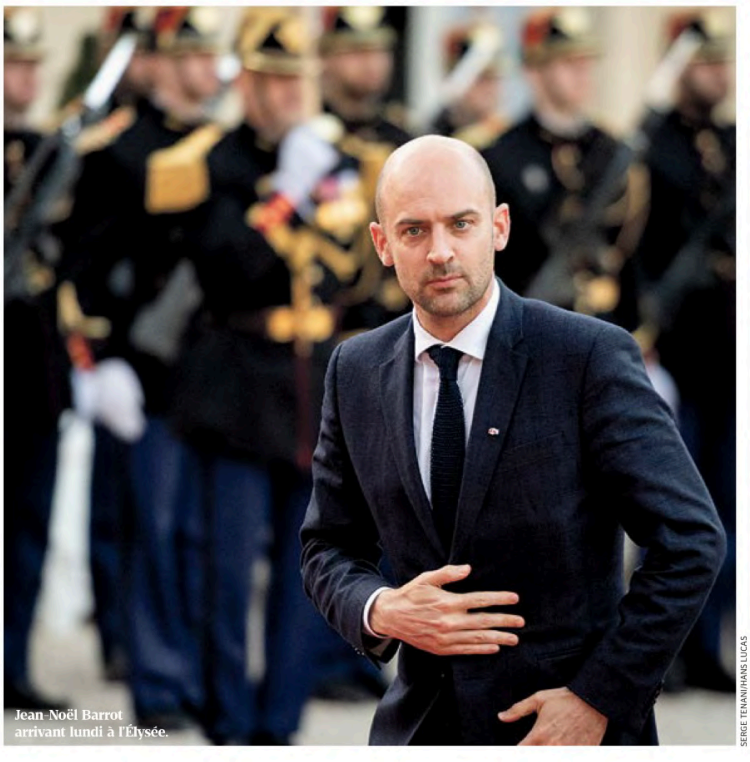
ALGÉRIE

ANTOINE MALO

ENTRE ALGER ET PARIS, l'heure n'est pas encore au printemps. Certes, depuis lundi et ce coup de fil entre Emmanuel Macron et son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune qui a débouché sur un communiqué commun, un dégel a été amorcé entre les deux pays. Mais il va en falloir beaucoup plus pour mettre fin à cette période glaciaire qui dure depuis des mois.

Le voyage que Jean-Noël Barrot effectue aujourd'hui à Alger s'annonce comme une étape cruciale dans ce fragile processus de réconciliation. Au cours de ce déplacement express – seulement quelques heures –, le ministre des Affaires étrangères devrait rencontrer son homologue mais aussi le président Tebboune. Le chef de la diplomatie française sait qu'il devra peser chacun de ses mots au trébuchet. Quelques projets pourraient aider à mettre de l'huile dans les rouages, comme celui du retour d'un ambassadeur algérien à Paris. Mais va surtout se dresser devant lui une montagne de sujets irritants toujours en souffrance.

Le dossier le plus urgent reste celui de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, arrêté en novembre et condamné à cinq ans de prison la semaine dernière, notamment pour « atteinte à l'unité nationale ». Sa libération demeure une priorité pour Paris. En milieu de semaine, une rumeur a d'ailleurs circulé sur un possible retour de l'écrivain en France dans l'avion de Jean-Noël Barrot. Elle s'est rapidement dégonflée, notamment après les appels de la condamnation interjetés à la fois par l'auteur et par le parquet algérien.



Jean-Noël Barrot arrivant lundi à l'Élysée.

SERGE TENANI/HANS LUCAS

Irritation majeure

Le sort de l'auteur de 80 ans, atteint d'un cancer, reste donc encore incertain et chacun marche sur des œufs. Noëlle Lenoir, présidente du Comité de soutien de l'écrivain, se garde, de son côté, de tout excès d'optimisme. « *Bien sûr, la reprise du dialogue est un premier pas*, explique-t-elle. *Mais nous recevons beaucoup d'informations contradictoires qui nous préoccupent.* » L'ancienne ministre s'inquiète notamment de l'appel du parquet algérien qui, selon elle, « *n'augure rien de bon* ».

Le scénario d'une grâce par le président algérien, possible malgré les appels, reste tout de même privilégié à Paris. Une source très au fait du dossier affirme que si l'écrivain devait être libéré, il serait envoyé d'abord dans un pays tiers, peut-être l'Allemagne, où il était soigné avant son emprisonnement. Une façon pour Alger de sauver la face, de ne pas donner l'impression de céder aux pressions françaises.

L'autre sujet d'irritation majeur est la coopération consulaire, et notamment la réadmission par Alger des OQTF expulsés par Paris. À l'Élysée et au Quai d'Orsay, on affirme qu'elle aurait déjà repris ces derniers jours. Mais, une autre source gouvernementale assure de son côté que rien n'a bougé. Alger aurait ainsi cette semaine à nouveau refusé de recevoir deux de ses ressortissants expulsés, prétextant une absence de laissez-passer consulaire. Quant à la fameuse liste des 60 Algériens que la Place Beauvau souhaite renvoyer depuis mars, seuls sept ont été effectivement réadmis par Alger.

Malgré tout, là aussi, on pourrait assister à quelques avancées. Des réunions entre préfets et consuls algériens sur la question des laissez-passer devraient ainsi être organisées à partir de la mi-avril. Chez Bruno Retailleau, on n'exclut pas non plus un appel « *dans les jours qui viennent* » entre le ministre de l'Intérieur et son homologue algérien. L'idée d'une visite à Alger – où le locataire de la Place Beauvau est pourtant honni – est aussi dans l'air. « *Mais on reste un peu suspendu à ce qui va se passer ces prochains jours et notamment à la visite de Jean-Noël Barrot ce dimanche* », glisse un proche. Même attentisme chez Bruno Fuchs, le président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Le député, qui tente de faire le pont entre les deux pays, a transmis une demande au président du Parlement algérien pour qu'il autorise la venue à Alger d'une délégation de parlementaires. « *L'idée serait de rencontrer des officiels mais aussi de rendre visite à Boualem Sansal dans sa prison* », explique Bruno Fuchs. Faute de réponse, le projet reste gelé.

Sur la liste des soixante Algériens sous OQTF présentée par Beauvaux en mars, sept ont été réadmis par Alger

Pour autant, si le déplacement de Jean-Noël Barrot enclenche une dynamique positive, d'autres échanges, notamment au niveau administratif, sont envisagés. Le déplacement de Gérald Darmanin semble lui aussi en bonne voie. Il pourrait avoir lieu, selon son entourage, « *dans les prochaines semaines* ». Le ministre de la Justice pourrait en profiter pour transmettre à Tebboune une nouvelle invitation pour venir en France, la visite prévue à l'automne ayant été annulée. Le garde des Sceaux devrait surtout parler d'une reprise de la coopération judiciaire avec son homologue et évoquer la très sensible affaire Abdeslam Bouchouareb. Cet ancien ministre de l'Industrie de Bouteflika, condamné dans son pays à cinq fois vingt ans d'emprisonnement pour détournements de fonds, a fui en France. Le 19 mars, la justice hexagonale a refusé l'extradition demandée par Alger, qui, depuis, ne décolère pas.

Réconciliation possible

La liste des questions douloureuses ne s'arrête pas là. La question mémorielle reste aussi sur la table, même s'il semble acquis que la commission d'historiens français et algériens dirigée par Benjamin Stora reprenne ses travaux et livre ses conclusions avant l'été. La reprise d'une coopération sécuritaire, notamment dans la lutte contre le terrorisme, mérite également être discutée. S'ajoute enfin le volet économique : Paris se plaint des multiples entraves administratives visant les entreprises françaises installées en Algérie mais aussi les exportations par l'Hexagone de céréales et de produits agroalimentaires. Jean-Noël Barrot pourrait demander un effort sur ce point aujourd'hui.

Le processus de normalisation reste donc une équation à de multiples inconnues. Pour l'historien Pierre Vermeren, il est d'autant plus précaire qu'il est déséquilibré, la France se présentant en position de faiblesse. « *Les Algériens n'attendent pas grand-chose de nous et nous n'avons pas grand-chose à leur offrir*, résume-t-il. *L'Élysée ne va pas, par exemple, revenir sur ses positions sur le Sahara occidental, sujet qui avait précipité la brouille.* » Pour autant, le chercheur pense la réconciliation possible. « *Si Tebboune a accepté de reprendre contact, c'est qu'il estime avoir plus à perdre qu'à gagner en restant fâché avec Paris. Quant à Macron, il s'est trop investi dans le dossier algérien pour voir tout cela se terminer en fiasco.* » ■



Le Maroc aurait tort de triompher

LES COMMUNIQUÉS CONJOINTS pour rendre compte d'une discussion entre deux chefs d'État sont rarement ponctués de « punchlines », ces petites phrases destinées à faire le buzz. Les douze paragraphes du texte publié lundi par l'Élysée et le palais d'El Mouradia méritent une relecture attentive pour y déceler les trésors de diplomatie qui les ont rendus possibles. Mais aussi pour percevoir quelles sont les priorités affichées en commun. À cet égard, le 4e paragraphe mentionne quasiment d'entrée de jeu « *les défis et crises auxquels l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique* » sont confrontées et la nécessité d'un « *retour [du] dialogue d'égal à égal entre deux partenaires qui constituent des acteurs européen et africain de premier plan* ». D'où l'importance du 5e paragraphe, qui tient en une seule phrase : « *À cet égard, les deux présidents sont convenus de la reprise sans délai de la coopération sécuritaire.* »

EN QUOI cette priorité constituerait-elle un revers cuisant de l'Algérie réduite à l'« *impuissance* », selon le mot utilisé par le site Le360, l'un des organes d'information marocains les plus proches du cabinet royal marocain ? L'article est intitulé de façon éhontée « *L'Algérie accepte la reconnaissance par la France de la marocanité du Sahara [occidental]* ». La preuve ? La question du Sahara occidental ne figure pas dans le communiqué conjoint. Et comme qui ne dit mot consent, voici l'Algérie vaincue, « *agitant le drapeau blanc* », comme l'affirmait déjà Le360 fin mars. Bien entendu, on peut comprendre que les autorités marocaines soient satisfaites que l'amorce d'une réconciliation entre la France et l'Algérie – bien qu'il faille en attendre des preuves concrètes, comme la libération de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal – ne se fasse pas au détriment de la cause existentielle de la marocanité du Sahara occidental, reconnue par le président Macron l'été dernier. Mais cette satisfaction nécessite t elle d'être exprimée par un langage aussi brutal qu'immature ? Ou bien les officiels marocains relayés par un de leurs médias les plus zélés s'enferment-ils dans leur refus de considérer la relation franco-algérienne comme bien plus complexe qu'ils ne la perçoivent ?

C'est l'Europe et l'Afrique qui se tutoient en sachant que leurs destins sont liés

L'EXEMPLE de la « coopération sécuritaire » est criant. Lorsque Français et Marocains ont renoué à la leur en mai dernier après des mois de brouille et de malentendus savamment instrumentalisés, personne n'est venu dire que cela se faisait au détriment de l'Algérie. Or il se trouve que la raison de la reprise des liens sécuritaires franco-algériens devrait intéresser le Maroc. Non pour s'y opposer ou rivaliser, mais pour comprendre qu'il s'agit là d'un domaine d'intérêt commun. L'armée algérienne est en effet en difficulté depuis quelques mois à sa frontière avec le Mali, d'où les forces françaises antidjihadistes ont été chassées par les putschistes et leurs alliés mercenaires russes. N'est-il pas temps pour les Français d'aider l'Algérie face aux menées répressives de la junte de Bamako contre la rébellion ? De son côté, le Maroc a su transiger et coopérer avec les nouvelles autorités maliennes, notamment dans le domaine militaire, ce qui lui permet d'observer de près la réalité sahélienne. Au Burkina Faso voisin, c'est grâce à sa médiation avec le régime que quatre agents français de la DGSE ont pu être libérés en décembre, juste avant Noël, après un an de détention. L'ennemi commun de la France, de l'Algérie et du Maroc est l'islamisme terroriste. Plutôt que d'alimenter une guerre perpétuelle avec frontières fermées et joutes verbales des plus provocatrices, Rabat et Alger feraient bien, comme on l'estime prioritaire à Paris, de lutter ensemble contre ce défi.

POUR Y PARVENIR et pour regarder loin devant plutôt que systématiquement en arrière, nos trois pays, qui ont tant en partage et bien évidemment sur le plan humain, devraient cesser de montrer les muscles sur les questions irritantes pour se focaliser sur l'essentiel. Oui, il faut coopérer sans conditions draconiennes et sans procrastination sur les flux migratoires, les OQTF, la relation au passé de la présence française coloniale au Maghreb, et de façon bien plus volontaire sur les liens économiques qui vont au-delà de nos trois plateformes nationales. Car à travers toutes ces questions, c'est en fait l'Europe et l'Afrique qui se tutoient en sachant que leurs destins sont liés. Alors, oui, dans le jeu des postures, chacun essaie de tirer son épingle du jeu, et le Maroc n'y déroge pas en présentant la réconciliation d'Emmanuel Macron et d'Abdelmadjid Tebboune comme celle d'un vainqueur français et d'un vaincu algérien. Se laisser piéger dans cette sémantique ou l'alimenter, c'est s'aveugler quant aux vrais défis à surmonter ensemble. ■

DIPLOMATIE

PROPOS RECUEILLIS PAR **FRANÇOIS CLEMENCEAU** ET **ANTOINE MALO**

BENJAMIN HADDAD MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DE L'EUROPE

« La Russie a désigné l'Europe comme son ennemie »

Spécialiste des relations internationales, ce proche d'Emmanuel Macron dénonce la guerre hybride menée par Moscou.

APRÈS LES INGÉRENCES russes en Roumanie, en Moldavie et, cette semaine, en Pologne, le ministre délégué chargé de l'Europe, Benjamin Haddad, revient pour *La Tribune Dimanche* sur les menaces que le régime de Poutine fait peser sur le continent européen et les moyens mis en œuvre pour y répondre.

Quelles sont les dernières ingérences russes en Europe ?
On a vu ce qui s'est passé récemment lors des élections en Moldavie ou en Roumanie. Un récent rapport de TikTok y révèle une opération massive de manipulation pour favoriser le candidat d'extrême droite, Calin Georgescu, avec près de 100 000 faux comptes et 33 000 spams bloqués. En Moldavie, il y a eu des achats de voix par Telegram, afin de saboter la réélection de la présidente proeuropéenne Maia Sandu. Acheter ces 10 % des voix équivaut aux dépenses d'une journée de guerre en Ukraine. On voit le calcul avantage-coût pour la Russie.

Mais l'UE n'est-elle pas constamment en retard dans cette guerre hybride menée par Moscou ?
C'est surtout que la menace s'accroît et qu'il faut s'y adapter en permanence. Mais la prise de conscience est là. La France a augmenté ses moyens sur le renseignement, sur le cyber. Nous travaillons avec les pays en première ligne. Nous avons d'ailleurs des troupes de réassurance dans les pays Baltes et en Roumanie.

Mais la réponse à l'échelle européenne est-elle assez coordonnée ?
Pas suffisamment sans doute. Mais les efforts que nous avons entrepris avec la Moldavie vont dans ce sens puisqu'un accord a été signé avec Viginum, notre organisme qui lutte contre les ingérences numériques étrangères. La France n'est d'ailleurs pas épargnée par ce phénomène. Sur X, un ancien président russe a dernièrement fait référence à l'invasion et à l'occupation de notre pays.

Certains médias français ouvrent aussi leur antenne à l'ancienne directrice de Russia Today. Qu'est-ce que cela vous inspire ?
Il faut combattre ce narratif prorusse et le mettre face à ses contradictions. Pendant des années, l'extrême droite a par exemple expliqué que la Russie était un partenaire fiable dans la lutte contre le terrorisme islamiste. Mais lors de l'attentat à Moscou il y a un an, le Kremlin a accusé l'Ukraine, et ce, contre toutes les évidences. Puis, c'est la France qui a été pointée du doigt. Aujourd'hui, la Russie veut ôter les talibans de la liste des organisations interdites. On entend aussi que Moscou voudrait la paix en Ukraine. Or c'est la Russie qui refuse des négociations sérieuses, qui se dérobe tandis que, sur le terrain, elle reste dans une logique escalatoire avec des buts de guerre maximalistes.



JULIEN MATTIA/LE PICTORIUM AGENCY VIA ZUMA PRESS/REUTERS

Le 26 mars, à la sortie du Conseil des ministres.

Vous comprenez le but recherché ?
Effacer l'Ukraine en tant que nation indépendante. Au-delà, il y a une volonté chez Poutine de détruire l'architecture de sécurité européenne. Son régime s'est construit en opposition à l'Europe réunifiée et réconciliée de la fin de la guerre froide. La Russie veut redessiner les frontières de l'Europe. Elle a désigné celle-ci comme son ennemie, sa nouvelle zone de prédation.

Donald Trump, qui veut annexer le Groenland, n'est-il pas sur une même ligne impérialiste ?
Cette remise en question des frontières d'un État souverain de l'UE est inacceptable. Mais cela démontre la bascule du monde qui s'opère. Pendant des années, nous nous sommes bercés d'illusions, pensant être à l'abri des menaces. En réalité, la guerre n'a jamais quitté l'Europe. Il y a eu la guerre froide, puis les conflits dans les Balkans, celui en Géorgie, l'annexion de la Crimée puis l'invasion de l'Ukraine. À chaque fois, nous nous convainquions qu'il s'agissait de retours de haines anciennes et que les Américains allaient nous venir en aide. Sur ce dernier point, l'Europe a compris qu'elle devait se prendre en charge.

Vous parlez de l'UE comme d'un bloc uni. Or, Orbán, Fico ou Meloni sont des soutiens affichés du Kremlin ou de Trump…
Mais aucun d'entre eux n'a bloqué le renouvellement des sanctions contre Moscou, et le soutien à l'Ukraine se poursuit. Il ne faut ni sous-estimer les problèmes que nous rencontrons ni surestimer les divisions – d'ailleurs ces trois pays ne se comportent pas de la même manière. Après, c'est aussi à ces États de faire leur choix : la Hongrie ou l'Italie ont-elles intérêt à une UE divisée, notamment dans ce moment de tensions commerciales ? Je ne le crois pas. Les Vingt-Sept ont d'ailleurs soutenu le plan de réarmement de la Commission européenne.

> ***Il y a une volonté chez Poutine de détruire l'architecture de sécurité européenne***

Approuvez-vous ce plan ?
Il contient des propositions utiles à la fois pour flexibiliser le pacte de stabilité et de croissance et pour exclure certaines dépenses de défense du calcul de déficit du pacte de stabilité, une idée que la France défendait. Mais il faudra aller plus loin, réfléchir à des instruments innovants, comme un grand emprunt. Nous l'avons fait pendant le Covid. Or l'Europe traverse aujourd'hui une crise toute aussi existentielle.

Ce n'est pas l'option retenue par Ursula von der Leyen…
Les États membres ont demandé à la Commission de travailler aux prochaines étapes pour le financement de la défense. Il y aura bientôt un nouveau chancelier allemand, qui a démontré la même volonté de rehausser nos ambitions sur la défense et l'indépendance de l'Europe. Nous travaillerons avec lui et nos partenaires européens en ce sens. ■

Le calcul risqué de la Lettonie

Le pays balte veut interdire la langue russe dans les médias publics. Une décision qui exacerbe les tensions dans la société, qui compte un tiers de russophones.

CENSURE

ESTELLE LEVRESSE,
ENVOYÉE SPÉCIALE À RIGA

AU CŒUR du quartier médiéval de Riga, la compagnie de radiodiffusion publique Radio Lettonie occupe un bâtiment Art déco emblématique de la ville de 600 000 habitants. Derrière les lourdes portes en chêne, un dédale de 4 500 mètres carrés de bureaux et de studios d'enregistrement que se partagent les six radios nationales lettones pour diffuser leurs programmes. Au deuxième étage, la radio LR4 est la seule à produire du contenu en langue russe. Son public : l'importante minorité russophone, 35 % des 1,9 million d'habitants. Or la chaîne vit peut-être ses derniers mois d'existence. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, la stratégie de sécurité nationale adoptée par le Parlement letton en septembre 2023 prévoit en effet de supprimer le russe dans les médias publics à compter du 1er janvier 2026.

La décision a été contestée devant la Cour constitutionnelle. La chaîne russophone, qui rappelle l'obligation faite à l'État de fournir des informations aux minorités dans leur langue natale, a jusqu'au 26 avril pour déposer les arguments justifiant son recours. En attendant, les 24 salariés de LR4 vivent une période difficile. « *Pendant toutes ces années, nous avons rempli notre mission d'information sur des sujets politiques et sociaux complexes* », déclare la rédactrice en chef Anna Stroja. Au micro de LR4 depuis plus de dix ans, cette journaliste chevronnée ne cache pas sa colère. « *Soudainement, nous serions devenus un danger pour l'État sous prétexte que nous parlons une langue associée à un voisin menaçant, c'est absurde* », s'insurge-t-elle.

Soutenus par de nombreuses organisations internationales pour la liberté de la presse, les médias publics lettons alertent sur le risque encouru si l'accès des russophones à des informations crédibles et vérifiées est coupé. « *Cela reviendrait à les livrer à la propagande du Kremlin* », prévient Sigita Roke, directrice de la télévision publique. Si le letton est la langue exclusive sur les chaînes de télévision nationales, leur portail d'actualités en ligne est multilingue, accessible en letton, en russe, mais aussi en anglais, ukrainien, biélorusse et polonais.

« La langue comme un outil politique »

En Lettonie, qui a connu cinq décennies d'occupation soviétique, les 600 000 russophones ont des profils divers. Certains ont la nationalité lettone, d'autres la citoyenneté russe ou un passeport gris (statut de non-citoyen). Depuis l'indépendance retrouvée du pays en 1991, leur intégration fait l'objet de controverses régulières, mais les tensions se sont exacerbées depuis l'invasion russe de l'Ukraine il y a trois ans. Dans une démarche de « consolidation nationale », les autorités ont érigé la protection de la langue lettone en priorité, évoquant leur crainte que les pays Baltes deviennent les prochaines cibles de Vladimir Poutine.



OLIVIER CORET/SIPA

En face de l'ambasssade de Russie, à Riga, une banderole représentant le président Vladimir Poutine.

« *Bien sûr, je comprends la volonté de renforcer la langue lettone, les critiques envers la Russie et ceux qui soutiennent Poutine*, révèle Anna Stroja dans les locaux de la radio nationale. *Mais je n'arrive pas à concevoir que la solution soit d'isoler une communauté linguistique et d'utiliser la langue comme un outil politique.* » Martin Levushkan est à la tête de l'ONG Voix russe pour la Lettonie, qui milite pour une meilleure compréhension entre les deux communautés. « *Les russophones se sentent très offensés par la réaction sévère des autorités à leur égard. Depuis lors, il y a beaucoup moins de confiance, moins de coopération et moins de compromis sur de nombreuses questions* », estime le jeune homme.

Dans le pays, la presse écrite est largement dominée par les titres en letton. Il faut chercher attentivement dans les kiosques de la capitale pour trouver des journaux ou magazines en russe. L'hebdomadaire *MK Latvija*, petit frère du célèbre *Moskovski Komsomolets* diffusé en Russie, est très populaire auprès des russophones. Étroitement lié au parti Saskana, fidèle à Moscou, il évite soigneusement d'évoquer directement la guerre en Ukraine, préférant les sujets sociaux et économiques victimisant la minorité russophone.

Les chaînes de télévision russes pro-Kremlin sont interdites de diffusion dans les pays Baltes depuis 2022, mais restent accessibles sur YouTube ou en utilisant un VPN. Et les influenceurs prorusses se déchaînent sur les réseaux sociaux lettons comme TikTok et Telegram. « *Ils les inondent de vidéos populistes sur des questions de politique intérieure ou sur l'Ukraine*, explique Martin Levushkan, qui enquête sur la désinformation en ligne. *L'objectif est de faire en sorte que les gens ne fassent plus confiance au gouvernement, aux valeurs de la démocratie et à nos alliés occidentaux.* » Cette désinformation prospère sur un terreau de ressentiment de la communauté russophone envers les autorités. L'une des conséquences est la montée des partis extrémistes. Une radicalisation qui fait, sans aucun doute, les affaires du Kremlin. ■



KEN CEDENO/REUTERS

Des manifestants brandissant le slogan « Bas les pattes! » hier, à Washington.

Les anti-Trump se réveillent

Alors que les dirigeants démocrates brillent par leurs déchirements, la société civile s'est mobilisée hier dans tout le pays pour protester contre la politique de chaos du président.

ÉTATS-UNIS

MAURIN PICARD
CORRESPONDANT À NEW YORK

« BAS LES PATTES! » Un slogan coup de poing en guise de signe de ralliement pour les vétérans, fonctionnaires, retraités, parents inquiets des réformes à la serpe menées par l'administration Trump, anxieux devant les licenciements massifs et les coupes budgétaires dans les institutions fédérales et les programmes sociaux. Les « marcheurs » avaient rendez-vous hier après-midi pour une journée de protestation aux quatre coins des États-Unis. À Washington et dans cinquante États, plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés sous ce mot d'ordre (*hands off*, en anglais) à l'appel d'une vingtaine d'associations de défense des droits civiques qui estimaient qu'il s'agissait de la plus grande journée de protestation contre Donald Trump et Elon Musk depuis leur arrivée au pouvoir en janvier. Le but: se faire entendre devant les Parlements locaux, les assemblées publiques et même face aux grilles de la Maison-Blanche. Donald Trump, lui, avait déjà déserté cette capitale qu'il exècre, rejoignant dès jeudi sa résidence de Mar-a-Lago en Floride pour s'y calfeutrer le temps d'un week-end prolongé.

À l'instar du 47e président des États-Unis, tout heureux de retrouver ses clubs de golf après une déclaration de guerre commerciale médiatisée, les Américains sont sans nouvelles des leaders démocrates. Et leur absence commence à durer. L'effet de sidération provoqué par la défaite de Kamala Harris dans les urnes, le 5 novembre dernier, a cédé la place à un profond abattement parmi les caciques du Parti démocrate et à une éclipse médiatique difficile à justifier.

Barack Obama et Kamala Harris ont fait jeudi leur première sortie publique depuis des mois: le premier, au Hamilton College (New York), s'est dit « *préoccupé* » de la mise au pas des universités et de la liberté d'expression bafouée des étudiants; la seconde, à l'occasion du Leading Women Defined Summit à Dana Point (Californie), a tenté un « *pep talk* » en rappelant que « *la peur est contagieuse* », certes, « *mais le courage aussi* ».

Mais où sont les Biden, les Clinton? Une partie de l'explication se trouve dans les bacs des libraires: plusieurs livres-enquêtes sont annoncés sur le désastre du retrait tardif de Joe Biden lors de la campagne présidentielle. Mardi 1er avril, Jonathan Allen et Amie Parnes ont lancé la première salve: entre autres révélations, *Fight** décrit les états d'âme de certains élus démocrates qui observaient depuis 2023 le déclin accéléré de Joe Biden et les conciliabules de l'équipe de Harris, qui avait anticipé la mort de l'ancien président à son bureau et prévu la logistique des funérailles. Ambiance.

Il suffit de glisser une oreille dans le camp républicain, pour sentir se lever un discret vent de panique

La seconde salve, *Original Sin***, attendue pour le 20 mai et signée Jake Tapper (CNN) et Alex Thompson (Axios), repose sur deux cents témoignages exclusifs et décrypte la décision fatale par le clan Biden de convoiter un second mandat, alors que tous les voyants étaient au rouge. Ce terrible secret, l'incapacité d'un parti au pouvoir à préparer la relève, pèse comme un immense fardeau sur les épaules des « survivants ». L'inventaire n'est pas pour demain, entre défenseurs indignés d'un Biden jugé admirable et partisans furieux d'une Harris flouée par une passation de flambeau bien trop tardive, à cent sept petits jours du scrutin.

Kamala Harris hésite sur le cap à choisir

Groggy après son *annus horribilis* 2024, le Parti démocrate n'est pas prêt pour un tel déballage. Et s'interroge sur l'identité de ceux qui, parmi ses poids lourds, partiront à l'assaut de la forteresse Trump, tous les jours un peu plus menaçante. Kamala Harris hésite sur le cap à choisir: se faire élire gouverneure de Californie en 2026 ou tenter sa chance aux primaires démocrates en 2028? Gavin Newsom, l'actuel gouverneur de Californie, fait partie de ces édiles qui tendent un rameau d'olivier au camp Maga (Make America Great Again): à l'occasion du lancement de son podcast, il a invité le polémiste d'extrême droite Charlie Kirk et jugé « *très injuste* » la participation d'athlètes transgenres à des compétitions sportives féminines. Pas idéal pour rallier la base démocrate à sa bannière.

Mais comment rendre les coups face à un homme enivré de vengeance? Puisque Joe Biden lui avait retiré son habilitation « confidentiel défense » en 2021, Donald Trump a retiré celle de son prédécesseur, lui enlevant au passage toute protection du Secret Service, mesure aussitôt étendue à Kamala Harris et aux Clinton.

En ordre dispersé, les élus démocrates perçoivent confusément l'occasion en or que leur procure la guerre commerciale amorcée par Donald Trump, après une victoire locale remarquée dans le Wisconsin mardi dernier, ainsi que deux défaites avec une marge réduite en Floride. Il suffit de glisser une oreille dans le camp républicain pour sentir se lever un discret vent de panique. « *Si nous entrons dans une récession, et particulièrement dans une grave récession, il est très probable que les élections législatives de l'automne 2026 seront un bain de sang* », soupire Ted Cruz, sénateur républicain du Texas. ■

** Fight - Inside the Wildest Battle for the White House*, de Jonathan Allen et Amie Parnes (William Morrow).
*** Original Sin - President Biden's Decline, Its Cover-Up, and His Disastrous Choice to Run Again*, de Jake Tapper et Alex Thompson (Penguin Press).

Un espoir nommé Bernie Sanders

À 83 ans, le leader de la gauche progressiste sillonne l'Amérique pour dénoncer le système Trump. Seule incarnation de la résistance, il attire de plus en plus de monde à ses meetings.

DÉMOCRATES

GARANCE LE CAISNE

CELA POURRAIT ressembler à la tournée d'une vieille rock star. Le sénateur indépendant du Vermont Bernie Sanders, 83 ans, a lancé sa tournée Fighting Oligarchy (« combattre l'oligarchie ») il y a six semaines. Démarrés à Las Vegas, dans l'Ouest américain, ses meetings attirent de plus en plus de monde. Le 21 mars à Denver (Colorado), dans le centre du pays, 34 000 personnes sont venues l'écouter. Jamais l'ancien candidat aux primaires démocrates pour l'élection présidentielle de 2016 et 2020 n'avait rassemblé une foule aussi importante. « *Alors que l'Amérique de Donald Trump ressemble de plus à en plus à la Hongrie de Viktor Orbán, Bernie Sanders est quasiment le seul à incarner une forme de résistance* », explique depuis New York Romuald Sciora, directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). « *Il est la seule voix capable de se faire entendre sur la scène politique nationale*, ajoute l'auteur de *L'Amérique éclatée - Plongée au cœur d'une nation en déliquescence* (Armand Colin). *Les démocrates ne prennent absolument pas conscience des enjeux civilisationnels qui se jouent actuellement.* » Joe Biden, Kamala Harris, Barack Obama, Bill Clinton ont en effet disparu depuis l'élection du 47e président et les atteintes continuelles de ce dernier à la justice, au gouvernement fédéral, à l'éducation, aux universités, aux médias.

« *Sous Donald Trump*, martèle Bernie Sanders sur X (ex-Twitter), des estrades ou en interview, *ce pays se dirige rapidement vers l'autoritarisme, la kleptocratie, et de plus en plus vers l'inégalité de revenus et de richesses.* » « *Medicare for all* », « *College for all* », « *Eat the rich* », « *Smash the Oligarchy* », « *Resist* », « *Bernie Sanders for the working class* »... Les badges et stickers colorés vendus lors des rassemblements reprennent le programme du leader de la gauche progressiste: l'assurance maladie universelle, la gratuité des études supérieures, la taxation des riches, des syndicats forts, une augmentation du salaire minium. Le projet politique de Bernie Sanders n'a pas changé depuis des décennies mais il trouve aujourd'hui une résonance nouvelle. « *C'est un homme intègre, intelligent, honnête*, précise Romuald Sciora. *On a l'impression d'avoir affaire à un politicien qui pense véritablement plus à l'intérêt du pays qu'à sa carrière. C'est ainsi en tout cas que l'appréhende une grande partie de la population et c'est ce qui manque tellement dans les démocraties occidentales.* »



KEVIN MOHATT/REUTERS

Le sénateur du Vermont lors d'un rassemblement à Denver (Colorado), le 21 mars.

Le vieux routier de la politique américaine, qui a toujours défendu son étiquette d'indépendant même s'il est rattaché aux démocrates, espère pouvoir fédérer une grande partie du camp progressiste au sein de son parti et même au-delà, en ralliant des républicains modérés. Avec l'objectif aussi d'ouvrir la voie à sa fille spirituelle, Alexandria Ocasio-Cortez, qui l'accompagne dans cette étonnante tournée. La charismatique représentante de New York âgée de 35 ans pourrait être candidate à la présidentielle de 2028.

S'il existe un phénomène Sanders et que les étapes de la tournée Fighting Oligarchy rassemblent des dizaines de milliers de personnes inquiètes d'une possible récession, incapables de se payer une assurance maladie ou d'offrir des études supérieures à leurs enfants, ces meetings restent malgré tout modestes à l'échelle des États-Unis. La prochaine élection présidentielle se tiendra dans quatre ans, celles de mi-mandat dans dix-huit mois. Autant dire une éternité eu égard au chaos provoqué par Donald Trump en seulement trois mois. ■



Il faut parler la même langue que Trump

COUDES EN L'AIR. C'est la formule scandée par les Canadiens pour justifier la vitesse à laquelle ils ripostent aux agressions américaines. Un hommage aux coups de coude que donnait la légende du hockey Gordie Howe pour défaire ses adversaires. Longtemps considéré comme le « pays des gentils », le Canada est ainsi bien décidé à montrer les crocs : dès jeudi, il a annoncé un droit de douane de 25 % sur certaines importations automobiles américaines, un montant identique à celui que la Maison-Blanche lui avait infligé la veille. Quant à la Chine, elle veut rendre coup pour coup en imposant jeudi prochain 34 % de taxes supplémentaires au made in USA, exactement le même taux que celui que Washington lui aura imposé la veille. La résistance se joue aussi dans les petites choses de la vie : au Canada, les supermarchés sont nombreux à retirer les produits américains des rayons pour privilégier les marques nationales.

PENDANT CE TEMPS-LÀ, l'Europe réfléchit, dialogue, consulte. Les 27 ministres du Commerce se réuniront lundi pour une première séance de concertation, qui sera suivie par bien d'autres « conseils » et « sommets ». Un premier train de sanctions sera annoncé mercredi pour répliquer aux taxes américaines sur l'acier et l'aluminium. Des taxes qui s'appliquent depuis un mois déjà et donnent la fâcheuse impression que l'Europe a un train de retard ! « *Nous agirons calmement, de manière progressive [...], en prévoyant suffisamment de temps pour les discussions* », temporise le commissaire européen au Commerce, Maros Sefcovic.

Il suffirait d'une quinzaine de pays européens pour paniquer les patrons de la Silicon Valley

EMMANUEL MACRON ne cache pas son impatience. Il veut répliquer, et vite : dès jeudi, il a demandé aux entreprises françaises de suspendre leurs investissements aux États-Unis. Mais le risque est double : braquer nos partenaires européens et renforcer l'image d'un Macron franc-tireur préférant marquer les esprits que jouer collectif ; s'attirer les foudres de Washington et justifier des taxes exceptionnelles sur le made in France, vins et cosmétiques en tête.

LA RIPOSTE ne peut être qu'européenne. Les États-Unis taxent nos marchandises parce que nous en exportons des tonnes ? Taxons leurs services qui inondent notre quotidien ! L'Europe est un marché de 450 millions d'habitants qui nous rend bien plus forts qu'on ne le pense. La difficulté est qu'on ne peut pas imposer de taxes douanières sur un film Netflix ou une livraison Amazon : ces biens immatériels ne traversent pas les frontières. Il faut donc recourir à des taxes classiques, telle la taxe Gafa mise en œuvre sous différentes formes par une poignée de pays, dont la France, le Canada, le Royaume-Uni et l'Italie. Ces taxes sont une prérogative des Parlements nationaux, et il est illusoire de penser rallier les 27 pays de l'UE. Mais il en suffirait d'une quinzaine pour que les patrons de la Silicon Valley paniquent... Ceux-là mêmes qui se sont rangés derrière Donald Trump ces derniers mois. ■

L'UE essaie de garder la tête froide

Face au chaos engendré par les annonces de Trump, le bloc européen doit compter sur ses propres forces.

TARIFS DOUANIERS

MARIE-PIERRE GRÖNDAHL

UNE RUPTURE VIOLENTE. Entre les États-Unis, son allié traditionnel, et l'UE, le fossé ne cesse de se creuser depuis le 20 janvier. Pour se transformer en un gigantesque cratère depuis le 2 avril. Un symbole parmi d'autres : l'Allemagne envisagerait de retirer 1200 tonnes de ses réserves d'or – les deuxièmes du monde après celles des États-Unis – des coffres de la Federal Reserve de Manhattan. La raison ? Le pays ne serait plus « *un partenaire fiable* », selon un parlementaire conservateur, Marco Wanderwitz.

Après des droits de douane de 25 % imposés par Donald Trump sur l'acier et l'aluminium européen, entrés en vigueur le 12 mars, les exportations des produits de l'UE se voient frappées d'une taxe douanière spécifique de 20 %, en sus de celle, universelle, de 10 %. La première entrera en application le 9 avril, la seconde est en vigueur depuis samedi. Pour la troisième économie mondiale (l'UE représentait en 2023 17,5 % du PIB global, contre 25,7 % pour les États-Unis), et surtout numéro un planétaire de l'exportation de biens manufacturés et de services, le séisme est majeur.

Car les États-Unis sont le premier partenaire commercial du bloc, avec des exportations de 822,5 milliards d'euros en 2023, pour 774,5 milliards d'euros d'importations. Si la Commission européenne avait annoncé dès le 20 mars des mesures en riposte aux nouvelles taxes sur l'acier et de l'aluminium, sa réaction aux tarifs révélés le 2 avril se limite pour l'instant à un constat : « *Les Européens sont prêts à répondre et travaillent à un nouveau paquet de contre-mesures* » en cas d'échec des discussions, a déclaré jeudi la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

Une prudence saluée par la plupart des économistes, qui alertent sur les risques de représailles brutales. La décision de la Chine, qui a immédiatement répliqué en imposant aux produits importés des États-Unis dans le pays une taxe de 34 %, équivalente à celle appliquée par Washington sur les exportations chinoises, ne serait, selon eux, surtout pas un exemple à suivre. À moins de vouloir aggraver le chaos. Et amplifier la crise financière, dont nul ne connaît l'étendue, ni la durée.

« *Prenez votre temps pour répliquer et gardez la tête froide* », a plaidé Olivier Blanchard, l'ancien chef économiste du FMI et professeur émérite du MIT, sur son compte X. « *Ce n'est pas parce que les États-Unis se tirent une balle dans le pied que l'UE doit en faire autant* », a-t-il ajouté. Parmi les pistes de réflexion, celle de la force du bloc. « *Le principal partenaire économique de l'UE, c'est l'UE. Les échanges intra-européens sont bien plus importants que ceux avec les États-Unis. Il faudrait donc lever très rapidement les barrières existantes entre les économies européennes* », estime Hélène Baudchon, la cheffe économiste adjointe de BNP Paribas. Et donc envisager d'adopter au plus vite – malgré les lenteurs inhérentes au fonctionnement des Vingt-Sept – l'union bancaire et un marché unique des capitaux. Sans oublier les contraintes freinant les échanges intérieurs, notamment sanitaires. Le prochain sommet informel Ecofin, à Varsovie les 11 et 12 avril, devrait aborder ces sujets.

L'ACI, l'instrument anticoercition voté en 2023, serait aussi une arme efficace. Il permet de déclencher des ripostes face à la mise en œuvre de mesures destinées à faire plier un pays. Conçu initialement pour la Chine, il pourrait être utilisé contre les États-Unis. Reste à savoir dans quelles proportions. Face au risque d'invasion de produits chinois sur le marché unique et au ralentissement de l'économie mondiale, l'unité des Européens sera le facteur déterminant. Y compris pour bâtir d'autres alliances commerciales, avec les pays asiatiques, l'Amérique latine, le Canada et l'Australie. ■

GILLES MOËC, CHEF ÉCONOMISTE DU GROUPE AXA

« Le monde entier subira le contrecoup »

Pour ce macroéconomiste, la récession américaine se propagera à toutes les économies.

La hausse spectaculaire des barrières douanières entrainera-t-elle une récession ?
Aux États-Unis, cela ne fait plus guère de doute. La punition est auto-infligée. Le premier choc sera celui de la hausse des prix. Compte tenu du poids des importations, directes et indirectes, qui représentent 10 % du panier moyen de la consommation, l'inflation augmentera automatiquement de 2,5 %, à cause des tarifs douaniers, qui grimpent de 10 % à près de 67 % pour les produits et biens exportés par la Chine. Si l'on ajoute ce chiffre au niveau actuel de l'inflation, elle atteindra très rapidement de 4 à 5 %.

Cela suffira-t-il à provoquer une récession ?
Une forte hausse des prix freinera la consommation, d'autant que le dollar est en train de se déprécier. Or elle est le principal moteur de l'économie américaine. Sa baisse aura des conséquences majeures sur la croissance dans son ensemble, qui était encore estimée à 1,5 % en 2025 il y a quelques semaines. D'où un risque très élevé de stagflation – hausse des prix et croissance nulle – dans les six mois à venir. Le manque de confiance et le climat généralisé d'incertitude créés par ces mesures, bien plus lourdes qu'attendu, entraîneront ensuite un recul des investissements. Mais cela prendra plus de temps à se manifester.

Pourquoi avoir pris une telle décision puisque ses conséquences négatives sont connues ?
Par conviction. La mise en place de tarifs douaniers avait été annoncée tout au long de la campagne. C'est leur ampleur qui a surpris. On peut supposer que l'administration au pouvoir, et notamment l'entourage direct du président, dont plusieurs membres sont issus de la finance spéculative, croient à ce qu'ils font. Ces mesures vont à l'encontre d'un consensus économique établi depuis très longtemps, mais la finance spéculative repose justement sur le fait d'être « contrariant » face aux théories couramment admises. Dans leur modèle, la douleur infligée est transitoire. Mais l'avenir sera radieux.


AXA IM

> ***Le manque de confiance et le climat d'incertitude entraîneront un recul des investissements***

Est-ce possible ?
C'est peu probable. L'économie américaine se portait très bien jusqu'à la fin de l'année dernière. L'inflation, qui a joué un rôle déterminant dans la défaite des démocrates, avait en fait reculé en 2024. L'emploi manufacturier, dont la baisse supposée était l'un des arguments en faveur des tarifs douaniers, ne diminue plus depuis quinze ans. On observe un divorce complet entre le ressenti et la réalité objective. Une réconciliation entre les deux se manifestera peut-être dans les mois à venir. Mais entre-temps ce sera long, pénible et douloureux.

La récession peut-elle s'étendre hors des États-Unis ?
Oui. Il s'agit de la première puissance économique, et la puissance du choc est telle que le monde entier en subira le contrecoup. Les pays manufacturiers exportateurs seront les premiers concernés. La Chine, bien sûr, mais aussi le Japon ou l'Allemagne. Des économies plus fragiles, plus dépendantes de leurs exportations vers les États-Unis, seront encore plus durement frappées : le Vietnam, dont un quart du PIB dépend de ses échanges avec l'Amérique, se voit par exemple imposer des tarifs douaniers de 46 % pour ses produits.

Et en Europe ?
L'Union européenne ne fera pas exception. À commencer par l'Allemagne, première économie de la zone euro et plus grand exportateur. Les tarifs douaniers dévoilés le 2 avril s'ajoutent à ceux déjà annoncés pour l'acier et l'aluminium. Les répercussions se feront donc sentir. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR **M.-P. G.**



À la Bourse de New York lors de la clôture des marchés le 4 avril. « Braderie boursière », annonce la télévision.

TIMOTHY A. CLARY/AFP

Un tsunami pour l'économie américaine

Rien ni personne ne sera épargné par la nouvelle donne induite par les annonces du président républicain. Les consommateurs devraient encaisser le choc le plus violent.

RÉCESSION

AUTODESTRUCTION. Suicide. Sabotage. Depuis le 2 avril et les annonces de nouvelles barrières douanières par Donald Trump qui ont sidéré les États-Unis comme le reste du monde, ce sont les termes les plus utilisés par la totalité des économistes et des experts pour décrire les ravages qu'elles engendrent. Dès les premières minutes, avec un plongeon gigantesque des marchés financiers outre-Atlantique retransmis en direct par toutes les chaînes de télévision. À tel point que Fox News, la préférée du président, a retiré le bandeau rouge de la cotation de son écran pour la première fois de son existence.

Le plongeon devient un abîme, entraînant le dollar dans sa chute. Entre le 3 et le 4 avril, la Bourse américaine a perdu 6 000 milliards de dollars. La perte subie par Apple, à elle seule, représente davantage que la capitalisation boursière de Walmart, le premier distributeur américain. Le fabricant des iPhones a vu s'évaporer 311 milliards de dollars dans la seule journée de jeudi. Et les sept valeurs clés de la Tech en ont perdu 1 800 milliards de dollars en deux jours. Toutes les places financières ont suivi, en Europe comme

Les sept valeurs clés de la Tech ont perdu 1 800 milliards de dollars en deux jours

en Asie. Un effondrement contagieux, qui évoque la panique planétaire d'octobre 2008, à la suite de la faillite de la banque Lehman Brothers. Sauf que cette fois-ci, tout allait bien. Jusqu'au 2 avril.

« *En décembre 2024, l'économie américaine faisait l'envie du monde* », rappelle Charles-Henri Colombier, directeur de la prévision et de la conjoncture de Rexecode. Tous les indicateurs étaient au vert. Une croissance de 2,8 %, un taux de chômage au plus bas (4 %), une inflation maîtrisée à 2,8 % et une consommation – le moteur de la croissance, à près de 70 % du PIB – robuste. Et des marchés financiers au sommet. La première économie du globe continuait de faire la course en tête, avec de solides perspectives pour 2025.

Les tarifs douaniers ont brutalement torpillé les prévisions. Le 4 avril, le président de la Fed, la banque centrale américaine, a sobrement constaté les premiers dégâts : « *Les conséquences économiques des taxes sur les produits importés seront plus étendues qu'anticipé.* » D'où, selon Jerome Powell, une croissance ralentie, une inflation plus forte et « *un risque accru pour l'emploi* ». Le même jour, la banque JP Morgan a estimé le risque d'une récession (deux trimestres consécutifs de croissance négative) dans les mois à venir à 60 %, au lieu de 35 % précédemment. Dès les prochains mois, une stagflation, soit une hausse des prix conjuguée à une activité nulle, pourrait se manifester.

« *C'est d'autant plus probable que dès avant les annonces la consommation avait ralenti en janvier et février* », note Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Ostrum Asset Management. Deux récentes enquêtes très scrutées par les spécialistes, celle de l'université du Michigan et celle du Conference Board, indiquent que les anticipations d'une reprise de l'inflation ont bondi à 4,1 % en mars, au lieu de 2,5 %, tandis que celles concernant l'emploi traduisent la certitude de licenciements massifs à venir. « *L'état d'esprit des ménages s'est totalement inversé, ce qui est très préoccupant* », ajoute Philippe Waechter. Leurs craintes se concrétisent : la crise boursière entraîne déjà une baisse spectaculaire de la valeur du « 401(k) », soit celle des plans de retraite souscrits par une majorité de la population.

Alors que Donald Trump a fait campagne sur l'inflation supposément causée par son prédécesseur Joe Biden, les tarifs douaniers qu'il impose créent mécaniquement une hausse des prix. « *Une décision historique par sa nature et sa portée a été prise sur une base de calculs peu compréhensibles, mais ses effets seront très douloureux. D'abord pour les États-Unis* », estime Gilles Moëc, chef économiste d'Axa. La Fed de Boston évalue l'inflation consécutive aux mesures protectionnistes, qui enchérissent automatiquement le prix de tous les biens importés, à 5 %. Rien ni personne ne sera épargné : les consommateurs, qui encaisseront le choc le plus violent, mais aussi les entreprises, paralysées par l'incertitude maximale et peu enclines à investir, ainsi que tous les secteurs d'activité, de l'immobilier à la Tech, des banques à l'agriculture.

Donald Trump affiche pour l'instant un mépris complet envers les conséquences de ses annonces

L'ensemble des chaînes logistiques, dans lesquelles plusieurs pays participent à la production et à la livraison d'un produit, sera également perturbé par les barrières douanières. « *Or il est impossible de relocaliser la fabrication de multiples biens d'équipement ou de consommation, même à relativement long terme, en raison de nombreux facteurs, notamment le coût de la main-d'œuvre ou la vétusté de certains sites industriels, par exemple dans l'automobile* », indique Philippe Waechter.

Personnellement obnubilé par les tarifs douaniers depuis le début des années 1990 (au point d'avoir à l'époque payé à ses frais une pleine page de publicité dans le *New York Times* pour les défendre), alors que leur nuisance au bon fonctionnement de l'économie est universellement reconnue depuis deux siècles, Donald Trump affiche pour l'instant un mépris complet envers les conséquences de ses annonces. « *C'est le scénario du pire. Un dispositif entièrement punitif, qui s'applique aux biens d'équipement, intermédiaires et de consommation, sans discrimination, avec des dommages importants pour l'économie américaine et mondiale* », stigmatise Charles-Henri Colombier.

Plusieurs groupes industriels, dans l'automobile et la sidérurgie, ont déjà annoncé des plans de licenciements. Le made in America pourrait être la première victime du protectionnisme voulu par son défenseur. ■ **M.-P. G.**

GOOD NEWS



ACTION

La RSE influence les consommateurs
L'étude annuelle du cabinet EY-Parthenon sur les marques préférées des Français, qui place dans le trio de tête le distributeur néerlandais Action (800 points de vente), le groupe de bricolage Leroy Merlin et le numéro un des articles de sport, Decathlon – ces deux derniers appartenant à la galaxie de la famille Mulliez –, analyse les comportements de 12 000 consommateurs. Si les spécialistes du discount restent plébiscités, l'enquête met en lumière l'importance croissante de la stratégie de responsabilité sociale et environnementale (RSE) dans les arbitrages d'achats par les consommateurs. Près d'un tiers des foyers privilégient ce critère, soit une hausse de deux points en un an.

La deeptech française renforcée
Selon un rapport du ministère de l'Économie et des Finances, le secteur de la « deeptech », qui concentre les innovations de rupture et leur exploitation économique ultérieure, réussit son changement de dimension. Le financement des start-up de deeptech (340 créées en 2023, pour un total de 2 500 aujourd'hui) par levées de fonds s'est considérablement amélioré en France en plus d'une décennie. Avec un bond de… 12 000 % : en 2002, 34 millions d'euros avaient été investis dans les jeunes pousses du secteur, à comparer avec plus de 4 milliards d'euros en 2023. En matière de volume de levées de fonds, la France se classe à la deuxième place en Europe, derrière le Royaume-Uni, et au quatrième rang mondial.

PME innovantes
Pour la première fois en vingt ans, deux PME figurent dans le palmarès des 50 entreprises déposant le plus de brevets en France. Réalisé par l'Inpi (Institut national de la propriété intellectuelle) depuis vingt ans, ce dernier rassemble 34 grands groupes, dont Stellantis, Safran et L'Oréal pour les trois premiers, mais



CHARLIE DROPKS

aussi 11 institutions publiques de recherche, ainsi que trois ETI. L'édition 2025 consacre donc l'apparition de Genvia (31 brevets, 44e), installée dans l'Hérault, et Verkor (29 brevets et 47e), en Isère, deux PME innovantes. La première est spécialisée dans la production d'hydrogène décarboné, la seconde dans l'industrialisation des batteries bas carbone. Dans leur ensemble, les PME ont augmenté leurs dépôts de brevets de 2 % en 2024.

Le cinéma fait plus de place aux femmes
Selon une étude menée par la chercheuse américaine Stacy L. Smith, en dix ans, la proportion de rôles principaux tenus par des femmes dans les films à succès américains est passée de 32 % à 54 %. Du côté des réalisatrices, la progression est plus lente mais réelle, de 7,5 % à 13,6 %. Ces chiffres seront dévoilés mardi à Paris par Kering, qui souffle les dix ans de Women In Motion, son programme justement lancé pour donner plus de visibilité et de soutien aux talents féminins du 7e art. Cette présentation réunira professionnels, partenaires institutionnels et médias autour d'Iris Knobloch, présidente du Festival de Cannes.

VOTRE ARGENT PAR MARC FIORENTINO

Quel rebond après le choc américain ?



LES MARCHÉS FINANCIERS sont secoués. Les indices boursiers américains sont en baisse depuis le début de l'année. Avec leur pire performance trimestrielle depuis 2022. Et la pire performance relative aux indices mondiaux depuis treize ans. Un effet Trump inversé. Avec une accélération de la baisse avec l'annonce des droits de douane *« réciproques »*. Une annonce qui a surpris.

Trump laissait entendre qu'il y aurait de bonnes surprises. Mais elles ont toutes été mauvaises, avec 10 % de droits de douane « seulement » pour les pays comme la Grande-Bretagne qui s'en sortent mieux et des droits de douane allant de 20 % pour l'Union européenne à 54 % pour la Chine en passant par 49 % pour le Cambodge.

On attend maintenant les mesures de rétorsion. Peu de marge de manœuvre pour des pays comme le Vietnam ou le Bangladesh, et une marge de manœuvre très limitée pour l'Union européenne. Ou encore pour la Chine. Les grandes négociations ont déjà commencé en coulisses et elles vont s'intensifier.

Est-ce une guerre commerciale ? Oui et non. Je reste persuadé que Trump cherche à tester les limites. Celles de la puissance américaine mais également celles de l'État de droit américain, de la Constitution et des relations diplomatiques et financières avec les anciens et les nouveaux alliés. Mais il ne veut pas prendre le risque de secouer durablement les marchés américains ni de relancer l'inflation. Il reste donc dans sa posture et cherche à proposer une « offre qu'on ne peut pas refuser » avec le pistolet des droits de douane sur la tempe.

La BCE devra baisser ses taux au plus vite pour permettre à l'Europe d'échapper à la récession

Quel est l'impact sur votre argent ? À court terme, nous avons un retour de la volatilité. L'indice de la peur des marchés est en hausse, mais il est très loin des niveaux vus lors de grandes crises comme le Covid ou la guerre en Ukraine. Le climat d'incertitude va durer encore quelques semaines, mais on commence à voir apparaître des opportunités d'investissement dans des actions américaines dont le cours a été fortement corrigé depuis quelques mois. L'adage boursier « acheter la rumeur, vendre la nouvelle » pourrait mener à un rebond des actions américaines dans les semaines qui viennent. Un rebond qui serait alimenté par de possibles baisses d'impôts financées par les recettes, très largement surestimées, des droits de douane.

La bonne nouvelle est encore la baisse des taux. Les taux à long terme américains ont fortement chuté du fait du climat d'incertitude, de nombreux prévisionnistes anticipant maintenant une récession dans les trimestres qui viennent. Et la baisse des taux américains favorise la rechute des taux en Europe, dans l'attente d'une décision de la BCE, qui doit baisser ses taux au plus vite pour permettre à l'Europe d'échapper à la récession.

Plus que jamais, il faut diversifier vos placements. Entre les différentes classes d'actifs. Entre les différentes zones géographiques. Sans paniquer. Sans réallocation radicale. Ces bouleversements géoéconomiques font apparaître des opportunités qu'il faut saisir. ■

▶▶▶▶ *Chaque vendredi sur BFM Business retrouvez Marc Fiorentino de 20 h à 21 h.*

DESSIN FABIEN CLAIREFOND

Semaine de l'épargne salariale : comment en profiter

La fiscalité de ce véhicule d'investissement est avantageuse mais ses supports sont limités.

DU 24 AU 28 MARS s'est déroulée la semaine de l'épargne salariale, organisée par les acteurs du secteur et les pouvoirs publics, et qui vise à sensibiliser les employeurs et les salariés aux différents mécanismes d'épargne disponibles auprès de leur entreprise. Cet événement a été malheureusement éclipsé par d'autres actualités, en particulier le lancement du futur fonds défense. De fait, l'épargne salariale reste sous-utilisée, malgré de nombreux atouts, avec 200 milliards d'euros d'encours, dix fois moins que l'assurance-vie.

L'épargne salariale repose sur différentes enveloppes d'investissement. Le plan d'épargne entreprise (PEE) est un des supports les plus courants. Il permet notamment d'investir dans des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) et offre une exonération fiscale sur les gains si l'épargne est conservée pendant au moins cinq ans. Le plan d'épargne retraite d'entreprise (PERE), quant à lui, a vocation à préparer la retraite. Il est également investi en FCPE mais, contrairement au PEE, les fonds placés sur un PERE sont bloqués jusqu'à la retraite, sauf cas exceptionnels de déblocage anticipé.

Programmes de fidélité incitatifs

Il existe également des comptes-titres dans certaines entreprises, permettant aux salariés d'investir directement en actions de leur société, mais ces derniers n'offrent pas les mêmes avantages fiscaux.

Les versements sur ces dispositifs peuvent provenir de différentes sources. L'intéressement constitue une prime liée aux résultats financiers de l'entreprise ou des objectifs prédéfinis. Cette prime peut être versée directement au salarié ou placée sur un PEE ou un PERE, avec une exonération d'impôt sur le revenu à la clé. La participation, quant à elle, est obligatoire pour les entreprises de plus de 50 salariés et repose sur une redistribution d'une partie des bénéfices aux employés. Comme pour l'intéressement, elle peut être perçue directement ou placée dans un dispositif d'épargne salariale. Enfin, l'abondement est un versement complémentaire effectué par l'entreprise sur les sommes investies par le salarié. Ce dispositif incitatif peut significativement accroître l'épargne constituée, puisque certaines entreprises proposent un abondement pouvant aller jusqu'à 300 % des sommes versées par le salarié.

L'épargne salariale présente donc de nombreux avantages, en particulier l'abondement versé par l'employeur et la fiscalité avantageuse à l'échéance des plans. Pour l'employeur, elle permet de fidéliser les salariés grâce à des programmes de fidélité incitatifs, ou encore en leur donnant accès à des actions de l'entreprise. En revanche, ces enveloppes ont de nombreux inconvénients. Elles sont limitées en matière de supports d'investissement, aussi bien au niveau de la qualité que de la diversité, et les frais appliqués sont généralement élevés. Il faut donc considérer l'épargne salariale comme un excellent moyen d'épargne grâce aux avantages offerts par l'entreprise, mais surtout comme un complément aux autres enveloppes, plus classiques, plus flexibles et complètes, et souvent moins chères, que sont l'assurance-vie ou encore le PER (plan d'épargne retraite). **M.F.**



NOS COUPS DE CŒUR IMMOBILIERS



Château dans le Béarn

ORTHEZ (Pyrénées-Atlantiques). Le château datant des Templiers comprend de très belles pièces de réception du XIXe siècle. Il comporte 23 pièces dont 4 salons et 10 chambres. La propriété comporte également une ferme fortifiée, une orangerie (à restaurer), deux maisons d'amis et d'anciennes écuries. Le parc comporte plusieurs arbres centenaires (magnolias, châtaigniers, chênes, etc.).
850 000 euros. Barnes : 0564200096.



Villa basque

ARCACHON (Gironde). Élégante villa de style basque au cœur du bassin d'Arcachon, idéalement située à quelques minutes de la plage et des commerces. Nichée dans un environnement calme et préservé, elle offre un espace nuit de quatre chambres. Le jardin accueille une piscine et une large terrasse en bois, idéale pour profiter des journées ensoleillées.
1 080 000 euros. Barnes : 0564200090.



Propriété poitevine

CHAUVIGNY (Vienne). À quarante minutes de Poitiers, cette belle propriété de campagne se compose d'une maison du XVe siècle rénovée avec son gîte en activité, ses dépendances, sa piscine couverte et chauffée et son terrain d'un peu plus de 1 hectare bordé par un ruisseau. Elle offre 8 chambres à l'étage. Le terrain se compose d'une cour, d'un jardin et d'une prairie.
470 000 euros. Barnes : 0665591211.

IXCHEL DELAPORTE JOURNALISTE D'INVESTIGATION

« Riaumont, c'est un cran au-dessus de Bétharram »

L'autrice qui a révélé dans un livre les graves abus dont ont été victimes, de 1960 à 2019, les enfants d'un internat catholique traditionaliste du Pas-de-Calais dénonce l'inaction de l'État dans ces affaires.

VIOLENCES

PAULINE DELASSUS

IXCHEL DELAPORTE A ENQUÊTÉ plusieurs années* sur la communauté religieuse de Liévin (Pas-de-Calais) où, jusqu'en 2019, violences, humiliations, travaux forcés et attouchements étaient le quotidien de centaines d'enfants, placés par l'État puis par des familles. « *Un bagne* » où avaient lieu des « *sévices* » facilités par « *l'inaction* » des autorités, ont regretté vendredi les corapporteurs de la commission d'enquête parlementaire sur le sujet. Après un signalement pour violences en 2010, le parquet de Béthune a lancé des investigations. Une plainte déposée trois ans plus tard permet l'ouverture de trois informations judiciaires pour « viols aggravés et agressions sexuelles aggravées sur mineur de 15 ans » et pour « maltraitance sur mineurs de 15 ans ». Une quatrième est ouverte en 2017 concernant des faits de « détention et consultation de fichiers à caractère pédopornographique ». Ces enquêtes et les mises en examen qui en découlent ont entraîné la fermeture de l'école « hors contrat » en 2019. L'affaire est d'autant plus retentissante depuis que figure parmi les mis en cause Philippe Vedovini, le grand-père du petit Émile tué au Haut-Vernet.



LES ENFANTS MARTYRS DE RIAUMONT/FRANÇOIS LO PRESTI/AFP



Été comme hiver, les enfants (ici en 1970) de Riaumont doivent porter ces culottes courtes en cuir. À droite, l'entrée du pensionnat, à Liévin (Pas-de-Calais).

Comment expliquer que pendant soixante ans des centaines d'enfants ont été maltraités dans une institution subventionnée par l'État ?

Le père Albert Revet, qui a créé l'institution en 1960, était un homme charismatique et manipulateur. Sous un prétexte charitable, il a tissé une toile d'influence, il s'est mis dans la poche les préfets, les juges, les notables, la mairie socialiste de Liévin. Il y a une alliance objective entre ces acteurs locaux qui doivent faire placer beaucoup d'enfants défavorisés en déshérence. À Riaumont, les fratries sont acceptées et les tarifs sont bas. L'institution est une solution aux problèmes sociaux que personne n'a alors envie de résoudre.

Les maltraitances subies n'étaient pas connues des autorités ?

Si. Les enfants étaient mal nourris et rachitiques. Ils allaient à l'école communale et à la piscine, les agents municipaux voyaient les traces de coups sur leurs corps. La première à lancer l'alerte est professeure de français au collège public de Riaumont. Des juges de Béthune recueillent la parole d'enfants qui se disent malheureux, mais ils n'osent pas encore en dire plus. L'omerta a perduré parce que ça arrangeait tout le monde, y compris des associations de la protection de l'enfance. L'État a payé pour que des enfants soient maltraités. Le père Revet recevait des subventions et des dons, mais il rationnait les enfants, ne chauffait pas les locaux et n'installait pas l'eau chaude.

Les témoignages que vous avez recueillis décrivent comment les enfants étaient contraints à un travail manuel éreintant.

Les enfants construisaient eux-mêmes les habitations en pierres de taille de Riaumont. Comme des esclaves. Les punitions infligées par les encadrants, religieux et laïques étaient physiquement violentes et humiliantes. On les envoyait marcher pendant 30 kilomètres en autonomie. Ils n'étaient pas soignés ou alors en cas d'extrême urgence. Et beaucoup ont été victimes d'agressions sexuelles et de viols. Riaumont, c'est un cran au-dessus de Bétharram.

Vous décrivez aussi un embrigadement idéologique des enfants.

À Riaumont, on défend l'idée de « redresser » les enfants, de les sauver, en les amenant à devenir des soldats du Christ. Le pensionnat dépend spirituellement de l'abbaye de Fontgombault, proche de la fraternité intégriste Saint-Pie-X. Les encadrants ne cachent pas leur proximité avec l'extrême droite, avec les milieux royalistes, avec les « paras ». Le père Revet, soutien du Front national dès sa création, valorisait l'imaginaire des croisades, de la colonisation et du pétainisme. En 1988, des pensionnaires ont été emmenés à l'enterrement d'un proche de Jean-Marie Le Pen. De même les 1er-Mai aux rassemblements du FN ou encore au Puy du Fou. Aujourd'hui Riaumont est notamment défendu par les ultranationalistes du Parti de la France.

> ***L'établissement valorisait l'imaginaire des croisades, de la colonisation et du pétainisme***

La Ddass n'a pas réagi ?

Ses agents ont écrit des rapports mi-figue mi-raisin, disant qu'il y avait aussi de bonnes choses de faites au pensionnat. Ils demandaient que les éducateurs soient mieux formés, que les sanitaires soient rénovés. Mais ça n'a jamais été fait. Et l'impunité s'est installée.

Le père Revet meurt en 1986, pourtant les sévices se poursuivent jusqu'aux années 2010. Comment l'expliquer ?

Revet a donné la tonalité. Les prêtres et éducateurs qu'il recrute et qui lui survivent se comportent comme lui. En 1989, quand l'État retire l'agrément au pensionnat, ils créent une école privée hors contrat au sein du « village », où sont inscrits des enfants de familles catholiques traditionalistes. Et échappent à partir de là aux inspections. En 2001, un élève se suicide dans l'école. Il y a une enquête et un non-lieu.

L'un des religieux de Riaumont est Philippe Vedovini, le grand-père d'Émile, le garçonnet tué au Haut-Vernet. Que disent de lui les anciens élèves ?

Il y est resté deux ans, dans les années 1990. C'est l'un des plus violents, selon les témoignages. Il est accusé de viol par un ancien élève qui a déposé plainte en 2013 contre deux moines et deux laïques. Vedovini a été placé sous le statut de témoin assisté dans la procédure [et demeure présumé innocent].

Ces crimes sexuels n'ont jamais été dénoncés auparavant. Pour quelle raison ?

Ce sujet est un tabou. On constate la même chose dans l'affaire de Bétharram. C'est la honte suprême pour les victimes. Le père Revet les observait sous la douche, il examinait les pénis pour voir s'ils étaient lavés, il frappait les enfants qui faisaient pipi au lit. L'État a une grosse responsabilité dans cette affaire. L'Église aussi. Le diocèse d'Arras savait que Riaumont était problématique mais ils sont restés silencieux. Même lorsque l'ancien prieur de la communauté a été mis en examen pour détention d'images pédopornographiques. ■

**Les Enfants martyrs de Riaumont – Enquête sur un pensionnat intégriste,* Éditions du Rouergue, 2022.

Parcoursup et bac, le difficile équilibre des enseignants

La procédure d'entrée dans l'enseignement supérieur fait peser un poids supplémentaire sur les épreuves de contrôle continu, renforcées depuis la réforme Blanquer.

ÉDUCATION

LÉNA MÉNAGER

LE COMPTE À REBOURS est enclenché. Dans deux mois, les élèves de terminale générale plancheront sur la traditionnelle épreuve de philosophie, leurs épreuves de spécialité et le grand oral. Pour beaucoup d'entre eux, le plus gros est toutefois derrière eux : mercredi, ils ont validé leurs vœux Parcoursup. Avec dans leur dossier toutes leurs notes de contrôle continu depuis la première et qui comptent pour 40 % du baccalauréat depuis la réforme Blanquer.

« *Le vrai enjeu pour les lycéens et leur famille, c'est Parcoursup* », confirme Vincent, qui enseigne l'histoire-géographie dans un établissement du 16e arrondissement de Paris. Les admissions dans le supérieur tombent avant les résultats du bac et les épreuves de juin sont trop tardives pour être prises en compte par la plateforme. En conséquence, le contrôle continu représente une forte partie de l'enjeu.

« *Alors qu'il devait permettre de diluer les échéances sur deux ans, le contrôle continu a eu pour effet de générer beaucoup de stress chez les élèves* », admet Pierre Mathiot, ancien directeur de Sciences-Po Lille et concepteur de la réforme aux côtés de l'ancien ministre de l'Éducation nationale. Lors de son mandat, Jean-Michel Blanquer avait mis en place un plan d'évaluation d'établissement qui visait à éviter toute augmentation artificielle des notes. « *Or, quelques années plus tard, force est de constater qu'il n'y a aucune transparence sur les modalités d'évaluation en contrôle continu* », reconnaît Pierre Mathiot. Faute de confiance suffisante dans les notes, certains établissements de l'enseignement supérieur, comme Sciences-Po, ont donc choisi de revoir leur mode de recrutement.

Le slalom entre les épreuves

« *Les élèves travaillent plus quand ils ont une épreuve finale* », remarque de son côté Sarah Besnainou, cofondatrice de Kartable. C'est ce que démontre une étude réalisée en 2025 par l'entreprise de soutien scolaire auprès de parents et d'enseignants. Après le Covid et la réforme Blanquer, Kartable a vu son nombre d'élèves divisé par trois.

Cependant, « *les évaluations sur table tout au long de l'année sont importantes, parce qu'elles permettent aux professeurs de situer leurs élèves* », insiste Marie Duru-Bellat, sociologue, professeur émérite à Sciences-Po Paris et spécialiste des questions d'éducation. Vincent le confirme : depuis la réforme du bac, il a l'impression de pouvoir mieux s'adapter à la progression de sa classe, sans « *cravacher pour boucler le programme à toute vitesse en vue d'une seule échéance* ». Autre bénéfice de la réforme : la classe de première, incluse dans le contrôle continu, est plus valorisée.

Depuis l'an dernier, les épreuves finales ont été décalées du mois de mars pour revenir au traditionnel mois de juin. Un choix regretté par Pierre Mathiot. « *Le mois de mars avait été pensé pour permettre justement à ces épreuves finales d'être prises en compte par Parcoursup, au même titre que le contrôle continu* », justifie-t-il. Résultat : les épreuves de français à la fin de l'année de première revêtent désormais une importance accrue dans le recrutement de l'enseignement supérieur. Dans le slalom entre les épreuves, les élèves, eux, sont passés maître dans l'art du calcul : « *En arrivant au bac en juin, ils ont déjà en tête les notes dont ils ont besoin pour décrocher telle ou telle mention* », s'amuse l'enseignant d'histoire-géographie. ■

Il l'a dit à La Tribune



CESER DE FRANCE

DOMINIQUE VIENNE
Le président des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (Ceser), également président du Ceser de la Réunion, plaide pour le maintien de ces instances qui portent la voix des territoires alors qu'un amendement actant leur suppression vient d'être voté à l'Assemblée.
« Remettre en question les Ceser pour des raisons budgétaires alors qu'ils représentent moins de 0,1 % du budget des régions qui les financent serait une faute démocratique »

Le choix de la rédaction

Deux opinions à découvrir sur Latribune.fr

« LE PEN : LES RÉPLIQUES D'UN SÉISME POLITIQUE »
Par Zaki Laïdi, directeur de recherche à Sciences-Po
« Il revient au gouvernement dans un tel contexte de reprendre à tout prix l'initiative, d'occuper l'espace en proposant de nouvelles réformes comme la loi sur la proportionnelle ou celle sur la banque de la démocratie. »

« CYCLISME PROFESSIONNEL MASCULIN : RÉGULER POUR AVANCER »
Par Thibaut Dussud, chargé d'études économiques au Centre de droit et d'économie du sport (CDES), et Jean-François Brocard, maître de conférences en sciences économiques à l'université de Limoges.
« Le constat implacable d'un cyclisme à deux vitesses est nourri par les inégalités et la confiscation des victoires par quelques-uns. Pour preuve, sur les 35 épreuves du calendrier World Tour de 2024, la moitié ont été remportées par deux formations seulement. »

L'essai de la semaine



LA POLITIQUE PAR D'AUTRES MOYENS
Avant même de se plonger dans les chapitres consacrés aux 21 grands stratèges de l'Histoire rédigés par d'éminents spécialistes, la préface des *Maîtres de la stratégie*, avec érudition et pertinence, donne le ton : ***« Affirmer avec Clausewitz que la victoire n'est pas la paix aide à comprendre les impasses du conflit qui embrase le Moyen-Orient depuis 1948 ; souligner, avec John A. Warden, qu'il faut bâtir une stratégie civile pour emporter la victoire contribue à saisir les erreurs commises hier en Afghanistan et aujourd'hui en Afrique ; intégrer le "pouvoir égalisateur de l'atome" permet d'appréhender les ambitions de la Corée du Nord ainsi que l'obstination de Téhéran à posséder l'arme nucléaire. »*** Et chaque stratège a sa théorie pour répondre aux trois dilemmes qui tenaillent la stratégie, rappellent le général Benoît Durieux et le spécialiste de la Seconde Guerre mondiale Olivier Wieviorka : maintenir son cap mais s'adapter, atteindre ses objectifs ou empêcher l'adversaire de tendre vers les siens, et enfin choisir entre les meilleurs résultats tactiques et la progression la plus rapide vers les objectifs. De quoi se passionner pour Clausewitz comme pour son contemporain Jomini, moins connu et tout aussi important. Un livre pour comprendre ce qui se passe en Ukraine et ailleurs.

AURÉLIE MARCIREAU

Les Maîtres de la stratégie – De Sun Zi à Warden, général Benoît Durieux et Olivier Wieviorka (dir.), Seuil, 528 pages.

« On accepte **l'injustifiable** au nom de la sécurité »

Secrétaire générale d'Amnesty International depuis 2021, Agnès Callamard raconte, dans *Une enquêtrice à l'ONU*, cinq années en tant que rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires. Un livre témoignage dans les coulisses de la justice et de son engagement en faveur des droits humains.



EMMA PICQ

Agnès Callamard
secrétaire générale d'Amnesty International, ancienne rapporteuse spéciale des Nations unies pour les exécutions extrajudiciaires

Comment se porte le droit international devant ce nouvelordre basé sur la force que veulent imposer des puissances comme les États-Unis et la Russie ?
Le droit international est à genoux. Les règles ne sont plus absolues pour certains pays comme la Russie, les États-Unis, ou leur allié Israël, qui affirment que ce droit ne peut s'appliquer à eux à cause de circonstances exceptionnelles. Tout ce qui compte, c'est l'intérêt primordial de l'État tel qu'il le définit lui-même. Il y a un rejet des valeurs universelles comme l'État de droit, l'indépendance de la justice, l'égalité des êtres humains, quel que soit leur genre, la couleur de leur peau ou leur origine.

Le droit international avait pourtant avancé ces dernières décennies…
Oui, mais à Amnesty d'une manière collective, ou comme rapporteuse spéciale de l'Onu, nous avons mis en garde contre la propagation des dérives autoritaires à l'échelle internationale, y compris dans les vieilles démocraties occidentales. La lutte contre le terrorisme a motivé l'adoption de lois, qui auraient dû être limitées dans le temps mais se sont pérennisées et se sont normalisées. Ces lois, votées pour lutter contre le danger qui mettait en péril nos valeurs, la population et l'État, n'étaient pas toutes nécessaires, notamment parce que les arsenaux juridiques possédaient assez d'outils pour le faire. La lutte contre les migrations a elle aussi fourni des outils autoritaires et des messages politiques qui ont corrompu les valeurs universelles. En suivant des logiques partisanes, les gouvernements ont voulu montrer qu'ils étaient forts, qu'ils prenaient à bras-le-corps la lutte contre le terrorisme ou l'immigration dite illégale. Certaines lois ont en fait été votées pour des raisons politiques et électoralistes plus que judiciaires.

Avec quelles conséquences ?
Nous avons gangrené notre système de valeurs de l'intérieur. C'est le plus grave selon moi. Ces dérives autoritaires nous ont petit à petit préparés à accepter des choses que nous aurions trouvées injustifiables il y a dix ou vingt ans. Des populations sont prêtes à accepter le pire au nom du maintien des rapports de force. Elles sont prêtes à accepter l'idée qu'on puisse exterminer des personnes au nom de la sécurité. L'agression russe en Ukraine, les attaques du 7 octobre 2023 et maintenant ce qui se passe à Gaza jouent le rôle d'accélérateur dans la destruction du droit international, des valeurs universelles et des outils multilatéraux – tout le système mis en place après la Seconde Guerre mondiale afin de préserver le monde du pire. C'est le début de la fin. Nous sommes en grand danger.

> ***« Quand on fait de la résistance contre ce que représentent Trump, Poutine, Netanyahou, Maduro ou des groupes armés, il faut le faire sur la base de valeurs universelles pour tous et pour toutes »***

Est-ce une des raisons pour laquelle vous écrivez dans votre livre que la France a perdu de son influence en matière de droits humains ?
Bien sûr et c'est déplorable. La France a énormément perdu de son prestige quand elle s'est engagée, comme beaucoup d'autres, dans une approche non universaliste de ses intérêts. Par exemple, Paris ne critiquera pas l'Égypte parce qu'elle y a des intérêts militaires alors que c'est un pays où des dizaines de milliers de personnes sont détenues de façon arbitraire. En Afrique de l'Ouest, presque plus personne ne dira préférer être soutenu par la France que par la Russie ou les milices Wagner. Comme d'autres, la France n'a pas pris conscience de la transformation des rapports de force et de ces nouvelles populations plus éduquées qui comprennent de mieux en mieux le deux poids, deux mesures des Occidentaux qu'elles ne peuvent plus supporter.

La France et l'Europe se battent contre l'impérialisme russe pourtant…
Oui, l'Europe tente de résister. Mais on ne peut pas se battre uniquement à coups d'augmentation de budgets militaires ou par le biais du commerce. C'est ce qui me désole dans les réponses actuelles. Il faut résister aussi sur la base des valeurs. Les Ukrainiens se battent pour leur liberté et leurs droits. Les Palestiniens de même. De nombreux Israéliens défendent aussi leurs droits et ceux du peuple palestinien sur la base de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Si nos dirigeants politiques ne comprennent pas cette dimension-là, je pense qu'on ne va pas gagner. On va peut-être gagner une bataille, mais pas la guerre. Il est primordial, quand on fait de la résistance contre ce que représentent Donald Trump, Vladimir Poutine, Benyamin Netanyahou, Nicolás Maduro ou des groupes armés, de le faire sur la base de valeurs universelles pour tous et pour toutes.

Amnesty International a publié en décembre un rapport intitulé « "On a l'impression d'être des sous-humains" – Le génocide des Palestiniens et Palestiniennes commis par Israël à Gaza ». Cette qualification juridique fait polémique…
Il est très difficile de parler de génocide à Gaza sans se faire attaquer de toute part. Peut-être est-ce dû à l'histoire d'Israël, à la Shoah, à l'extermination des Juifs par les nazis et la complicité de nombreux gouvernements européens. Mais en ce qui concerne Gaza, les faits sont là. Notre enquête est basée sur la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 et a pu montrer les actes génocidaires et l'intention génocidaire de l'État d'Israël.

Lesquels ?
Créer des conditions impossibles de survie est un acte génocidaire par exemple. Nous avons démontré que de nombreuses destructions d'infrastructures civiles, de réservoirs d'eau, d'écoles, d'hôpitaux, de terres arables ne répondaient pas à des objectifs militaires. Peut-être que les premiers bombardements indiscriminés étaient des « *erreurs* ». Mais avec leur répétition deux, trois, six mois plus tard, on ne peut plus conclure qu'il s'agit d'erreurs, surtout quand les Nations unies et les personnes présentes sur le terrain témoignent du fait que ces attaques tuent des civils. L'affirmation selon laquelle la guerre d'Israël à Gaza vise uniquement à démanteler le Hamas ne résiste tout simplement pas à un examen minutieux.

À quelle place, secrétaire générale d'Amnesty International ou rapporteuse spéciale des Nations unies, avez-vous le sentiment d'être la plus efficace pour défendre le droit ?
Dans le contexte actuel, une organisation comme Amnesty International, sur le terrain et bien ancrée auprès des populations, est très importante pour contrecarrer les dérives autoritaires. Cela n'a aucune comparaison avec ce que j'ai pu faire en tant que rapporteuse spéciale. J'ai pu mener des enquêtes, transmettre des messages, j'ai écrit ce livre qui peut servir de plateforme. Le travail de rapporteur spécial est essentiel bien sûr, mais au vu des défis actuels, il ne sera pas aussi efficace que le travail d'une organisation de terrain, petite ou grande comme Amnesty. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
GARANCE LE CAISNE



UNE ENQUÊTRICE À L'ONU
Agnès Callamard avec Alexandre Duyck, Flammarion, 240 pages, en librairies mercredi.



LUDOVIC MARIN/AFP

« PLM, l'absurdité d'une réforme »

Par Renaud Muselier

Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Réviser le mode de scrutin en vigueur depuis quarante ans à Paris, Lyon et Marseille, pour quoi faire ? À moins d'un an des élections municipales, la question se pose sérieusement.

Surtout quand on a de la mémoire et que l'on se souvient des noms des maires élus en vertu de cette fameuse « loi PLM » : Bertrand Delanoë, Jacques Chirac, Gérard Collomb, Grégory Doucet, Jean-Claude Gaudin et Michèle Rubirola. Ils n'ont jamais été remis en question quant à leur légitimité démocratique, une fois élus maires de leur ville.

Pourtant, les défenseurs de la réforme ne manquent pas de slogans pour défendre leur idée : simplification du scrutin, clarification de l'élection et le mantra « un citoyen, une voix » érigé en principe. Et après tout, pourquoi pas ? Tout le monde est favorable à ces idées consensuelles, éclairées, démocratiques.

Mais, comme souvent, le diable se cache dans les détails. Ou, en l'occurrence, dans le texte de loi qui sera lundi présenté aux parlementaires en séance. Et là, le château de cartes s'effondre littéralement : ce texte est une absurdité politique, technique et financière.

Comment peut-on imaginer simplifier le scrutin quand on va imposer deux urnes, deux élections, voire trois à Lyon, le même jour au lieu d'une seule actuellement ?

Comment peut-on imaginer clarifier l'élection quand personne ne sait ce que seront vraiment le rôle, les moyens et les compétences des mairies d'arrondissement ?

Comment peut-on imaginer porter l'idée « un électeur, une voix » tout en installant une prime majoritaire qui crée de facto un vote plus important pour celui qui élit le vainqueur ?

Comment peut-on parler d'équité républicaine entre toutes les communes quand on maintient une inégalité entre Paris et Lyon, qui ont une mairie par arrondissement, et Marseille, qui a une mairie pour deux arrondissements ?

Dans chaque ville concernée, dans chaque parti, il y a des pour et des contre. Aucun consensus n'a été trouvé : ni politique ni technique. Pire encore, les propositions courageuses du rapporteur Jean-Paul Mattei ont été balayées par le clan parisien à la manœuvre, avec le soutien complice du Rassemblement national et de La France insoumise.

> ***Le texte présenté à l'Assemblée est un aveu : il n'est pas question d'un « retour à la normale », il est question de faire un grand tripatouillage***

En fait, le texte présenté à l'Assemblée est un aveu : il n'est pas question d'une suppression de la loi PLM, d'un « retour à la normale », il est question de faire un grand tripatouillage.

Une loi d'exception, encore plus complexe, encore plus incompréhensible, à la différence près que l'originale avait été construite par le Marseillais Gaston Defferre et que la pâle copie est exclusivement défendue par des Parisiens qui n'ont pas réussi à se faire élire conseillers de Paris en 2020.

Ce n'est pas pour rien qu'une réforme de mode de scrutin n'est jamais passée, dans l'histoire de la République, par une proposition de loi issue du Parlement. Cela demande une technicité, une précision à tous les niveaux que ne permet pas l'initiative parlementaire. ■

« Simplifier le mécénat d'entreprise pour mieux soutenir nos associations »

Par Denis Metzger*

Président-fondateur de Break Poverty Foundation

Avec 20 millions de bénévoles et 2 millions de salariés, le monde associatif est un pilier du lien social et de l'aide aux plus vulnérables. Partout, sur tous nos territoires, dans nos quartiers isolés comme en milieu rural, il tisse du lien là où il n'y en a plus, il recrée des solidarités là où elles se sont effacées. Les associations ne se contentent pas de servir et d'agir : elles innovent, elles répondent aux besoins que ni l'État ni le marché ne couvrent. Elles sont aussi des acteurs économiques de premier plan : elles créent de l'emploi, génèrent de l'activité, transfèrent de l'innovation, revitalisent nos territoires. Pourtant, ces forces vives sont en danger, affaiblies par la baisse des financements publics.

Dans ce contexte, le mécénat d'entreprise est devenu une ressource essentielle. Mais alors que l'État affirme vouloir le soutenir, il continue d'imposer aux entreprises, et en particulier aux TPE et PME, des formalités administratives lourdes et inutiles qui freinent leur engagement. Les sénateurs ont souhaité réagir. Ils ont proposé et adopté l'article 2 bis du projet de loi de simplification de la vie économique afin d'alléger ces obstacles. Cet article a été supprimé par la commission spéciale de l'Assemblée nationale. Nous demandons aujourd'hui son rétablissement.

Le mécénat des TPE et PME est une ressource vitale pour beaucoup d'associations, et pourtant, la générosité de ces entreprises est freinée par un carcan administratif injustifié. Pour encadrer les excès passés de quelques grandes entreprises, le législateur a imposé des contraintes qui pénalisent l'immense majorité des entreprises mécènes, celles qui donnent sans arrière-pensée, par engagement sincère, par solidarité pour l'avenir de leurs territoires, avec le souhait de contribuer à une meilleure justice sociale.

Aujourd'hui, les entreprises mécènes doivent non seulement déclarer leurs dons via le formulaire fiscal 2069-RCI, mais aussi remplir une annexe supplémentaire détaillant chaque don et valorisant les éventuelles contreparties reçues, sous peine de sanctions disproportionnées. Une contrainte inutile qui pénalise principalement les petites entreprises.

L'article 2 bis proposait une solution simple et équilibrée : il supprimait cette annexe et la remplaçait par une mention des actions de mécénat dans le rapport de gestion. Les TPE et PME qui n'en publient pas se voyaient ainsi allégées de cette déclaration.

> ***Pour encadrer les excès passés, le législateur a imposé des contraintes qui pénalisent l'immense majorité des entreprises mécènes***

Alléger ces démarches ne signifie pas pour autant lever les contrôles.

Avec ce dispositif, l'administration fiscale continuait de disposer de toutes les informations nécessaires au respect des règles du mécénat (via les déclarations fiscales des entreprises et des associations). Les règles strictes encadrant la disproportion éventuelle entre le don et ses contreparties restent inchangées, garantissant ainsi la nature désintéressée du mécénat.

Loin d'être une dérégulation, la réforme proposée est une mesure de bon sens : elle allège la charge des TPE et PME tout en maintenant la transparence et le contrôle. Une avancée pragmatique, soutenue par le Medef et CCI France.

Un choix politique en faveur de l'intérêt général.

En supprimant l'article 2 bis en commission, l'Assemblée nationale a fait un choix regrettable : celui de la lourdeur administrative au détriment du monde associatif, celui de la défiance à l'égard des entreprises qui veulent agir pour le bien commun.

Nous appelons les députés à rétablir cette mesure en séance publique le 8 avril prochain. Simplifier le mécénat, ce n'est pas affaiblir le contrôle, c'est renforcer la capacité des associations à soutenir ceux qui en ont le plus besoin. ■

▶▶▶ *Retrouvez la liste des signataires sur Latribune.fr*



FÉMINISME

Le premier sexe

PAR PAULINE DELASSUS

Le cri d'Anouk Grinberg

LE LIVRE, paru jeudi, se lit sans respirer. Cent trente-six pages d'une écriture lapidaire pour raconter une vie de viols et d'agressions sexuelles, de violences psychologiques et de souffrances psychiques. Un titre, *Respect*, comme une supplique lancée par cette femme de 62 ans dont le calvaire a commencé à l'âge de 7 ans. Anouk Grinberg s'exprime sans détour, ses mots décrivent l'horreur de l'enfant abandonnée, de l'inceste, du dégoût de soi et des autres. Le texte, pourtant, est littéraire, la première moitié surtout, et l'on sent que le sortir d'elle est une libération. C'est un texte de combat, féministe, universel, qui donne des armes, aux femmes et aux hommes, pour se protéger mais aussi pour comprendre. Elle veut expliquer *« ce que ça fait quand on a porté atteinte à notre intimité »*, *« ce que ça fait d'être violée »* et comment *« la violence creuse le lit d'autres violences à venir »*. *« On ne m'avait pas appris à dire non »*, écrit-elle de son enfance. Et son récit, précis, cru, intelligent, permet de saisir l'engrenage, si difficile à arrêter, qui fait d'une victime enfant une victime à vie. Anouk Grinberg est parvenue à gripper l'infernale mécanique – *« Je ne suis plus une victime »*, affirme-t-elle. En cela son livre est une leçon précieuse.

L'ACTRICE ARTISTE PEINTRE brise le silence, elle fracasse l'omerta, démolit le déni. Et dénonce à tout-va. Le viol digital par un père d'adoption – le crime originel –, l'exhibitionnisme d'une sœur, l'inceste de son frère, l'irresponsabilité coupable de ses parents, l'emprise manipulatrice de Bertrand Blier (*« Il a très bien senti mes failles [...]. Il a tout déchiqueté »*), les abus d'un célèbre metteur en scène (sans le nommer, mais qu'elle décrit en *« directeur de théâtre privé, un bourgeois de gauche »*), les agressions sexuelles d'un vendeur de vêtements, d'un producteur de radio, d'un coiffeur de théâtre, de réalisateurs, d'acteurs... La liste est longue, si longue, étouffante. On ne veut pas y croire. *« L'inceste et le viol avaient abîmé à jamais mon identité profonde, tordant la fille, la bâillonnant, l'imprégnant de honte et de culpabilité, coupant le lien entre l'amour et la sexualité. »* *« Derrière l'histoire d'une femme qui consent à sa propre destruction, il y a souvent l'histoire d'une enfant agressée et réduite au silence. »* *« Le besoin d'amour fertilise la violence. »* Ses mots sont ceux d'une femme qui semble avoir traversé l'existence avec une cible dans le dos.

AU SUJET DE BERTRAND BLIER, père de son fils, auteur-réalisateur acclamé du misogyne *Les Valseuses*, elle décrit neuf années en clair obscur : *« On se marrait beaucoup »*, *« il me disait que toutes les femmes étaient des putes »*, *« il avait du talent »*, *« il m'a assez vite isolée »*, *« il me rendait vivante »*, *« le sexe était son obsession »*, *« j'étais subjuguée »*, *« il pouvait me demander toujours plus »*. Le plus grave est l'entreprise de soumission chimique dont elle l'accuse. Alors qu'elle essaie de lui résister en refusant de tourner *Mon homme* (*« Je voulais élever mon enfant loin des histoires de cul tordues, je voulais la paix »*), le cinéaste aurait persuadé un psychiatre de lui prescrire un traitement. Sous neuroleptiques, la comédienne ne s'oppose plus et accepte d'incarner l'héroïne prostituée imaginée par son compagnon. Elle le quitte deux ans plus tard. Et tient à se justifier : *« La question n'est pas de dézinguer un artiste tordu, mais de comprendre pourquoi j'ai participé à ma propre démolition. »* C'est par cette analyse d'elle-même que l'autrice donne des clés. *Respect* est un cri d'alerte, une démonstration magistrale des ravages provoqués par ceux qui abusent de leur pouvoir – les hommes avant tout – pour dominer les plus vulnérables – les enfants et les femmes surtout. ■

Respect, par Anouk Grinberg, Julliard, 136 pages.



NICOLAS TUCAT / AFP

Emiliano Martínez en Ligue des champions avec Aston Villa à Bruges, le 6 novembre dernier.

Le meilleur gardien du monde, vraiment ?

Emiliano Martínez s'attend à être sifflé avec Aston Villa, mercredi au Parc, en quart de finale aller de la Ligue des champions contre le PSG. Parce qu'il est argentin et provocateur, mais pas seulement.

FOOTBALL

MICKAËL CARON

L'ENNEMI PUBLIC NUMÉRO 1 revient. À chaque visite récente en France, Emiliano Martínez a été conspué : il y a un an à Lille, où Aston Villa avait remporté un quart de finale de Ligue Conférence et courroucé le président Olivier Létang ; en octobre à Paris, à l'entrée du Théâtre du Châtelet où était organisée la cérémonie de remise du Ballon d'or. Il s'attend à l'être de nouveau mercredi au Parc des Princes, où l'équipe anglaise défie le PSG en quart de finale aller de la Ligue des champions.

Le gardien argentin de 32 ans n'en doute pas : plus il brille, plus il agace. Or, la liste de ses récompenses individuelles ne cesse de s'allonger depuis le sacre mondial au Qatar fin 2022 : doublés au trophée The Best de la Fifa (2022 et 2024) et au trophée Yachine décerné par France Football (2023, 2024). Fin mars, 43 % des 200 000 internautes sondés par le journaliste italien Fabrizio Romano l'ont encore désigné comme le meilleur du monde. Un plébiscite ? Pas tout à fait, puisque 37 % ne le citent pas dans leur top 3. Le Néerlandais Edwin Van der Sar, passé par la Juve et Manchester United, va plus loin et ne l'inclut pas dans son top 10 du moment.

Dingue de stats

Hugo Lloris, ancien capitaine de l'équipe de France et de Tottenham, a jugé dans un entretien au quotidien argentin *La Nación* qu'il était « *fantastique* » en Premier League. Cette saison, le dernier rempart des Villans domine en effet le classement des sorties aériennes réussies (41). En revanche, il ne présente que le 11e total d'arrêts réalisés (77), pour quatre clean sheets en championnat (avant le match contre Nottingham Forest, hier soir). Ces données relativisent son influence, mais aussi celle de l'organisation défensive d'Unai Emery dans son ensemble, au sein de laquelle le vice-champion du monde Axel Disasi a rejoint Lucas Digne cet hiver.

Il n'a ni le palmarès en club de Courtois ou d'Alisson, ni leur constance au plus haut niveau

Alors ? Ses meilleurs défenseurs se trouvent évidemment en Argentine. « *Travailler avec Emi est facile* », affirme Hugo Tocalli, entraîneur de générations de jeunes gardiens et père de l'actuel préparateur de l'Albiceleste. Depuis sa première sélection en 2021, le joueur formé au Club Atlético Independiente a participé à 51 matchs et préservé sa cage à 36 reprises. Le ratio est énorme, et le record détenu par Sergio Romero (47) se rapproche. C'est pourquoi ce « *dingue de statistiques* » était un peu moins heureux que ses partenaires malgré la déculottée infligée au Brésil (4-1), le 26 mars, en éliminatoires de la Coupe du monde 2026.

L'Argentine a des tas de raisons de l'aimer. Pour ses trophées continentaux (Copa América 2021 et 2024) et pour avoir participé à l'apothéose tant attendue par l'idole Lionel Messi et ses disciples à la Coupe du monde 2022. Pour la régularité de la « Scaloneta » (4 défaites en quatre ans pour l'équipe de Lionel Scaloni). Pour son tempérament bouillant, prisé au pays de Diego Maradona. Au Qatar, le reste du monde s'était indigné de ses provocations, de son geste obscène devant l'émir avec le trophée du meilleur gardien, de son chant visant Kylian Mbappé. La Fifa l'a épinglé, surtout pour la forme. Son coéquipier à Birmingham Lucas Digne assure qu'Emiliano Martínez est « *vraiment un bon gars* »… pour peu que l'on porte le même maillot que lui.

Le compliment de Lloris

Sa cote d'amour au pays doit peut-être au passé de la sélection, qui n'avait pas eu un gardien aussi marquant depuis plus de trente ans et le Mondial italien dément de Sergio Goycochea, un mur lors des séances de tirs au but. Deux finales, mais un seul sacre, en 2022. « *Son comportement dans cet exercice a été critiqué, mais il est parmi les plus forts, sinon le plus fort* », reprend Hugo Lloris, converti au football argentin par Lisandro López à l'Olympique lyonnais et pour qui Emiliano Martínez a « *toutes les qualités pour être le meilleur gardien de l'histoire de l'Argentine* ». Beau compliment d'un champion du monde à un autre.

Il faut toutefois considérer que « Dibu » atteint le sommet à une époque où les meilleurs spécialistes des vingt dernières années ont rangé les gants (Gianluigi Buffon, Iker Casillas) ou ne sont plus tout à fait ce qu'ils ont été, tel Manuel Neuer. Difficile, pour autant, de le comparer à Thibaut Courtois (Real Madrid) ou même à Alisson (Liverpool). Il n'a ni leur palmarès en club ni leur constance au plus haut niveau ; jusqu'à cette saison, il n'avait que deux apparitions en Ligue des champions, avec les Gunners d'Arsène Wenger. Son CV le rapproche plutôt de l'Espagnol Unai Simón, vainqueur de la Ligue des nations 2023 puis de l'Euro 2024 avec la Roja et titulaire dans un club en retrait des meilleures équipes de son championnat (Athletic Bilbao).

Une anomalie que le prochain mercato pourrait effacer. D'après l'ancien gardien international anglais Ben Foster, qui l'a rencontré pour le podcast qu'il anime, Emiliano Martínez pourrait être choisi par « *l'une des deux ou trois meilleures équipes du monde* ». À voir s'il passerait enfin le cap qu'il n'a jamais franchi en huit années passées à Arsenal (2012-2020), émaillées de prêts. Entraver la route de Luis Enrique et de son escouade offensive bien huilée serait évidemment un bon marchepied. ■

Les deux milliardaires derrière la résurrection d'Aston Villa

L'Égyptien Nassef Sawiris et l'Américain Wes Edens se sont alliés pour faire passer le club de Birmingham de la D2 à la Ligue des champions en six ans.

SOLEN CHERRIER

QUAND NASSEF SAWIRIS et Wes Edens ont repris Aston Villa en 2018 avec l'ambition de « *ramener le club à sa gloire originelle* », ils pensaient sans doute davantage aux six titres de champions d'Angleterre conquis avant la Première Guerre mondiale qu'à la Coupe des champions remportée en 1982. Le club de la deuxième plus grande ville du pays, membre fondateur de la League, végétait en deuxième division, en proie à des difficultés financières. Un peu moins de sept ans plus tard, le duo de milliardaires est pourtant plus proche du sommet européen que du sacre national. « *Passer de la Championship à la Ligue des champions en six ans, ça doit relever de l'inédit* », appréciait l'an passé le copropriétaire américain sur CNBC.

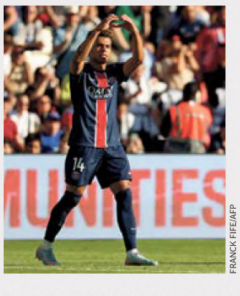
Pour y parvenir, Sawiris et Edens ont logiquement beaucoup dépensé – 840 millions d'euros en transferts – et tâtonné, avant de finir par donner les clés au tandem Unai Emery - Monchi (respectivement manager et directeur sportif). « *Celui qui dit que le foot est purement un investissement, dans 95 % des cas, c'est un menteur* », a confié l'Égyptien au *Financial Times*. *C'est une passion. C'est addictif. Et ça peut ruiner votre week-end comme la semaine qui suit.* » Reste qu'ils avaient acheté 55 % d'Aston Villa pour 34 millions d'euros et qu'aujourd'hui leur holding V Sports est valorisée plus de 600 millions. Au sein de cette structure, ils ont intégré le club portugais Vitória SC (29 %) et l'espagnol Real Unión (25 %), qui appartient à Unai Emery. Une sorte de multipropriété consanguine qui s'étend à des partenariats avec un club égyptien (Zed FC) et un autre japonais (Vissel Kobe).

> *C'est addictif. Et ça peut ruiner votre week-end*
>
> Nassef Sawiris

Pour Wes Edens, 63 ans, l'incursion à succès dans le monde du sport n'est pas une première. En 2014, le cofondateur de Fortress Investment Group, désormais impliqué dans le gaz liquéfié et la construction d'un train à grande vitesse sur la côte Ouest, avait racheté le club de basket des Milwaukee Bucks en compagnie du milliardaire marocо-américain Marc Lasry. Sept ans plus tard, la franchise décrochait le titre NBA. Là encore la culbute financière paraît vertigineuse : les Bucks valent désormais plus de six fois la mise initiale (3,6 milliards d'euros contre 550 millions). Mais, avec le football, l'homme d'affaires du Montana a découvert l'universalité : « *Partout où je vais dans le monde, la première demi-heure de conversation tourne autour d'Aston Villa.* »

Pour Nassef Sawiris, 64 ans, c'est à l'inverse une première, même s'il date sa relation au sport de sa prise de participation dans Adidas en 2015 (6,5 %). Il est le fils du milliardaire Onsi Sawiris, issu de la minorité copte, qui avait transformé son entreprise de BTP en multinationale ; en Égypte, Orascom Construction est impliquée dans presque tous les gros projets, tel celui du Grand Musée égyptien qui doit être inauguré en juillet prochain. Avec ses deux frères, ils ont diversifié les activités du groupe, lui s'orientant vers le ciment (revendu à Lafarge pour 8,8 milliards en 2007) puis les engrais, les énergies renouvelables et les transports. Selon Forbes, sa fortune s'élève à 8,7 milliards d'euros, la quatrième d'Afrique. ■

PSG : ça, c'est fait !



FRANCK FIFE/AFP

Sans surprise, le PSG a conquis son 13e titre de champion de France, le 11e de l'ère qatarienne, en remportant sa 23e victoire en 28 journées, contre Angers (1-0). Il lui reste un challenge prestigieux en Ligue 1 : demeurer invaincu. Parmi les grands championnats européens, seuls Arsenal (2003-2004), la Juve (2011-2012) et le Bayer Leverkusen (2023-2024) l'ont fait avant. En France, Nantes n'avait perdu qu'une fois au cours de l'exercice 1994-1995, au soir de la 33e journée. Hier, les Parisiens avaient surtout la tête à Aston Villa. Ils ont longtemps ronronné, avant que Désiré Doué débloque l'affaire au retour des vestiaires. S.C.

Les pirates du marathon de Paris

Comme chaque année, des coureurs sans dossard se mêleront dimanche prochain à la foule des participants inscrits. Par jeu, mais aussi par frustration ou esprit rebelle.



FRANCK FIFE/AFP

Le 7 avril 2024 au passage de la place de la Concorde.

RUNNING

STÉPHANE COLINEAU

ROMAIN* SE FAIT UNE JOIE de goûter à l'ambiance et au décor du marathon de Paris. Aguerri, il est prêt à avaler 42,195 kilomètres. Ou presque. Dimanche prochain, il ne franchira pas la ligne d'arrivée avenue Foch, comme les 55 000 inscrits. Romain n'a pas de dossard. Comme l'an dernier, il s'incrustera. « *La foule est si dense qu'il est facile de se glisser sur le parcours une petite centaine de mètres après le départ, puis de le quitter avant la dernière ligne droite.* » Il ne sera pas le seul passager clandestin. « *Ce n'est pas un phénomène massif, mais on est de plus en plus* », constate cet habitué de l'appli communautaire Strava. Après l'édition 2024, des vidéos de ces intrusions ont fleuri sur Instagram. « *Un jour, les organisateurs devront sévir* », prédit-il.

Ces « bandits de course », appellation officieuse née aux États-Unis, ont d'abord sévi par jeu et par défi. « La route est à tout le monde » est un de leurs leitmotivs. Ils sont désormais rejoints par des passionnés frustrés de ne pas avoir pu dégoter de dossards. Les grands marathons ne peuvent en fournir qu'un nombre limité pour des raisons de sécurité, alors que les rangs des candidats ne cessent de grossir. Comme les tarifs, autre argument soulevé. Cette année, il fallait compter entre 140 et 170 euros pour l'épreuve parisienne, selon la période d'achat. C'est 20 de plus que l'an passé, 51 de plus qu'en 2018. « *Je veux bien qu'on fasse du business, mais à cette hauteur, c'est quasi prédatoire* », s'agace Raphaël.

« Faux » en guise de nom

Ce Français expatrié a couru l'édition 2023 sans dossard et sans scrupule. « *Sur d'autres événements, moins chers ou très pros, comme le marathon de Francfort, je trouve le prix logique et je paie*, assure-t-il. *Mais pas quand il est flagrant que les organisations veulent juste récolter le maximum d'argent possible, en utilisant plein de bénévoles qui plus est. La course à pied doit rester accessible.* » Ces débats moraux agitent des groupes Facebook: « *Je m'autorise à courir sans dossard seulement s'ils ont été tous vendus et je ne touche pas aux ravitos [ravitaillements]* », proclame un « gratteur ». « *C'est de la fraude*, lui rétorque un participant. *Pourquoi je paierais les frais d'organisation et pas toi ?* »

Sollicités, les organisateurs du marathon parisien (ASO) refusent de communiquer sur le sujet. Sans préciser s'ils le jugent trop marginal pour s'y intéresser ou trop embarrassant.

> **Sur d'autres événements, je trouve le prix logique et je paie**
>
> *Raphaël, qui a couru l'édition 2023 sans dossard*

Car, comme le souligne Valentin Simonnet, avocat au barreau de Paris, ils sont démunis juridiquement: « *Il n'y a pas de privatisation du domaine public pour ce type d'événement, contrairement à un concert en plein air, par exemple. Il y a seulement des interdictions pour les véhicules. Mais si un coureur se borne à jouir de la fermeture des routes et du balisage sans démarrer depuis un sas à accès réglementé et sans passer la ligne d'arrivée, il ne commet aucune infraction pénale.* »

L'avocat fait même remarquer qu'un staff de sécurité « *ne dispose pas du pouvoir légal* » de sortir un coureur sans dossard. Se servir au ravitaillement ou récupérer la médaille sont en revanche répréhensibles pénalement. Comme l'utilisation de faux dossard. Cette pratique relève de l'escroquerie, ce qui ne l'empêche pas de prospérer. Une simple photocopie ou une impression à l'aide d'un logiciel idoine font l'affaire. Débordés et pas formés, les bénévoles chargés des vérifications lors des accès aux sas de départ n'y voient que du feu. Même quand de petits malins affichent un large « Faux » en guise de nom.

53 femmes étaient des hommes

Une provocation qu'a constatée Yves Seigneuric. Cet ancien expert statistique de la Fédération française d'athlétisme a longtemps étudié les résultats des rendez-vous parisiens. Surpris par des performances d'engagées féminines, il s'est mis à recouper les résultats et les photos des arrivants mises en ligne. « *Sur le semi-marathon de Paris 2016, j'ai découvert que, sur les 128 premières femmes, 53 étaient des hommes* », se souvient-il. Sans y voir de malice, mais en supposant un rachat de dossard à des participantes qui avaient déclaré forfait.

Triche ou pas, il n'existe à ce jour en France aucune décision pénale. « *Sans doute parce que les autorités ont mieux à faire que de poursuivre ce qu'elles estiment négligeable* », éclaire Valentin Simonnet. Les organisateurs pourraient lancer des actions civiles. Mais les sommes récoltées vaudraient-elles les efforts consentis ? Ne serait-ce que pour prendre sur le fait les contrevenants en les distinguant des négligents qui ont perdu leur dossard mal épinglé, l'ont mis à l'envers ou glissé sous une veste plus chaude... De quoi expliquer la politique d'ASO, qui mise peut-être sur le meilleur des dispositifs antipirates: l'immense majorité des marathoniens veulent simplement jouir de leur expérience en toute sérénité, se mêler au sas, aux ravitaillements, recevoir une médaille. Et conserver le dossard officiel à leur nom. ■

* Le prénom a été modifié.



THIERRY THOREL/VOIX DU NORD/MAXPPP

Le golf, ce n'est plus ce que vous croyez

La fédération française doit encore convaincre que sa discipline n'est pas qu'une affaire de privilégiés. De nouveaux aficionados témoignent.

IMAGE

DAMIEN BURNIER

DANS LA BOÎTE À CLICHÉS, difficile de trouver sport mieux achalandé que le golf. L'écho dit même parfois que ce n'en est pas vraiment un, plutôt une promenade dans l'herbe, au besoin aidée d'une voiturette pour parer au coup de chaud. Les pros à la petite bedaine avaient accentué l'idée avant que Tiger Woods, en remettant les abdos d'équerre et la préparation physique en avant, ne la malmène.

Quoi d'autre ? Le golf est un sport de « vieux ». Là encore, l'élite a pu soutenir la thèse. Il y a vingt ans, côté masculin, la moyenne d'âge du top 20 mondial s'élevait à 37 ans, tableau anachronique à l'échelle des sports professionnels. La voilà désormais abaissée à 32, alors qu'un pic de jeunisme avait été atteint en 2021 (27 ans). Reste la pratique populaire. En France, alors que le nombre de licenciés a progressé de 8,4 % sur la dernière décennie (442 500 en 2024), l'afflux n'a pas vraiment été le fait de jouvenceaux. L'âge moyen des golfeurs foulant les 611 parcours traditionnels de France se maintient à 54 ans (53 chez les hommes, 57 chez les femmes).

Le besoin de renouvellement se fait sentir et l'opération Tous au golf, conduite par la fédération et à laquelle participent 350 clubs jusqu'à dimanche prochain, dernier jour du Masters à Augusta (États-Unis), en est le corollaire. Une séquence portes ouvertes pour que les curieux qui hésitent encore à pousser celles du clubhouse voisin « *se fassent leur propre opinion de [ce] sport et qu'ils dépassent les idées reçues* », appuie le président de la ffgolf, Pascal Grizot.

« Dacia et Lamborghini »

La plus prégnante, ici plus encore qu'ailleurs, tient à une forme d'élitisme. Le golf serait loin d'être à la portée de tous les portefeuilles, mais tacitement l'panage de cols blancs et d'une certaine bourgeoisie. Autrement dit un écosystème bien plus guindé que le tennis, qui a fait du chemin sur les aspects diversité et démocratisation de la pratique. La fédération oppose volontiers l'exemple de Céline Boutier, 13e mondiale et proche d'être numéro un l'an passé, fille d'un garagiste thaïlandais venu au golf à 45 ans. Nicolas Dassay, lui, est un carrossier-peintre de 26 ans. Sur les parcours du Coudray-Montceaux ou de Forges-les-Bains (Essonne), il promène un index officiel de 54, soit celui d'un débutant, même si son profil se situe plutôt à « *18-20* » et que l'idée de se lancer dans une « *petite carrière amateur* » est un horizon. Venu jeune à la discipline, découverte sur un jeu vidéo, il ne compte plus les fois où, à l'école ou au travail, il a eu droit au fameux: « *Ah, tu joues au golf ? Ça va, t'as de l'argent, toi !* » « *Même quand j'étais au smic, j'arrivais à m'en sortir pour jouer* », assure pourtant l'expert automobile, qui ne salive pas sur le parking à l'heure du tee: « *Dans les clubs aussi, on voit parfois des voitures pourries. En fait, ça va de la Dacia à la Lamborghini.* »

« Pourcentage de cons »

Variété des signes extérieurs, donc variété des profils ? « *Je ne m'attendais pas à ce que ce soit à ce point*, répond Franck Bréchard, pêcheur à Erquy (Côtes-d'Armor), spécialité coquilles Saint-Jacques, et golfeur à Pléneuf-Val-André, index 7,1. *Tu te retrouves à jouer avec des avocats comme des menuisiers. Sauf que pendant les quatre heures du parcours, tu t'en fous complètement.* » Il évoque ainsi des « *super rencontres avec des gens d'univers très différents* ». Et, à la sortie du trou 18, « *un pourcentage de cons pas plus élevé qu'ailleurs* ». Bien sûr, les différences de standing entre les clubs, et donc d'accessibilité, ne lui ont pas échappé: « *Certains, je ne pourrai jamais m'y aventurer, même avec du pognon.* »

Du côté de Toulouse, Paul Viste, boucher-charcutier-traiteur, a même tendance à dire que « *le golf reste un sport élitiste* ». En évoquant des sponsors connotés, tel Rolex, ou encore « *des parcours peu entretenus* » dès lors que le droit d'entrée se fait modeste. Lui joue à Palmola, un club tacitement « *réservé aux CSP+* ». Le *green fee*, soit le droit d'accès au parcours, est de 80 euros quand la moyenne nationale se situe à 40. En Bretagne, hors matériel, Franck Bréchard dépense 1250 euros à l'année pour être abonné à sa passion, un chiffre assez standard. Il se dit que c'est à peine plus élevé que le contrat souscrit par sa compagne dans un club de fitness. Mais aussi que cette affaire commence à lui coûter cher en bolées de cidre, l'enjeu des parties avec ses potes, comme lui « *d'anciens footeux devenus "addicts"* ». ■

Pogacar-Van der Poel, épisode 2

CYCLISME Plus de 1 million de spectateurs sont attendus aujourd'hui sur le parcours de la 109e édition du Tour des Flandres, théâtre d'un nouveau duel entre les ogres Tadej Pogacar et Mathieu Van der Poel. Le Slovène y a été sacré en 2023. Le Néerlandais est le vainqueur sortant et peut devenir le premier coureur à remporter quatre fois le « Ronde ». À eux deux, ils pèsent dix des douze derniers Monuments ! Il y a quinze jours sur Milan-Sanremo, leur premier affrontement de la saison a été fou, Van der Poel résistant aux attaques de Pogacar avant de le crucifier sur la ligne. Le triple vainqueur du Tour de France voudra éviter une nouvelle arrivée au sprint. Or, le terrain se prête mieux à ses attaques avec seize ascensions, courtes mais raides. Mads Pedersen et Wout Van Aert pourraient toutefois jouer les trouble-fête. Dans une semaine, tout le monde se retrouvera à Paris-Roubaix. S.C.

NICOLAS DE TAVERNOST ET **RÉGIS RAVANAS**
ANCIEN ET NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE

Passation de pouvoir à RMC BFM

Le premier cédera cette semaine sa place au second. Les deux dirigeants se confient sur les nombreux chantiers et défis du groupe. Sans éluder les sujets qui fâchent.

AUDIOVISUEL

PROPOS RECUEILLIS PAR **RÉMI JACOB**

« **PROFITE BIEN DE** *ton dernier week-end* », lance en plaisantant Nicolas de Tavernost à Régis Ravanas à la fin de l'interview. Mardi, ce dernier prendra ses fonctions de directeur général à la tête du groupe RMC BFM (propriété, comme *La Tribune Dimanche*, de CMA CGM), quittant son poste de directeur général des activités audio du groupe M6, où il chapeautait RTL, RTL2 et Fun Radio. Il succédera à celui qui fut son patron pendant des années dans son ancienne maison. Entretien croisé.

Nicolas de Tavernost, pourquoi passez-vous le flambeau ?
NICOLAS DE TAVERNOST Cela a toujours été prévu. Il s'agissait d'une mission temporaire qui a débuté lorsque CMA CGM a pris le contrôle de RMC BFM le 2 juillet dernier. Cet intérim a tout de même duré neuf mois. Il y avait un certain nombre de chantiers à mener et il fallait un peu de temps pour trouver le bon successeur. Quelqu'un, comme Régis, qui soit polyvalent et très compétent dans le domaine de la télévision, de la radio et du digital. Mais je reste chez CMA Media et donc dans le groupe, que je continuerai d'accompagner et de conseiller dans ses développements en matière de médias.

***Le Parisien* vous annonce en pole position pour diriger LFP Media, la filiale commerciale de la Ligue de football professionnel. Le confirmez-vous ?**
N.D.T. J'aurai plus de temps disponible pour me consacrer à d'autres fonctions. J'ai bien été approché par LFP Media, mais je n'ai à ce jour pas donné ma réponse.

> ***N'oublions pas que BFMTV est la première chaîne info en nombre de téléspectateurs quotidiens***
> *Nicolas de Tavernost*

Régis Ravanas, avez-vous hésité avant d'accepter cette fonction ?
RÉGIS RAVANAS Évidemment que j'ai un pincement au cœur au moment de quitter le pôle radio du groupe M6, où j'ai passé des années fantastiques. Mais quand Nicolas m'a appelé, j'étais en confiance car j'ai travaillé des années avec lui. Le défi que m'ont confié Rodolphe et Véronique Saadé est extrêmement enthousiasmant. RMC et BFM sont des marques très fortes et solidement ancrées dans le quotidien des Français. C'est un groupe très ambitieux qui a énormément d'atouts et un socle idéal pour continuer à développer des activités audiovisuelles et digitales. Son actionnaire a une démarche très entrepreneuriale avec des décisions rapides et efficaces.

Son navire amiral, BFMTV, est tout de même chahuté ces derniers temps, avec CNews qui lui est passée devant. L'objectif est-il de redevenir la première chaîne info de France ?
N.D.T. Le 2 juillet, lorsque nous sommes arrivés, la chaîne était déjà deuxième en part de marché. En mai et juin 2024, CNews l'avait devancée. Mais n'oublions pas que BFMTV est la première chaîne en nombre de téléspectateurs quotidiens, 12 millions, et celle qui rassemble le plus d'actifs en part de marché. Le groupe dans son ensemble est en croissance. Un succès que l'on doit notamment aux excellentes audiences de nos deux « mini-généralistes » RMC Story et RMC Découverte, qui sont le résultat d'investissements très importants.



VINCENT BOISOT/RIVA PRESS POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

Régis Ravanas (directeur général de RMC BFM) et Nicolas de Tavernost, jeudi sur un plateau de BFMTV à Paris.

En matière de ligne éditoriale, celle de BFMTV peut paraître moins lisible que celle de CNews, très identifiée…
N.D.T. CNews a adopté une ligne éditoriale qui lui a permis d'allonger sa durée d'écoute et donc sa part d'audience. On observe ce même phénomène dans tous les pays occidentaux. Les chaînes de télévision conservatrices ont toutes progressé : aux États-Unis avec Fox News, en Pologne, en Angleterre, etc. BFMTV a choisi une ligne pluraliste et objective dans le traitement des sujets, avec une information de qualité. Elle reste une chaîne d'actualité. D'ailleurs, on voit bien que lorsqu'il y a des événements importants BFMTV renforce son leadership.
R.R. Le principal atout de BFMTV, c'est sa force de frappe exceptionnelle, avec ses 270 journalistes, présents partout en France et dans le monde. Si on ajoute les neuf chaînes locales et le digital, aucun autre média privé en France n'a un tel dispositif. Cela permet d'installer une véritable proximité avec les téléspectateurs et d'atteindre une qualité d'information unique. Cette puissance de feu permet d'être les plus réactifs sur les événements français mais également internationaux. À l'avenir, nous allons continuer de creuser ce sillon, et le projet porté par Arnaud de Courcelles renforcera notre présence en régions.

La part d'audience de BFMTV était de 2,7 % en mars et celle de LCI de 1,8 %. À partir du 6 juin, la nouvelle numérotation de la TNT placera les deux chaînes à proximité sur les canaux 13 et 15. Craignez-vous d'être rattrapés par LCI ?
N.D.T. Cette modification de la numérotation n'est pas satisfaisante. Selon nous, elle était inutile et technocratique. Les téléspectateurs n'aiment pas les changements. Mais c'est un fait, on va s'adapter. Faisons en sorte que le numéro 13 – futur numéro de BFMTV – soit un porte-bonheur.

En matière de mercato, des noms de « stars » comme Léa Salamé ont circulé. Allez-vous recruter des têtes d'affiche ?
R.R. La priorité est d'abord de s'appuyer sur nos grands talents. D'autres viendront sans doute nous renforcer, à l'instar de Marc Fauvelle, qui vient d'être recruté [jusqu'alors directeur de l'information de France Inter, et présentateur de la matinale de Franceinfo de 2018 à 2023].

Justement, Marc Fauvelle vient-il pour s'occuper de la matinale ?
N.D.T. Je ne peux pas encore vous dire la tranche qu'il animera, mais il ne s'agira pas de la matinale. En tout cas, nous sommes très heureux de pouvoir compter sur lui.

Pour l'instant, 80 journalistes du groupe ont pris leur clause de cession, un mécanisme qui leur permet de partir avec une somme d'argent à la suite du rachat de l'entreprise…
N.D.T. Cette clause de cession [encore valable jusqu'au 31 mai] est une véritable contrainte dans notre feuille de route. Mais c'est la loi et, bien entendu, nous nous y conformons. Par exemple, dès notre arrivée, il a fallu recruter rapidement notre directeur général de l'information, Jean-Philippe Baille, et notre directeur général de BFMTV, Fabien Namias, dont nous sommes très satisfaits.

> ***Le principal atout de BFMTV, c'est sa force de frappe exceptionnelle, avec ses 270 journalistes, présents partout en France et dans le monde***
> *Régis Ravanas*

Quels sont les défis concernant la radio RMC ?
N.D.T. Dans le classement des stations, nous sommes la 3e radio privée de France. Sur l'audio digital, nos performances sont excellentes, nous avons maintenu notre leadership grâce notamment aux podcasts. Ces dernières semaines, nous avons également porté plusieurs projets innovants comme la radio digitale RMC Gold ou l'After Foot TV, que nous lançons demain.
R.R. Le positionnement de RMC est extrêmement clair : de l'info, du talk et du sport. C'est la seule station généraliste dont le public a une moyenne d'âge inférieure à 50 ans. Je suis très impressionné par la façon dont cette station, pilotée par Karim Nedjari et son équipe, a la capacité à faire « voyager » ses incarnants d'une antenne à l'autre. Tels Apolline de Malherbe, Alain Marschall, Olivier Truchot [sur RMC et BFMTV] ou Estelle Denis, qui anime la tranche du midi sur RMC et présentera prochainement sur RMC Story la nouvelle version de *Ça se discute*.

La chaîne RMC Story a d'ailleurs déjà relancé *Le Bigdil*. La « nostalgie » a-t-elle vocation à devenir sa marque de fabrique ?
N.D.T. *Le Bigdil*, c'est un coup magnifique de Stéphane Sallé de Chou et ses équipes. Ce n'est pas simplement de la nostalgie, c'est surtout la puissance des formats et de ceux qui les animent. Pour prendre cet exemple, on a constaté que le programme était plébiscité par les enfants, avec plus de 27 % en moyenne de part d'audience sur cette cible alors qu'ils n'ont évidemment pas connu l'émission il y a vingt-cinq ans. Le succès du *Bigdil*, c'est celui de Vincent Lagaf'. Le talent n'a pas d'âge. Avec les audiences qu'il fait, beaucoup ont alors voulu le récupérer, lui et son concept. Mais c'est un homme fidèle qui a des valeurs. Nous sommes heureux de poursuivre notre collaboration avec lui.

Les salariés des rédactions numériques déplorent les départs non remplacés et l'absence d'un « *projet éditorial clair* ». Que répondez-vous ?
N.D.T. Le projet est clair : rapprocher les rédactions numériques de chacune des chaînes. Nous avons recruté François Aubel [qui était rédacteur en chef culture-télé au *Figaro*] au poste de directeur des contenus et de la stratégie éditoriale des rédactions digitales. Par ailleurs, une équipe portée par Julien Smadja est en place, pour la refonte de nos applications et le développement du streaming. Au premier semestre 2026, nous allons lancer RMC+, nom de la nouvelle plateforme du groupe. L'univers concurrentiel est très rude mais nous avons des bases solides et une dynamique de groupe. Nous pouvons notamment compter sur une régie publicitaire extrêmement agile et efficace. Beaucoup d'autres chantiers sont en place, comme le renforcement des liens entre BFM Business et La Tribune afin de créer un pôle leader sur l'économie, ou encore la mise en place d'un nouvel habillage pour nos chaînes. Ces chantiers, je suis convaincu que Régis et l'ensemble des équipes du groupe sauront les mener avec succès.
R.R. Comme dans tous les groupes médias, des challenges difficiles nous attendent. Mais c'est dans le collectif, auquel j'ai toujours cru, que nous pourrons les réussir. ■



CANNES 2025
Qui montera les marches en mai ? À quatre jours de l'annonce de la sélection officielle, voici tout ce que vous devez savoir sur les stars attendues, les films pressentis, les rumeurs qui circulent…
P. 26



EN CAVE
Il n'y a pas que le champagne dans la vie ! Il y a aussi le crémant, la clairette de Die et beaucoup d'autres pétillants alternatifs. Prendrez-vous cette vague en pleine effervescence ?
P. 31



ÇA RESTE ENTRE NOUS
On l'a oublié mais Flavie Flament fut, avant MeToo, l'une des premières à dénoncer publiquement les viols dont elle fut la victime. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? L'animatrice se confie.
P. 35



AURÉLIEN VÉLIA / FDC JALLANCE. CORENTIN FOHLEN POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

LA TRIBUNE DIMANCHE

DOMINIQUE JACOVIDES / BESTIMAGE

MICHEL POLNAREFF

« J'irai au paradis, je suis sous contrat »

MUSIQUE

À 80 ans, le chanteur aux lunettes blanches n'a pas dit son dernier mot. Il revient avec un nouvel album inspiré et plusieurs dates françaises. Entretien barré.

ÉRIC MANDEL

Michel Polnareff est un drôle d'animal. Il a été le roi des fourmis, la mouche, l'oiseau de nuit… On pourrait ajouter le phénix, l'oiseau mythique capable de renaître de ses cendres dans un cycle infini. Le cliché sied bien à l'artiste le plus génial et le plus timbré de sa génération, adepte des disparitions spatio-temporelles et des résurrections aussi inattendues que spectaculaires. Il a survécu à la gloire fulgurante, aux accidents de la vie, aux escroqueries, à l'exil et à son grain de folie dont il a toujours su jouer pour nourrir – et parfois abîmer – sa légende. À bientôt 81 ans (le 3 juillet), Michel Polnareff est toujours là, et c'est peu dire qu'il détonne dans le cadre guindé du Trianon, un palace versaillais à deux pas du château de Louis XIV. Lunettes blanches indéboulonnables, teint hâlé, crinière blonde, chemise hawaïenne grande ouverte sur son torse orné d'un pendentif censé le protéger contre les ondes 5G. Il est 15 heures et Michel Polnareff se montre d'humeur joviale en sirotant une coupe de champagne Veuve Clicquot. « *J'ai réussi à vaincre le décalage horaire, il m'aura fallu six jours, une horreur* », confie le chanteur avant d'interrompre l'interview pour répondre au téléphone à son fils Louka, 14 ans, qu'il appelle « *BB* ». Un papa poule de toute évidence et un artiste toujours inspiré comme le prouve son nouvel album, *Un temps pour elles*, annoncé pour le 25 avril.

Quel est votre état d'esprit à quelques jours de la sortie de votre nouvel album ?
J'en suis très fier ; en fait, je l'adore. Certains me disent que huit chansons, c'est un peu court. J'aurais pu en mettre davantage, mais il se suffit à lui-même. Il y a une unité de voyage, je le trouve bien équilibré entre chansons et instrumentaux. C'est une première dans ma carrière. Jamais je n'avais enregistré autant de plages strictement musicales dans un disque. Je devais

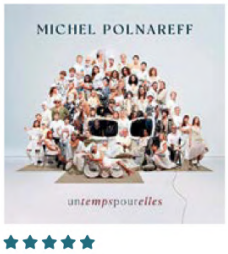
(suite page 24) ▶▶

MUSIQUE



Michel Polnareff en duo avec lui-même lors d'une émission événement diffusée sur France 2 en décembre 2022.

CYRIL MOREAU-TIZIANO DA SILVA / BESTIMAGE



★★★★★

UN TEMPS POUR ELLES
(Warner)

En 2018, Michel Polnareff signait son retour avec *Enfin !* Un album de nouvelles chansons, les premières depuis *Kama-sutra* en… 1990. Trop audacieux et foutraque, l'album avait suscité des critiques plutôt mitigées malgré son ambition et une poignée de belles chansons. À l'exact opposé, *Un temps pour elles* séduit par sa concision pleine de générosité et son épure baignée d'une lumière crue. Huit titres partagés à égalité entre chansons et plages musicales au piano. Avec ce onzième opus, Polnareff revient à l'essentiel : la mélodie, les harmonies ciselées, des orchestrations classieuses et une voix toujours capable de belles envolées pour chanter l'amour avec un A majuscule (*Un temps pour elle*, *Tu n'm'entends pas*…). Le chanteur rappelle également combien il est un pianiste habité (premier prix de solfège au Conservatoire à 12 ans) alliant feeling et virtuosité au fil de ballades instrumentales de toute beauté, oscillant entre classique, jazz et pop baroque. Écoutez donc *Villa Cassiopée*, *Solstice*, *Un moment*… Tout simplement intemporel. E.M.

avoir inconsciemment envie de renouer avec le piano. Là, c'est presque un concerto privé que j'offre à mon public.

En combien de temps vous l'avez enregistré ?
Très vite, en six mois. J'ai conjuré le sort car mon perfectionnisme est une qualité mais aussi un ennemi intime. Pour cet album, je ne voulais pas peaufiner à l'infini mais balancer du vrai, non pas que les autres soient faux, mais j'ai donné beaucoup de moi, beaucoup de mes tripes. J'ai eu du mal à me sortir de là, d'ailleurs. Il a été difficile à faire, émotionnellement…

On le sent dans la chanson *Tu n'm'entends pas*…
Le premier jour, en studio, je n'arrivais tout simplement pas à la chanter. Il a fallu que je me calme et que je revienne pour l'interpréter presque comme un acteur qui joue un rôle, alors qu'en fait c'est moi. Elle parle vraiment d'un épisode de ma vie. Elle raconte la difficulté à communiquer dans un couple.

Vous pensez avoir encore des choses à prouver ?
À moi, oui. Je voulais me prouver que je ne me repose pas sur des lauriers, que j'ai toujours l'envie, que je bande toujours.

Pour vous, la musique est une muse consolatrice ? Une amante exigeante ?
Non, c'est une belle salope. Elle m'empêche de dormir, elle m'oblige à me lever en pleine nuit pour l'honorer. Elle est impitoyable. J'ai bien essayé d'enregistrer des mélodies sur mon smartphone, mais au réveil c'est toujours inaudible. Donc je suis obligé de me lever pour écrire des harmonies, jouer au piano… Je suis un peu esclave de la musique. Pour autant, je ne chante pas et je ne joue pas du piano tous les jours. Dans la légende, oui. Dans la vraie vie, non.

Vous avez toujours été à la pointe de la technologie. Vous avez été l'un des premiers artistes à créer un site Internet. En 1971, vous avez même enregistré une chanson, *Computer's Dream* (« le rêve d'un ordinateur »). Que vous inspire la révolution de l'IA ?
Je suis allé voir, par curiosité. J'ai demandé à une IA de me composer une chanson « à la manière de Polnareff ». Nul. On en est encore aux balbutiements. Par contre, je me suis éclaté à créer mon avatar grâce à une IA pour mon nouveau site Internet, Polnaweb.com. C'est une première mondiale. Tout le monde pourra lui poser des questions, sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, parce que moi, je n'ai pas le temps, je dois vivre, dormir… On a bourré l'IA avec toutes les infos sur ma vie et mon œuvre, elle apprend en permanence. J'ai conversé avec mon avatar, il me dit de laisser Polnareff tranquille, qu'il en a marre de parler… Il continuera à exister quand je ne serai plus là, c'est mon héritier, mais je refuse qu'on l'appelle Zavatar.

Vous avez également utilisé l'IA pour votre clip *Sexcetera*…
Oui… Je suis complètement troublé avec cette histoire d'avatar. C'est bien moi, là, qui vous parle, hein ! Je vous assure que c'est moi. [Rires.]

Dans cette chanson, vous abordez la révolution du genre. Vous dites : *« Elle m'a dit je suis un presqu'il / Et mon copain est un presqu'elle / J'ai répondu ainsi soit-elle / Je vais à confesse chez la curée ».*
Cela vous amuse de jouer au vieux réac ?
C'est un « Polnaroïd » de la société. Je suis un témoin de mon temps. J'ai toujours été pour une sexualité libre, ce n'est pas un scoop… Cette chanson et ce clip, c'est pour faire marrer les gens. Vous savez, quand j'ai montré mon cul sur une affiche, c'était aussi pour faire marrer les gens. Bon, ça s'est mal passé… J'ai fait marrer tout le monde sauf la justice. Je me suis quand même retrouvé en correctionnelle et j'ai été obligé de quitter mon pays…

Et vous ne songez pas à revenir en France après toutes ces années aux États-Unis ?
Je vais réfléchir, je vais réfléchir, oui…

Vous avez dû faire le tour de Palm Springs depuis toutes ces années ?
Vous savez, Palm Springs, on en fait le tour dès qu'on arrive. Mais j'aime le cadre, le calme, le soleil, le désert autour…

À quoi ressemble une journée de Michel Polnareff ?
Cela dépend des jours. Quand je travaille, je suis à plein temps dans mon home studio, dans ma bulle. Sinon, je passe des journées à réfléchir ou à faire rien. Attention, il existe une différence entre « faire rien » et « ne rien faire ». Faire rien, c'est une occupation à plein temps, qui exige rigueur et discipline. Et je suis très professionnel quand il s'agit de faire rien.

En attendant, vous êtes très occupé. Outre votre album, vous lancez votre « Derrière Tournée ». Vous aimez les jeux de mots…
Faute de l'imprimeur. [Rires.]

Vous commencez votre tournée par un concert à Londres. Un fantasme ?
Je n'ai jamais chanté à Londres, que je connais très bien puisque j'ai souvent enregistré dans les studios de cette ville, dès mon premier album en 1966, avec Jimmy Page et John Paul Jones, les futurs Led Zeppelin. C'est un retour aux sources. On boucle une boucle.

Avec Serge Gainsbourg, vous avez été l'un des rares à rivaliser avec les Anglo-Saxons. Jimi Hendrix a même fait une version instrumentale de *La Poupée qui fait non*…
J'étais avec lui à Amsterdam quand il a fait cette reprise, il avait d'ailleurs troqué sa guitare pour une basse. On participait à la même émission télé, chacun jouait ses titres. Il jouait tellement fort que le plancher s'est affaissé. Un mec adorable, on a même passé trois jours ensemble non-stop.

Et vous avez fait quoi pendant ces trois jours ? Il y a prescription, depuis…
Non, non, il n'y a jamais prescription. Il avait son bus avec tout son matériel, ses musiciens et moi. On allait boire des bières hollandaises qui sont excellentes. À l'époque, je ne savais pas que l'on pouvait fumer une bière. [Rires.]

Durant votre carrière, vous n'avez jamais enregistré un seul duo avec un autre artiste. C'est rare…
J'en ai eu, des propositions, mais je n'ai pas ressenti le truc. J'ai l'impression de suffire ou d'être autosuffisant. J'aurais aimé chanter avec Johnny. C'était un ami. C'est trop tard. Sinon, j'aimerais bien faire un duo avec Lady Gaga, que j'adore. Ou partager un piano-voix avec Elton John.

Comment appréhendez-vous votre retour scénique ?
J'ai la trouille, le contraire serait inquiétant. J'ai le trac d'être bon, le trac de tenir le coup, c'est quand même dur physiquement. D'ailleurs, je me suis tellement surentraîné à soulever de la fonte que j'ai dû faire une pause. Quand je suis dans ma loge, avant d'entrer sur scène, j'ai des visions, j'ai envie d'être dans un lit qui sent la lavande, je me pose mille questions… En fait, j'ai envie d'être partout sauf là. Heureusement, le public m'aide. Je me souviens encore de nos retrouvailles en 2007. J'avais le trac, le public aussi, il avait peur pour moi. Quand je suis arrivé sur scène, il était debout, et d'un coup il s'est reculé, comme si j'étais une apparition. Très bizarre et très émouvant.

Dans *Quand y en a pour deux*, vous dites : *« On est des enfants nés depuis longtemps. »* On songe à Jacques Brel qui chantait *« il nous fallut bien du talent pour être vieux sans être adultes »*…
J'adore Jacques Brel, un génie total. Moi, je n'ai jamais voulu devenir adulte. Je suis un homme-enfant. Vous savez, c'est moi qui ai mis au monde mon fils Louka, dans l'une des baignoires de ma résidence à Palm Springs. La gynéco dormait à 30 kilomètres de là… Et c'est une fierté. Ce jour-là, je ne suis pas devenu adulte, je suis devenu responsable.

À quand un biopic sur Polnareff ?
Il existe plusieurs projets, mais ils doivent attendre que je sois mort. [Rires.]

Et vous en avez envie ?
De mourir ? Un biopic me ferait plaisir, oui, je pourrais même jouer un petit rôle, celui du mec « responsable ». En revanche j'ignore qui pourrait incarner le Polnareff jeune, je ne connais pas du tout la nouvelle génération d'acteurs…

Vous avez souvent chanté la mort. Elle vous effraie ?
Je suis né pas mal de fois et je suis mort pas mal de fois. Finalement, je pense être né sous une étoile plutôt sympa. Si j'ai peur de la mort ? J'ai peur de l'inconnu. Et la mort est une inconnue, donc elle doit m'effrayer. Mais j'irai au paradis, je suis sous contrat. [Rires.] Par contre, si je croise le Tout-Puissant, je lui dirai en face qu'il ne montre pas trop sa présence ces temps-ci…

Et quelle épitaphe sur votre pierre tombale ?
Tout ça me laisse de marbre. ■

En tournée dans toute la France dont le 15 avril au Printemps de Bourges, le 14 juin à l'Accor Arena (Paris), le 28 juin à la Decathlon Arena (Lille).

« “Sexcetera” est un “Polnaroïd” de la société. Je suis un témoin de mon temps »

CINÉMA

FESTIVAL DE CANNES

Les bruits de la Croisette



AURELIEN VELIA/FDC

La 78e édition, du 13 au 24 mai, s'annonce plus glamour que jamais. Tour d'horizon des stars et des films les plus attendus.

CHARLOTTE LANGRAND

Les spéculations vont bon train. Qui sera présent sur la Croisette cette année? Quelles stars internationales feront le déplacement? Quels films pourraient être sélectionnés? Avant l'ouverture du 78e Festival de Cannes (du 13 au 24 mai), la pression monte dans le milieu du cinéma. Jury, maître des cérémonies, films attendus... Petit jeu de prédictions avant le verdict jeudi prochain, date de la révélation de la sélection par Thierry Frémaux et Iris Knobloch.



MEHDI TAÏMA/AFP

Juliette Binoche, présidente du jury.

Juliette Binoche présidente

Celle qui a monté les marches pour la première fois il y a quarante ans pour *Rendez vous* d'André Téchiné revient cette fois-ci en tant que présidente du jury. L'actrice multirécompensée (prix d'interprétation à Cannes en 2010, oscar du meilleur second rôle en 1997) succédera à Greta Gerwig. Elle garde encore secrète l'identité de son prestigieux « conclave » chargé de décerner la Palme d'or.

Laurent Lafitte en maître de cérémonie

Aussi à l'aise sur les plateaux de théâtre que sur ceux de cinéma, Laurent Laffite reprend le flambeau de Camille Cottin au poste de maître des cérémonies. Un rôle qu'il connaît bien, puisqu'il l'avait déjà incarné en 2016, osant une blague à Woody Allen sur les accusations de viol le visant. Sera-t-il aussi en verve?

Un Carrosse pour Todd Haynes

Le 14 mai, le réalisateur américain se verra décerner le Carrosse d'or, le prix honorifique de la Quinzaine des cinéastes. À 64 ans, le réalisateur de *Dark Waters*, *Carol* et *May December*, habitué du Festival, est une figure de la contre-culture américaine et du cinéma queer.

Des actrices qui deviennent réalisatrices

Elles vont découvrir le Festival avec leur nouvelle casquette de réalisatrice. Scarlett Johansson, 40 ans, vient d'achever son premier long-métrage, *Eleanor the Great*, l'histoire d'une nonagénaire en deuil de sa meilleure amie. Sa compatriote Kristen Stewart viendra-t-elle présenter *The Chronology of Water*, l'adaptation des Mémoires de Lidia Yuknavitch (*La Mécanique des fluides*)? L'actrice de *Sils Maria* d'Olivier Assayas, qui a déjà signé des clips et un court-métrage, porte ce projet depuis longtemps.

Tom Cruise, Wes Anderson, Charlotte Gainsbourg... en avant-première?

Tom Cruise sera-t-il présent à Cannes? Et si oui, arrivera-t-il par les airs ou par la mer? Après *Furiosa* ou *Horizon – Une saga américaine* de Kevin Costner, présentés hors compétition l'année dernière, est-ce au tour du casting du huitième *Mission: Impossible* de faire frissonner Cannes? *Mission: Impossible – The Final Reckoning* de Christopher McQuarrie est annoncé en salles en plein Festival, le 21 mai, avec l'équipe habituelle du film et son éternel héros, Tom Cruise. Volera-t-il alors la vedette à Brad Pitt, qui présentera peut-être *F1* de Joseph Kosinski (sortie le 25 juin)? Après *Le Comte de Monte-Cristo*, Martin Bourboulon pourrait revenir, seul, avec *13 Jours, 13 nuits*, un thriller avec Roschdy Zem, Lyna Khoudri et Sidse Babett Knudsen, sur la chute de Kaboul. *Moonrise Kingdom*, *The French Dispatch*, *Asteroid City*: Wes Anderson n'en est pas à sa première compétition officielle. Il serait là pour *The Phoenician Scheme* avec Charlotte Gainsbourg (sortie le 28 mai, après la clôture).



HENRY MCGROLLS

L'année des remakes?

Avec *Rosebush Pruning*, le Brésilien Karim Aïnouz (*Le Jeu de la reine*), habitué du Festival, livrerait sa version du film *Les Poings dans les poches* de Marco Bellocchio (1965), avec Callum Turner, Elle Fanning et Pamela Anderson. Le sulfureux Yorgos Lanthimos s'emparerait, lui, du film sud-coréen *Save the Green Planet!* de Jang Joon-hwan (2003) pour *Bugonia*, avec ses acteurs fétiches Emma Stone et Jesse Plemons. Sept ans après son grand prix pour *BlacKKKlansman*, Spike Lee pourrait dévoiler *Highest 2 Lowest*, son remake du thriller policier *Entre le ciel et l'enfer* (1963) du Japonais Akira Kurosawa. Au casting, entre autres: Denzel Washington.

Les films internationaux pressentis

Quatorze ans après sa Palme d'or pour *The Tree of Life*, Terrence Malick, 81 ans, pourrait retrouver la compétition pour *The Way of the Wind*, sur la vie de Jésus, avec Matthias Schoenaerts. Tout comme Jim Jarmusch, 72 ans, et son très attendu *Father, Mother, Sister, Brother* avec Cate Blanchett, Vicky Krieps et Adam Driver. Tourné en français, *Nouvelle Vague* de Richard Linklater se plonge dans la création d'*À bout de souffle* de Jean-Luc Godard. Après le très réussi *Julie (en 12 chapitres)*, Joachim Trier retrouve son actrice Renate Reinsve dans *Sentimental Value*. On murmure aussi que Lynne Ramsay viendrait accompagnée de Jennifer Lawrence et Robert Pattinson pour *Die, My Love*. La curiosité monte autour d'*Eddington*, le western d'épouvante d'Ari Aster avec Joaquin Phoenix et Emma Stone, et d'*I Want Your Sex* de Gregg Araki. Déjà en compétition en 2024 pour *Limonov*, Kirill Serebrennikov reviendrait avec un nouveau biopic, *La Disparition de Josef Mengele*, consacré au médecin nazi. Enfin, on pourrait aussi voir le cinéaste sud-coréen multirécompensé à Cannes Park Chan-wook (*Decision to Leave*) pour *No Other Choice*, son adaptation du *Couperet* de Donald E. Westlake. Enfin, les festivaliers verraient Margot Robbie et Colin Farrell jouer ensemble pour la première fois dans *A Big Bold Beautiful Journey* de l'Américain Kogonada.

Un beau cru francophone

Plusieurs réalisatrices françaises pourraient prétendre à la compétition officielle. Avec *Vie privée*, Rebecca Zlotowski signe le retour de Jodie Foster dans le cinéma français, en psychiatre enquêtant sur la mort d'un patient, aux côtés de Virginie Efira et de Daniel Auteuil. Alice Winocour, elle, a dirigé Angelina Jolie dans *Coutures*, avec Louis Garrel et Ella Rumpf. Enfin, Julia Ducournau (Palme d'or pour *Titane* en 2021) aura-t-elle terminé à temps son nouvel opus, *Alpha*, avec Golshifteh Farahani et Tahar Rahim? Du côté des réalisateurs, on attend aussi du beau monde. Doublement palmés d'or, les frères Dardenne seront-ils présents avec *La Maison maternelle*? On pourrait aussi voir *Une affaire* d'Arnaud Desplechin avec François Civil et Charlotte Rampling; *L'Accident de piano* de Quentin Dupieux avec Adèle Exarchopoulos, Sandrine Kiberlain et Karim Leklou; *Dossier 137* de Dominik Moll; *Enzo*, le dernier projet du regretté Laurent Cantet, repris par son ami Robin Campillo; *L'Inconnu de la grande arche* de Stéphane Demoustier (*Borgo*); Pierre Schoeller pourrait présenter Rembrandt avec Camille Cottin et Romain Duris; Cédric Klapisch, *La Venue de l'avenir*, avec Vincent Macaigne; et Olivier Assayas, son adaptation du roman *Le Mage du Kremlin*, avec Paul Dano, Jude Law et Alicia Vikander. ■



NOS FILMS DE LA SEMAINE

MIKADO

★★★☆☆

Le nouveau film de Baya Kasmi s'ouvre comme un road-movie: Mikado et Laetitia, incarnés par Félix Moati et Vimala Pons, sont en fuite. Ils ont une bonne raison de rester sur les routes dans leur van: ils n'ont jamais déclaré la naissance de leurs enfants, Nuage et Zéphir. Lorsqu'ils s'arrêtent pour aider Vincent (Ramzy Bedia), cette étape va bouleverser leur vie. Un authentique drame social et familial. M-A.G.

BERGERS

★★★☆☆

Mais qu'est-ce que Mathyas vient donc faire à Arles après avoir brusquement quitté son Québec natal et son métier très rémunérateur de créateur de pub? Ainsi commence *Bergers* de la Canadienne Sophie Deraspe, véritable ode aux montagnes de Haute-Provence et à ces bergers qui résistent au loup, aux élevages industriels et à l'air du temps formaté. AU.C.

LE VILLAGE AUX PORTES DU PARADIS

★★★★☆

Un fossoyeur élève seul son espiègle petit garçon au côté de sa sœur qui, sans enfants, est en instance de divorce. Tous trois habitent dans un bourg somalien au bord de l'océan Indien. Le minimalisme semble ainsi être le mot d'ordre du nouveau film du cinéaste somalo-autrichien Mo Harawe, qui se déroule dans son village natal. Et c'est un petit miracle qui s'opère sous nos yeux. AU.C.

VOYAGE AVEC MON PÈRE

★★★☆☆

En racontant l'histoire d'un père rescapé d'Auschwitz qui part en vacances en Pologne avec sa fille journaliste, la cinéaste allemande Julia von Heinz fait le pari risqué de l'humour et de la fable. Mais, grâce à un réjouissant casting mené par Lena Dunham et Stephen Fry, le propos est tenu et l'émotion naît. Le film trouve son équilibre et son harmonie entre intimisme et quête de mémoire. AU.C.

Retrouvez l'intégralité de nos critiques sur Latribune.fr

HISTOIRES D'ART



HAFID LHACHMI/ADAGP PARIS

À gauche, vue de l'exposition « Descendencia » d'Osvaldo González à la galerie Continua. Ci-dessous, Lorenzo Fiaschi, le propriétaire de la galerie.



GALERIE CONTINUA

La folle saga des galeries Continua et RX&SLAG

Histoire de deux galeries légendaires, présentes aux côtés de 170 autres jusqu'à ce dimanche au Grand Palais à l'occasion d'Art Paris.

PAR DANIEL SCHICK

L'irrésistible ascension du Marais. L'un des plus vieux quartiers de Paris regorge de cavernes d'Ali Baba, de musées insensés à la force d'attraction infatigable. Ateliers de confection, entrepôts, magasins en gros sont devenus et deviennent encore des galeries. La tentaculaire galerie Continua s'étire entre boutiques de bijoux de pacotille et innombrables boutiques branchées de fringues en tous genres. Drôle d'endroit pour d'étranges rencontres. Dans la galerie, les tableaux sentent le café, les sculptures sont aussi alléchantes que les *gelati* vendues à côté. Continua, c'est une galerie de tableaux, un café, une librairie, un magasin de produits italiens et le parfum du pays qui flotte un peu partout. Une partie de l'équipe roule beau les *r*. L'ambiance est tellement habilement décontractée qu'elle ferait croire que dépenser quelques milliers, dizaines voire centaines de milliers d'euros est comme acheter un sorbet au citron. Continua est sympa et c'est du sérieux. La maison s'occupe d'artistes légendaires comme Daniel Buren, Pistoletto ou Anish Kapoor, ou en pleine ascension comme le photographe JR, la sculptrice Eva Jospin ou l'iconoclaste bricoleur Pascale Marthine Tayou qui s'interroge sur la colonisation ou la mondialisation.

La galerie est une pieuvre née il y a trente ans, douze espaces dans le monde, en France, en Chine, au Brésil, en Italie ou à Cuba. Incroyable saga que celle de trois mousquetaires, copains d'adolescence qui voulaient que leur ville de Toscane, San Gimignano, fortement magnifique et fortement endormie, se réveille à en faire danser les cyprès. Les trois *ragazzi* ne veulent pas que la vie les sépare et souhaitent être utiles à leur *bellissimo* San Gimignano. Ils ont l'art dans les tripes. Ils envisagent donc de fonder une... crêperie, envisagent seulement. En 1990, dans un triste garage, ils créent leur centre d'art, splendide bazar dont les œuvres exposées ont été « réalisées » par eux et leurs copines. Succès financier ultra-limité. Contrairement aux idées reçues, la plupart des galeristes ne sont pas des fils de. Maurizio est fils de paysan, Mario, de maçon, et Lorenzo, de restaurateur. Ce dernier est le plus culotté des trois, déculotté surtout! Pour vivre pendant que le garage ne rapporte rien, il se déshabille souvent, en tant que modèle. Depuis plus de trente ans, la bande des trois ne s'est jamais brisée, soudée par l'audace, l'absence de complexe et aucune limite. Ils ont ouvert une galerie à Cuba où survivent une quantité d'artistes de qualité, où règne un désir d'ouverture qui finira bien par celle du pays, profitable à tous.

> **« *Ma vie de galeriste, c'est vingt-quatre heures sur vingt-quatre ; pas de vie de famille*
>
> Éric Dereumaux, galeriste cofondateur de RX&SLAG**

Le fondateur-bateleur Lorenzo Fiaschi confirme. « *Bien sûr que nous sommes des commerçants, mais nous sommes aussi des citoyens engagés coresponsables du monde dans lequel nous vivons. Nous sommes impliqués, une galerie avec convictions. Je pense que l'art peut rassembler, sauver le monde tout simplement. [Rires.] Nous sommes investis d'une sorte de mission comme enrichir le savoir, ouvrir les esprits, les frontières, permettre à certains artistes de s'éloigner de la précarité en les faisant connaître. Nous exposons à la galerie et à Art Paris le Cubain Osvaldo González, qui travaille avec du ruban adhésif, ou l'Ukrainienne Zhanna Kadyrova, qui travaille des morceaux de bois comme s'ils étaient des corps humains amputés. Si nous gagnons notre pari, ils vivront mieux de leur art... J'ai besoin d'argent mais pour investir dans des projets avec des artistes, afin de créer des événements, de faire vivre nos galeries. L'argent gagné ne me conduit pas à une vie luxueuse. Bien manger me suffit.* » Lorenzo n'a pas de jet privé comme le galeriste américain Gagosian, qui a installé un immense lieu d'exposition au Bourget, à la sortie de l'aéroport où se pose son avion. Proposition est faite à Lorenzo de parler des œuvres en vente. On descend prendre des glaces d'abord ? Se méfier des *gelati* Continua, surtout des framboise romarin. Danger : œuvres et bons vendeurs à proximité.

À côté se trouve une galerie à tendance transformiste. Une grande partie de RX&SLAG s'est transformée en une serre abritant des êtres jamais vus, des plantes aux attitudes humaines. Un cactus consciencieux fait le ménage. Un élégant anthurium est accroché au combiné d'un téléphone mural. Un agave pousse son enfant agave assis dans une pousette. Ces êtres hybrides ont été imaginés par le Merlin l'enchanteur Jean-François Fourtou. Le plasticien est exposé à la galerie et sur le stand d'Art Paris. Fourtou a décidé de la mise en place de chaque personnage. Ce n'est pas le cas de son collègue exposé à côté, le peintre Vincent Gicquel, qui n'a donné aucune consigne quant à la présentation de ses œuvres.

Si l'écrivain connaît l'angoisse de la page blanche, le galeriste cofondateur de RX&SLAG Éric Dereumaux connaît celle du mur blanc. Bien accrocher, c'est mieux vendre. Il a dû assembler les seize œuvres confiées afin qu'elles s'aiment, se complètent et surtout ne se vampirisent pas. Il a essayé, hésité, déplacé, repositionné. Il a dû inventer une dramaturgie. C'est la partie la moins visible du métier de galeriste.

L'habile galeriste se voulait joueur de tennis. Une leucémie brise son rêve. Il a 14 ans. Que faire de sa vie ? En terminale, un prof de philosophie parle d'art. C'est l'éblouissement. « *À partir de là, je suis allé à toutes les portes ouvertes imaginables, découvrant artistes et galeristes. J'étudie l'histoire de l'art à l'Icart, travaille dans l'édition. Une rencontre avec un ami change tout. Nous ouvrons notre première immense galerie début 2000 dans quelques petits mètres carrés rive droite... Tout de suite j'ai plaisir à partager ma nécessité de vivre avec des œuvres, à faire connaître les artistes que j'aime. Je deviens un séducteur professionnel. [Rires.]* » Un séducteur qui n'a pas le temps de séduire dans sa vie privée. « *Ma vie de galeriste, c'est vingt-quatre heures sur vingt-quatre ; pas de vie de famille, mais je m'occupe tellement des artistes.* » Et le monde, dans tout ça? « *Je sais ce qui se passe dans le monde et aux États-Unis en particulier, ayant une galerie à New York. Le marché de l'art fait partie du monde. Le désordre mondial angoissant conduit ceux qui le peuvent à acheter de l'art. Je crois que, depuis le chaos lié au 11 septembre 2001, l'art est devenu rassurant, une valeur refuge. Avec le Covid, l'enfermement dans lequel chacun s'est trouvé a amplifié le désir d'art chez soi.* » Quelle œuvre aimeriez-vous avoir chez vous? « Les Nymphéas *de Monet. Cette œuvre suspend le temps. Elle calme mes relations avec lui et me conduit à une sorte d'osmose avec moi-même.* » Offrir en urgence *Les Nymphéas* à Dereumaux. Le jeune homme ne cesse de courir après le temps. ■



THÉO PITOUT/COURTESY GALERIE RX&SLAG

Éric Dereumaux devant une œuvre de Vincent Gicquel.



« Les Hybridus, Cacy Tuckeri le Cyca » de Jean-François Fourtou, 2023, Résine, tissu, plante artificielle, métal, plastique.

03—06 Avril 2025
ART·PARIS
Grand Palais

Art Paris
Grand Palais.
Fermeture ce dimanche 6 avril à 19 heures.

Galerie Continua
85, rue du Temple, Paris 3e.

Galerie RX&SLAG
6, rue des Quatre-Fils, Paris 3e.

LIVRES



MADEMOISELLE SPENCER
Christine Orban,
Albin Michel,
256 pages,
19,90 euros.

EXTRAIT

Les mots ne m'ont jamais soignée, même quand ils tombent juste. Après un long silence, le docteur Mitchell me demande si j'ai essayé de me faire du mal d'une autre manière. Les scarifications ne lui suffisent pas ?
– Else a pris du Véronal pour mourir, moi des somnifères.
– Qui est Else ?
– Une héroïne de roman. Ils ont essayé de l'assassiner et ils ont feint de l'ignorer. [...]
– En quoi cette histoire nous intéresse-t-elle ?
– C'est eux tous, eux tous qui l'ont tuée. Elle est étendue au sol, les yeux clos, évanouie. Jamais plus ils ne reverront ses yeux. Elle s'est mise nue pour sauver son père. Elle aurait voulu s'expliquer, mais elle a avalé dix Véronal. Elle ne voulait pas mourir. Elle supplie qu'on la sauve, elle est si jeune, elle a encore envie de voyager, de danser, de se marier un jour... Moi aussi, j'ai avalé des cachets sans vouloir mourir, avec l'envie de me marier à un autre homme ou de recommencer avec Charles un autre mariage, cette fois-ci, ce serait lui qui me choisirait, pas sa mère, pas les grands-mères. Ils ont pris le strip-tease d'Else pour une crise d'hystérie...
– Vous parlez d'Else, pas de vous ?

CHRISTINE ORBAN

« J'ai éprouvé le besoin de rendre justice à Diana »

L'écrivaine se met dans la peau de cette princesse adulée qui a pulvérisé les faux-semblants jusqu'à redevenir « Mademoiselle Spencer ».

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANNA CABANA

L'idée de ce livre où elle fait parler Diana à la première personne du singulier s'est imposée à Christine Orban quand elle a vu, sur scène, l'adaptation[1] de *Mademoiselle Else* d'Arthur Schnitzler, ce soliloque intérieur d'une jolie jeune fille de la bourgeoisie viennoise dont la dolce vita va, d'un coup d'un seul, se transformer en tragédie. Alors qu'elle est en vacances dans un palace italien, elle reçoit une lettre de sa mère lui annonçant que son père, sur le point d'être ruiné, ne pourra échapper au déshonneur et à la prison que si elle séduit un vieil et riche antiquaire. Ce dernier, pour lui donner l'argent qu'elle demande, met une condition : la contempler nue. Un dilemme infernal que Mademoiselle Else résoudra dans une scène grandiose de désespoir où elle consent au strip-tease pour sauver son père avant de se donner la mort.

Il fallait oser faire de Mademoiselle Else la sœur en douleur de Mademoiselle Spencer qui fut connue, et adulée, sous le nom de Lady Di ! Cette sororité est le fil rouge du journal de Diana tel que reconstitué et romancé par Christine Orban.

Décidément, l'écrivaine se joue des registres. Cette parisienne de chic et de charme qui a commencé sa vie de romancière sous le signe de la légèreté et que, de livre en livre, la densité a incroyablement rattrapée, au point qu'elle est allée jusqu'à fréquenter – littérairement, via sa mise en lumière de la sœur méconnue de Blaise Pascal, Jacqueline[2] – l'abbaye de Port-Royal et le jansénisme, s'est maintenant glissée, avec une délicatesse fougueuse, dans la peau de Diana.

Elle nous reçoit dans le bureau-boudoir de son nouvel appartement parisien, les dernières embrasses de rideaux sont en train d'être installées par des mains expertes, sous sa supervision ; car elle n'est pas femme à laisser au hasard l'élégance – du tombé d'un rideau, d'un pantalon... ou d'une phrase.

***« Pour moi, Diana et Else se ressemblent »*, écrivez-vous à la fin du livre. Est-ce à dire que vous considérez que Diana s'est elle aussi suicidée ?**
L'émission de la BBC était suicidaire. Au théâtre ce soir-là, devant *Mademoiselle Else*, j'ai compris ce que voulait Diana en faisant ça. Parce que c'est dingue, ce qu'elle a fait : celle que l'on connaissait comme une jeune fille timide suivant Charles avec son petit bouquet a convoqué en secret la BBC au palais de Kensington parce qu'elle voulait dire sa vérité ! Pendant toute la pièce, j'ai pensé à Diana ; ce sont deux destins très parallèles. Diana a voulu casser le conte de fées qui n'en était pas un, dire que tout était mensonge, mais elle l'a fait extrêmement maladroitement. J'ai eu envie de continuer son travail.

Plus adroitement qu'elle ?
J'adore défendre les femmes qui ont un destin tragique, j'aime leur rendre justice. Je me suis passionnée pour Marie-Antoinette[3] ou Jacqueline Pascal, et maintenant Diana. Il fallait la faire comprendre.

En faisant entendre sa voix à la première personne du singulier ?
J'ai imaginé le journal qu'elle aurait tenu. Ça n'a jamais été fait. Il fallait sentir une proximité, ce qui a été assez facile pour moi. Je voulais la faire parler, relier toutes les phrases qu'elle avait dites, pour dépasser cette émission tellement violente et évidemment *shocking*. J'ai voulu expliquer comment elle en était arrivée là. Exposer les raisons de sa transformation – alors qu'elle était moyenne physiquement, un peu rondelette, elle sera intronisée « Marilyn Monroe des années 1980 » par les médias ; alors qu'elle était réservée, elle va prendre de l'assurance jusqu'à devenir cette walkyrie qui convoque la télé pour dire qu'elle a des amants, que le prince Charles n'est pas capable d'être roi, etc.

Votre livre commence par la blessure originelle : le jour où sa mère les a quittés, ses deux sœurs aînées, son petit frère, son père et elle, pour aller s'installer à Londres avec un autre homme. Diana a 8 ans.
C'est cette peur de ne pas être aimée qui va peut-être la rendre trop exigeante au début avec Charles. Si elle veut à ce point être aimée, c'est parce qu'elle pense qu'elle n'est pas aimable. Ce n'est pas une ambitieuse. Sans doute une ambitieuse aurait-elle fermé les yeux et serait reine aujourd'hui. Elle, elle veut être aimée de Charles, elle ne veut pas être reine. Elle va se scarifier, se jeter enceinte dans l'escalier ; elle veut mourir par manque d'amour. Elle ne peut pas s'aimer si elle n'est pas aimée de Charles. Avec Mademoiselle Else, elles ont la pureté en commun. En intitulant mon livre


SONIA FITOUSSI

Mademoiselle Spencer, j'ai tenu à montrer la résistance de Diana à épouser une identité dans laquelle elle ne se reconnaît pas. C'est une résistance aux faux-semblants. Elle fout tout en l'air, elle perd la future couronne, elle perd le titre d'altesse royale, mais tout ça pour la vérité.

Sur la mère qui s'en va, vous écrivez : *« Elle nous a embrassés tous les quatre, tour à tour, sur une seule joue, pour aller plus vite. [...] Ses yeux étaient secs quand elle est partie. »* Vous êtes-vous autorisé toutes les libertés de l'écrivain qui met le mot « roman » sur une couverture ?
Bien sûr. Mais toutes les scènes ont existé. J'ai choisi celles qui m'aident à montrer comment elle en est arrivée là. Donc ce sont souvent des scènes d'une cruauté insensée, le fait même de les écrire m'a fait mal, mais Diana voulait que ça se sache, alors je continue son travail : tout ce qu'elle n'a pas su dire à la BBC, eh bien moi je le dis. Du reste, pour retrouver l'intégralité de son interview, j'ai dû passer par un internaute chinois qui l'avait filmée à l'époque. J'ai mis des mots sur ses mots. C'est un tête-à-tête entre Diana et moi. Je ne me suis pas du tout occupée de ce que les biographes disent. Je me suis nourrie de tout ce qu'elle a dit, tout ce qu'elle a écrit, tous ses discours, toutes ses photos, tout son *body langage*. J'ai été au bout de ce qu'elle voulait dire, de ce qu'elle voulait qu'on sache.

> ***Pendant l'écriture, j'ai senti que Diana était là et que j'avais sa permission***

À la manière d'une confidente ou bien d'une psychanalyste ?
J'aurais voulu être psychanalyste ; un écrivain est aussi le psychanalyste de ses personnages.

Mais un psychanalyste ne se met pas dans la peau de son patient. Vous êtes-vous sentie bien dans celle de Diana ?
Je me suis sentie au plus proche d'elle. Je suis entrée dans sa peau. Je lui ai donné de moi. Par exemple, en imaginant ce que Charles lui avait dit en la voyant dans une robe rose, je me suis souvenue d'une scène que j'avais oubliée : j'avais 22 ou 23 ans, je marchais avenue Gabriel [dans le 8e arrondissement de Paris], c'était l'été, je portais une robe rose avec des manches ballon, je croise Alain Juppé, il me dit : *« Vous ressemblez à un bonbon. »* J'ai prêté cette phrase au prince Charles. [Elle rit.] Pendant l'écriture, j'ai senti que Diana était là et que j'avais sa permission. Quand j'écris sur une personne et que ça se passe bien entre nous, j'ai l'impression de la comprendre de l'intérieur, comme une caméra intérieure. Et de pouvoir la défendre sans la trahir.

On sent que vous êtes également son avocate...
J'ai fait sept années de droit et si j'avais exercé le métier d'avocat, j'aurais aimé me spécialiser dans la défense des femmes. Je le fais maintenant avec mes livres. Je me suis lancée dans l'écriture de ce journal parce que j'ai éprouvé le besoin de rendre justice à Diana. Joyce Carol Oates raconte comment Marilyn Monroe, qui se sentait moche et pas aimée, est allée vers l'amour que lui témoignaient les photographes et les journalistes. Diana, c'est pareil : comme Charles ne lui parle pas, elle se tourne vers la chaleur que lui donne le public et devient la reine des cœurs. Ça va faire de l'ombre à Charles, mais ce n'est pas calculé. In fine, elle aura apporté beaucoup d'humanité dans cette monarchie anglaise. Grâce à elle, il n'y aura plus de mariage forcé.

Jean d'Ormesson disait que le secret d'un best-seller, c'est toujours l'histoire d'une princesse qui pleure...
Je me demande si Cocteau ne l'avait pas dit avant ! [Elle rit.] On verra bien...! [À cet instant, on s'aperçoit qu'elle n'a, depuis le début de l'entretien, cessé de martyriser une épingle à cheveux.] ■

1. Adaptée par Nicolas Briançon au théâtre de Poche-Montparnasse.
2. *Soumise*, Albin Michel, 2023.
3. *Charmer, s'égarer et mourir*, Albin Michel, 2016.

Les inséparables

Pour son premier roman, Camille Kouchner lève le voile sur deux enfants perdus d'une génération sacrifiée.

OLIVIER MONY

Ils étaient inséparables, les voilà séparés. Pour de bon, même si rien de vraiment bon ne procède de cette séparation. Et pour cause : lui, Ben, est mort ; elle, K, gît sur un lit d'hôpital où elle vient de subir une mastectomie… Tout ça pour ça, toute une vie, depuis l'enfance, depuis la naissance presque (deux mois d'écart, octobre et décembre 1975), passée à se chercher, se trouver, se séparer, se manquer, se retrouver, se sentir, ne plus pouvoir le faire, pour en arriver là ? À ce désastre, à cette fin sans épilogue possible des haricots.

C'est K qui raconte. Ces zig et ces zag. Elle est l'héroïne d'*Immortels*, par lequel Camille Kouchner fait une entrée en force et en habit de grand deuil dans le domaine du romanesque. Pas dans celui de l'écriture puisque – rappel des faits – cela, c'était en 2021 avec *La Familia grande* qui fit si grand bruit, révélant les turpitudes sexuelles et incestueuses du beau-père de l'autrice, Olivier Duhamel, envers son propre frère (pour ne rien dire du complot de silence qui fut la règle au sein de cette « famille régnante » de la gauche intellectuelle française…). Résultat, un beau récit, sobre, enténébré de colère, des centaines de milliers d'exemplaires vendus et un débat de société relancé. Aussi n'est-il sans doute pas exagéré de penser que Camille Kouchner est, cette fois-ci, attendue au tournant. Le sachant, c'est tout à son honneur d'affronter cette attente (peut-être pas toujours très bien intentionnée) par le biais du roman. Elle s'y emploie vaillamment, même s'il convient de préciser que puisque l'oiseau chante toujours sur sa branche, Kouchner écrit de ce qu'elle a vécu, des aléas de familles dysfonctionnelles pour qui si le gauchisme et la libération sexuelle furent au moins une parenthèse enchantée, elle ne le fut pas pour tous et notamment pas pour les enfants. Ben et K, son frère de lait, grandissent dans l'altérité radicale d'une liberté dont ils ne savent que faire et qui ne leur offrira au fond qu'une nuit sans fin et sans salut possible. Ben mène la danse, furieusement doué, sans limite, s'en fout la mort, K s'inquiète et s'isole, les amis tombent comme des mouches, les adultes détournent le regard et s'en vont coucher ailleurs, Paris est une défaite. La jeunesse aura une gueule d'aube blafarde. Personne ne sortira vraiment vivant d'ici. La romancière chemine au plus près, au plus douloureux, de son héroïne, dans ses cris étouffés. Elle tient la note de ce chant de chagrin comme un lied de Schubert (même si la musique de K serait plus volontiers du côté du punk-rock). Et bien entendu, ce paysage après la bataille, ce roman qui ne ment pas, c'est une histoire d'amour. ■



SÉBASTIEN CALVET / MEDIAPART



IMMORTELS
Camille Kouchner, Seuil, 224 pages, 20 euros.

Festival du Livre de Paris

La grande fête du livre aura lieu les 11, 12 et 13 avril au Grand Palais. Rendez-vous scène de la Reine avec Camille Kouchner le samedi 12 avril à 11 heures.



LE LIVRE À RELIRE

***LETTRE À L'ÉLÉPHANT* de Romain Gary**

ALEXIS BROCAS

Porté sur les masques, les pseudonymes et les réinventions, Romain Gary était aussi le champion de l'art connexe du contre-pied ! En 1956, ce gaulliste de longue date, alors consul général à Los Angeles, publiait ce qui restera comme le premier roman écolo français, encore plébiscité par Yannick Jadot. C'était *Les Racines du ciel*, où plusieurs voix se succédaient pour conter l'histoire de Morel, ancien déporté qui consacrait sa vie à protéger, armes à la main, les éléphants d'Afrique des chasseurs occidentaux.
Douze ans plus tard, Gary récidivait avec *Lettre à l'éléphant*, où il revenait en quelques pages sur les idées du roman, en les développant et en les raccrochant à quelques savoureux détails autobiographiques. Et c'est peu dire qu'il ne barrissait pas dans le désert, comme le montre cette récente réédition critique joliment illustrée par laquelle les Éditions de l'Éclaireur fêtent leur naissance.
Parce qu'il y a tout, dans ce très court texte : de l'autobiographie, quand Gary remonte à la peluche éléphantine chère à son enfance (*« je ne m'endormais jamais sans embrasser votre trompe »*).
De la probable fiction, quand il conte un crash en Afrique et une rencontre avec un éléphant moins désireux de se laisser câliner qui se solda par une fuite peu glorieuse. Il y a bien sûr un plaidoyer de plain-pied pour les éléphants en chair et en os.
Et un discours métaphorique, puisque pour Gary l'éléphant incarne tout ce que la froide raison méprise et veut éliminer au nom de l'efficacité et du progrès – c'est-à-dire la nature et les droits de l'homme, l'humanisme et la poésie, le rêve et la liberté. L'idée, qui porte la marque des temps prépompidoliens, où l'on envisageait de couvrir Paris de voies rapides, vaut hélas encore pour notre époque, même si les totalitarismes mentionnés ont eu le temps de revêtir d'autres masques. Gary y ajoute une autre idée tout aussi poignante, et plus personnelle : celle de la consolation que la contemplation du vivant apporte à notre humanité vouée à une solitude sans réponse. La pensée d'un ex-héros de la France libre qui, prisonnier dans un camp allemand, s'inventait avec ses codétenus des visions d'éléphants batifolant dans la savane pour jouir par procuration de leur absolue liberté… ■

Lettre à l'éléphant, de Romain Gary, Éditions de l'Éclaireur, 64 pages, 9,90 euros.

Les mille et une nuits de Constantinople

Metin Arditi, natif d'Ankara, inaugure une ambitieuse fresque historique sur le pays de ses origines.

ANNE-LAURE WALTER

Il était une fois, annonce le conteur occidental. Le conteur oriental qu'est Metin Arditi fait dire à l'un de ses personnages : *« Une fois il était une fois il n'était pas. En Orient, la réalité se définit grâce à l'irréalité. Ce que nous percevons est marqué par ce qui nous échappe. »* Ainsi va le premier volume de cette trilogie historique consacrée à Constantinople. Les histoires courent d'un sultan à un président, d'un marchand à une prostituée, des sous-sols du palais de Dolmabahçe à une boutique du grand bazar en passant par les jardins de la Mosquée bleue et le quartier populaire de Balat. De quoi entraîner le lecteur dans une folle danse, entre 1912 et 1935, avec pour toile de fond la perle du Bosphore chamarrée, cosmopolite et décadente.

Le Danseur oriental s'ouvre à Dolmabahçe dans un cercle de lutte, sport national en Turquie, où l'on découvre Gülgül, agile colosse roux à la beauté renversante et au cœur tendre. *« Je sais lutter, je ne sais pas me battre »*, lance le jeune homme. Il a grandi au harem, dans l'aile des odalisques, où les femmes lui ont appris la sensualité. Il se croit le fils du pâtissier musulman du palais et découvrira qu'il est l'enfant illégitime que le calligraphe personnel du sultan, un dönmé (juif converti à l'islam), a eu avec une Arménienne morte en couches. Ce calligraphe, ancien danseur, lui enseignera son art et Gülgül se révélera également doué pour l'encre et le tracé des textes sacrés. La question de l'identité travaille le doux lutteur, reflet des interrogations de la société constantinopolitaine, qui discute aux terrasses des cafés aussi bien en grec qu'en ladino (castillan médiéval mêlé de turc), en anglais, en français, en allemand, en arménien, en italien ou en russe. *« Tu es turc, musulman, de père juif et de mère chrétienne. Tu portes les trois grandes religions. Et tu incarnes la gloire de notre empire »*, lui dira le sultan. Gülgül, notre guide dans cette fresque ambitieuse qui entremêle complots politiques, rocambolesques arnaques aux antiquités et intrigues amoureuses, va acquérir le statut de héros national grâce à ses victoires sportives et pourrait même porter les espoirs de médailles d'une nation lors des prochains Jeux olympiques, en… 1936. Mais c'est une autre histoire. Comme dit le conteur, *« une fois il était une fois il n'était pas »*. ■



LE DANSEUR ORIENTAL
Metin Arditi, Grasset, 400 pages, 23 euros.

« Moi Thyrcée, j'aime Sappho »

Au son de sa lyre romanesque, Adeline Desarzens fait palpiter Thyrcée, poétesse du VIe siècle avant notre ère.

JULIETTE EINHORN

Le Secret de Thyrcée est un coup de fil trépidant passé à l'Antiquité, ce qu'elle vient chuchoter à notre oreille, son cœur brûlant. Une exaltante chasse au trésor qui ravaude une *« mémoire amputée »* – seuls vingt pour cent de la littérature grecque, hélas, sont parvenus jusqu'à nous… La quête de Paola, chercheuse montréalaise mandatée par son professeur de thèse sur les traces de Thyrcée, qui fut sans doute une amante de Sappho de Mytilène, est un vibrant roman d'aventures, de passion et d'espionnage, et la résurrection miraculeuse, même si son existence n'est pas certaine, de cette créatrice d'un autre temps dont il ne fut retrouvé qu'un seul vers, sans doute tronqué : *« Moi Thyrcée, j'aime Sappho. »*

Plaçant en regard un foisonnement de sources, ce roman est un cousoir, un codex émouvant, reliant les pages lyriques du grand livre des tremblements de l'âme, dont Sappho, dame de Lesbos, première voix féminine de l'Histoire qui chantait ses élans pour les femmes, se fit l'aède.

Perle précieuse, le roman est une concrétion magique, qui appelle deux temporalités inverses à se rejoindre : à l'autre bout du temps, en 602 avant notre ère, la jeune Thyrcée s'enroule à la première personne, au son de sa lyre, dans les accents passionnels de sa langue, le grec – *« une identité collective qui passe de voix en voix, d'un cœur au suivant »*. Elle vient d'entrer dans le chœur de Sappho et ne sait pas encore qu'elle va brûler d'amour pour elle. On lit là une éclosion, un secret encore à venir. De nos jours, dans l'autre sens, en une quête rétrospective qui déroulera en alternance une bobine d'époques différentes, Paola quitte Montréal pour la Suisse, achetant à un collectionneur les lettres rédigées en 1781 par un jeune homme sur le point de découvrir où se cachent les strophes manquantes du poème de Thyrcée. La deuxième, en somme, brûle de tenir entre ses mains les vestiges de ce que la première n'a pas encore écrit.

D'un parchemin emmuré dans l'abbaye de Saint-Maurice, où Paola se rend, épiée et trahie par d'autres chercheurs qui tentent de lui voler la vedette, aux archives de l'abbaye, où elle découvre une mention de Thyrcée dans les Mémoires d'un chanoine du XIVe siècle qui brava l'Inquisition, jusqu'à un manuscrit où fut recopié le poème, les textes s'effeuillent, se citant, se contredisant. Mythe ou réalité, fut-elle une poétesse, un rêve de Sappho, un fantasme de chercheur ?

Faire chanter de nouveau cette voix de femme oubliée, c'est, pour Paola, lutter contre l'obscurantisme et le procès en sorcellerie qui de tout temps calcinèrent la mémoire égratignée, le corps tuméfié des femmes. C'est faire exploser, subsister leurs désirs ; transmettre dans son éclat intrépide ce poème interdit ; les ardeurs irréductibles qui submergent ; le cœur en cendres. Les mots qui cligonotent pour les siècles des siècles, dans leur nuit éclatante. ■



LE SECRET DE THYRCÉE
Aline Desarzens, La Tribu, 420 pages, 22 euros.

À TABLE







LÉONARD LECLERC/INSTAGRAM ; LA GRANDE BOUFFE/ INSTAGRAM ; PRENDSUNFRUIT/INSTAGRAM

Très présents sur les réseaux sociaux : Léonard Leclerc, Sandy Ramier (La grande bouffe) et Steven Sanchez (Prends un fruit).



L'Ado la dalle – 75 recettes pour rendre les ados autonomes en cuisine, de Stéphanie Antoine, Pauline Beauvais, Émilie Sarnel, La Martinière.

La Grande Bouffe – Les recettes pour apprendre à cuisiner en se marrant, de Sandy Ramier, First Éditions.

Les fiches recettes de Diego Alary – Best of des vidéos, Albin Michel.

Des ados aux fourneaux

Inspirés par les émissions télé et les chefs sur les réseaux, les jeunes se mettent à cuisiner et à partager leurs recettes.

CHARLOTTE LANGRAND

Dans la cuisine d'un ado de 16 ans, aujourd'hui, on fait un veau en sauce avec des pommes boulangères. » Face caméra, bonne tête, tignasse foisonnante et dents baguées, Léonard Leclerc assure comme un vrai chef cuisinier. Oubliez les ados accros aux tacos bas de gamme ! Le jeune garçon propose à ses 37 000 abonnés Instagram des recettes pas à pas dignes d'un bistrot. Il conclut ses vidéos par un gimmick imparable : « *Si je peux le faire, vous pouvez le faire.* » Bœuf Wellington (en croûte), noix de Saint-Jacques, joues de bœuf purée de grand-mère, ratatouille maison, mais aussi raclette, smash burgers et profiteroles… Il reproduit même une recette « signature » du chef Guy Savoy – un lieu aux petits légumes – ou dévoile le secret du fameux « Dubai chocolate » (à la crème de pistache) dont tout le monde parle.

Léonard sait tout faire et ses followers applaudissent, parmi lesquels des personnalités comme Benjamin Biolay, Michèle Laroque ou encore le chanteur Raphaël. Normal, il se pourrait bien que Léonard soit le fils cadet de Julien Clerc, lui-même réputé fin gourmet et doué aux fourneaux. On l'aperçoit aussi, plus jeune, avec une toque sur la tête dans le restaurant de Guy Savoy : l'adolescent a donc été à bonne école pour observer l'excellence culinaire française. Mais, sa prestigieuse ascendance (dont il ne fait aucune mention) mise à part, Léonard Leclerc est la preuve que la cuisine n'est plus une pièce ignorée par les ados. La génération Alpha peut désormais répondre au fameux « qu'est-ce qu'on mange ce soir ? ».

« *Pour moi, Léonard Leclerc est un vrai* goat *[de* greatest of all time, *c'est-à-dire, en langage ado, le meilleur dans son domaine]*, estime Stéphanie Antoine, coautrice de *L'Ado la dalle* (La Martinière). *C'est génial pour les autres ados de voir des gens de leur âge mettre les mains à la pâte.* » Ce livre plein d'humour dépeint huit profils (l'ado-flemme, l'ado TKT je gère, l'ado selfie…) et décline 75 recettes pour leur donner envie de cuisiner. « *Nous avons voulu remettre du bon sens dans l'assiette*, poursuit l'autrice. *Leur dire qu'ils peuvent manger un grilled cheese ou du quinoa au four et que les deux peuvent être très bons !* » Partant du principe que l'ado « *rêve d'indépendance et que son estomac est un trou noir* », qu'il a surtout envie de se « *faire des kiffs* » à base de fromage fondu et de « *tranches de gluten* » (le pain !), le livre leur propose des recettes faciles de « cookie golri Coco », de salade Caprese « trop fraîche » ou de kebab de… pleurotes, véritable *banger* (succès) du livre auprès des ados.

> **« C'est génial pour les autres ados de voir des gens de leur âge mettre les mains à la pâte »**
>
> Stéphanie Antoine, coautrice de *L'Ado la dalle*

Alors que le métier de cuisinier a été pendant des décennies une « voie de garage » où l'on orientait les mauvais élèves, aujourd'hui les jeunes de tous les milieux ne rechigneraient pas à devenir chef. Les émissions culinaires ont totalement changé l'image du cuisinier, tatoué, créatif et suivi par des millions de gens sur les réseaux sociaux. Parmi les références des ados, on trouve les émissions *Le Meilleur Pâtissier* ou *Top Chef* et, en ligne, des cuisiniers comme Diego Alary ou la très drôle Sandy Ramier et son compte « La Grande Bouffe », qui dispense des recettes à ses 533 000 abonnés sur Instagram et 122 000 sur TikTok et vient de sortir un livre (First éditions).

Leur succès a donné des idées à d'autres, comme Steven Sanchez, aujourd'hui 24 ans et créateur du compte « Prends un fruit » (300 000 abonnés sur Instagram et TikTok). Élève malmené en classe, le Marseillais arrête l'école à 16 ans et apprend en autodidacte le codage, le montage vidéo et le graphisme. Après avoir lu *Le Charme discret de l'intestin*, il se passionne pour les conséquences de l'alimentation sur notre santé et commence à faire des vidéos explicatives sur… les fruits : « *J'ai trouvé ça tellement intéressant que je me suis formé avec Internet, sur la botanique, la biologie végétale, etc.*, explique-t-il. *Je consulte plein de sources différentes et je les croise car j'aime entrer en profondeur dans les sujets.* » Comment bien choisir ses agrumes ? Qu'est-ce qu'un ananas rose ? Pourquoi les oranges sanguines sont-elles rouges et le pamplemousse, amer ? Steven en a fait son travail, qu'il monétise sur TikTok, et annonce d'ores et déjà un livre à paraître chez Albin Michel et des projets sur YouTube. Le plan de travail serait-il en passe de devenir plus attirant que le canapé du salon ? ■



Chaud devant

PAR FRANÇOIS SIMON

@francoisimon

MARIUS ET JANETTE, L'AMOUR VACHE

Bien sûr que sur les avis parsemés sur le Net ce genre d'adresse cossue se prend régulièrement des poignées de châtaignes. Du reste, Marius et Janette appartient à ce genre d'établissement exposé pleine mer. Donc habitué à des rincées, des paquets de mer, l'astringence de l'iode et de notes salées. Tel est le lot de ces vieilles institutions parisiennes. Habituées à en prendre plein le museau, elles résistent bon an, mal an. S'exposer ainsi au bas de l'avenue George-V n'est pas sans péril. Certes, il y a l'achalandage, le brassement des passages, le brossage des touristes, mais il y a aussi ce rapport vachard des Parisiens avec les restaurants. Ils les aiment bien, et comme du reste dans cette même colonne, parfois on pince l'avant-bras, juste pour prouver son amour, comme si nous étions attirés par ce qui nous excède, vieille poulie du sentiment ; composant essentiel pour un grand parfum. Au demeurant, lorsque vous vous installez en début de service à cette table, le spectacle peut commencer. D'abord, il y a le décor, façon yacht à quai avec ce qu'il faut de bois au vernis marin, de hublots donnant sur le mur, de cannes à pêche, de mouches et d'hameçons… Vogue la galère. La clientèle n'est pas piquée des hannetons. Elle y a ses habitudes, ses tables, s'agace d'une table déjà prise, s'installe en grinçant, appelle l'apéro en vitesse pour cautériser la plaie. Marius et Janette est une institution. Elle semble avoir toujours existé. Elle s'appela même Marius et Jeannette. Il y avait sans doute trop de consonnes et de voyelles. En 1958, le téléphone avait plus de chien (ELY 71-78). Lorsqu'on appelait, on savait tout de suite où l'on était. Le livre d'or mais que d'un œil : Marcel Pagnol, Zizi Jeanmaire, le docteur Paul. Charlie Chaplin s'est caricaturé ainsi que Jean Marais. Coccinelle a tenu à les imiter. « *Luis Mariano s'est contenté de dessiner un profil de femme* », ajoute Carmen Tessier dans ses « Potins de la commère » (1958). Et l'assiette ? En se contentant d'un plat direct, on peut sans doute éviter quelques désillusions. La sole meunière était parfaite dans son crénelé, son beurre fondu, ses ramequins de purée et d'épinards hélas désobligés en crème vert empire. L'addition est sans pitié : 102 euros avec un verre de chablis (15 euros). On l'avait bien cherché, ça c'est Paris qui nous aime d'amour vache. ■

4, avenue George-V (Paris 8e).
richard-paris.com

on aime

Produit de saison

CORINNE MARCHEIX-PICARD

@corinnemlacuisine

LES GOUGÈRES AU COMTÉ

DE BENOÎT CANTIN

Dans les alpages du Jura, Benoît Cantin incarne l'artisanat d'excellence à travers son métier de fromager. Gérant de la Fruitière de Passavant-Chazot depuis vingt ans, ce diplômé de l'école nationale d'industrie laitière de Mamirolle transforme chaque jour le lait de 15 producteurs locaux en meules de comté. « *Chaque matin, le lait collecté dans un rayon de 25 kilomètres autour de la fruitière est travaillé selon les règles strictes du cahier des charges de l'AOP comté*, explique le quinquagénaire. *Ce lait cru des vaches de races montbéliarde et simmental françaises est chauffé, brassé et transformé en caillé avant d'être pressé dans des moules donnant naissance à des meules de près de 40 kilos. Il faut environ 400 litres de lait pour produire une seule meule. Une fois démoulées, elles sont frottées et salées avant d'être placées sur des planches en épicéa pour un affinage initial d'un mois.* » Benoît collabore avec des affineurs renommés, comme la maison Vagne à Poligny où les meules poursuivent leur maturation pendant au moins douze mois. Certaines reviennent ensuite à la fruitière pour un affinage prolongé pouvant aller jusqu'à trente-six mois… « *Ces vieux comtés offrent des notes surprenantes de café torréfié* », explique le fromager dont le travail a séduit le chef étoilé Matthias Marc. Dans son restaurant Substance à Paris, ce fervent ambassadeur du terroir jurassien sublime un comté de dix-huit mois dans son plat signature : les gnocchis à la saucisse de Morteau et vin jaune fondu. Enfin, le fromager rappelle qu'un comté « *se conserve toujours à 10 °C emballé dans un papier sulfurisé* ».

Pour 4 personnes

- **Préchauffer le four à 200 °C**
- **Dans une casserole, porter 25 cl d'eau à ébullition avec 50 g de beurre coupé en morceaux et 1 c. à c. de sel**
- **Hors du feu, ajouter 100 g de farine en mélangeant rapidement**
- **Remettre sur feu doux pendant 1 minute et ajouter 2 œufs entiers en remuant rapidement**
- **Ajouter 120 g de comté de quatorze mois râpé, une pincée de noix de muscade râpée, une pincée de sel et du poivre**
- **Sur une plaque du four recouverte de papier sulfurisé, déposer des petites boules réalisées à l'aide d'une cuillère à café**
- **Enfourner 20 à 25 minutes en surveillant bien**



EN CAVE

Les pétillants en effervescence

Traditionnellement relégués au rang de « second choix », les mal-aimés de la flûte se rebiffent ! À la clé : de goûteuses surprises et des cuvées dans l'air du temps.

PAR ANNE-CHARLOTTE DE LANGHE



Des vignobles au pied du Vercors, aux bars branchés, la clairette de Die se réinvente pour devenir l'incontournable des cocktails en vogue.



JUAN ROBERT, JALLIANCE

Que les aficionados du champagne ne prennent surtout pas leurs jambes à leur cou ! Longtemps encore, promis, il sera question de flûtes, de coiffes et de pinot. Mais ce serait se mettre des œillères que d'ignorer le succès grandissant des autres vins effervescents, qui revoient tour à tour leur copie pour gagner définitivement le cœur des consommateurs.

Ainsi en va-t-il des crémants et de leurs 8 AOC (Alsace, Loire, Jura…), dont les ventes ont une nouvelle fois progressé en 2024 (+5,9 %). Considérés de longue date comme des champagnes low cost ou – pire ! – des mousseux ambiance « pot de départ », la plupart ont appris de leurs erreurs, s'allégeant en sucres, gagnant en finesse. « *En Bourgogne, l'histoire des crémants a volontairement été mise sous le tapis pendant des décennies pour faire oublier qu'on y faisait jadis de la bulle avec des fonds de cuve* », raconte Thomas Labbé, dont le livre* passionnant explore toutes les facettes d'un crémant qu'élaboraient encore en blanc, vers 1830, des grands crus tels que Corton ou La Romanée.

Porté par la tendance affirmée des cocktails ainsi que par le goût d'une clientèle soumise à une conjoncture économique maussade, le pétillant de qualité regagne donc peu à peu ses galons de compagnon festif idéal (entre 8 et 20 euros la bouteille pour un crémant). Assimiler celui-ci à un « sous-champagne » relèverait en outre de l'hérésie, appuie Thomas Labbé, qui se refuse à toute comparaison, tant « *chacun a son identité* ». Reste que ce succès bleu, blanc, rouge doit beaucoup à celui d'autres flacons européens, au premier rang desquels le prosecco (Italie) ou le cava (Espagne), effervescents en pole position sur la carte des mixologues. Vignerons engagés en costières-de-nîmes mais inconditionnels du champagne, Michel et Isabel Gassier (Château de Nages) avouent avoir misé sur « *l'ouverture d'esprit* » de leurs clients en lançant, il y a quatre ans, leur 100 % grenache blanc extra-brut et sans dosage. « *La découverte du prosecco nous a décomplexés par rapport au fait qu'il était possible de faire des bulles d'excellente tenue hors champagne et que chacun pouvait trouver son propre style* », explique le viticulteur. Ses Bulles de Nages bio (16,60 euros) en sont la preuve : aériennes, minérales, elles flirtent harmonieusement avec les fleurs blanches, des notes viennoises et la suavité des fruits.

Aussi, plutôt que de se laisser malmener par la « spritzmania », la clairette de Die est récemment passée à l'offensive. Nouveau packaging, rajeunissement de son image, lancement d'une recette phare et d'une cuvée bio… : la maison Jaillance, leader de l'AOC, entend braquer les projecteurs au pied du Vercors. Marié par les barmen à la liqueur de fleur de sureau et deux rondelles de citron vert, ce vin à la fois rond et frais est d'ailleurs plus à même qu'on ne l'imagine de réveiller maints apéritifs.

Il eût néanmoins été indécent d'exclure les plus sobres d'entre nous de cette vague carbonique. Pour combler ceux ayant pris le parti de faire la fête en buvant moins mais mieux, voire ceux qui sont las de n'avoir que le jus de tomate comme substitut à la traditionnelle « coupette », certaines marques se sont attachées à élaborer d'autres goûts signatures que les vins désalcoolisés. S'offrant les services de Stéphane Baschiera, ancien président de Moët & Chandon, de Ruinart et de Veuve Clicquot, Maison Giulia a notamment imaginé un « complément festif » aux réunions de famille, événements sportifs et autres : un effervescent artisanal à base de raisins verts finement travaillés digne d'une gamme premium, si l'on en croit le coup de cœur du sommelier du Petit Nice Passedat pour cet élixir bombesque. « *Notre ambition était de mettre en avant la naturalité du produit, sans sacrifier la qualité gustative* », souligne Gwen Salley, cofondateur. Avant de rappeler que « *90 % des clients de Maison Giulia boivent de l'alcool !* ».

L'ère du « *roteux de foire* », comme le nomme Thomas Labbé, est donc bel et bien révolue. Et le sens de la fête, lui, dignement préservé. ■

* *Bulles – L'histoire singulière du crémant de Bourgogne*, La Martinière (en librairies le 25 avril).



1 2 3 4 5

CINQ IMMANQUABLES

Les Cordeliers, Grand Vintage Blanc Brut 2018 (1) AOC crémant de Bordeaux. Un 100 % cabernet franc élaboré selon la méthode champenoise et vieilli sur lies dans les caves du cloître de Saint-Émilion. Bulles fines et amande fraîche au rendez-vous. *20,90 euros*

Maison Giulia N° 1 (2) Effervescent méditerranéen. Aucun scrupule à faire sauter le bouchon grâce à ce 0 % d'alcool et 100 % plaisir. L'acidité d'un verjus parfaitement travaillé, la rondeur de la lavande et la subtilité de la feuille de figuier : le soleil se boit sans faire mal au crâne. *29 euros*

Famille Antech, Brut nature 2022 (3) AOP blanquette de Limoux. Balayées par les vents et pilotées par la même famille depuis sept générations, les meilleures parcelles de mauzac (cépage autochtone) donnent ici un zéro dosage qui craque sous le palais. *12,15 euros*

Vincent Couche, Voulez-vous couche avec moi (4) Vin de France effervescent blanc. En terre de Molesme (Côte-d'Or), cette cuvée à dominante de pinot noir (65 %) trompe délicieusement son monde grâce à sa robe d'or clair. À la fois gourmand et ultra-désaltérant. *21 euros*

Masumi Sparkling Origarami (5) Saké pétillant. Sous son allure trouble, beaucoup de vivacité et une salinité fascinante qui n'auront rien contre quelques lamelles de thon rouge ou même un fromage qui pulse. Âmes de samouraï ne pas s'abstenir ! *45,90 euros*

les bons flacons de… Marc Levy



SERGE JOUVEL/FASTIMAGE

L'AUTEUR DE *La Librairie des livres interdits* (Robert Laffont), installé à New York, entretient avec le vin un rapport presque sentimental. Visite – à pas feutrés – de cet antre consacré au partage.

Chez vous, quelle place occupe la cave ?
Elle est souterraine – c'est tout de même plus romanesque –, grande, très propre et bien éclairée. Et c'est une joie d'y passer du temps.

Quel est son taux de remplissage ?
Comme les bouteilles : elle est à moitié pleine ou à moitié vide, selon l'humeur. Mais jamais totalement pleine et, surtout, jamais vide.

Un tire-bouchon à la main, à quoi pensez-vous ?
À un bon moment, à une tablée autour de laquelle se réunissent des amis ou, parfois même, à un moment intime.

Plutôt vin de soif ou vin de garde ?
Vin de garde. Je préfère l'eau ou la bière aux vins de soif.

L'arôme qui vous émeut le plus ?
Fruit rouge et cuir noble.

La bouteille que vous n'ouvrirez jamais ?
Toutes celles que je laisserai à mes enfants.

Qu'est-ce qu'on boit, alors ?
Un Sarget de Gruaud Larose, un bon pomerol, un Malartic-Lagravière et – soyons fous ! – un Château Canon.

FRENCH BLOOM EXTRA BRUT, LA SOBRIÉTÉ RÊVÉE

Qui va là ? Le « meilleur effervescent au monde dans la catégorie sans alcool » des World Sparkling Wine Awards 2022. Une distinction suffisamment intrigante pour porter à ses lèvres ce blanc de blancs à 0 % d'alcool sans sulfite ni sucre et seulement 1 calorie par verre. Le dernier-né d'une collection de vins effervescents désalcoolisés lancée en 2021.

Empreintes digitales. Avec leur amie top-modèle Constance Jablonski, Maggie et Rodolphe Frerejean-Taittinger avaient comme ambition originelle de *« pouvoir célébrer sans modération »*. D'où leurs recherches appuyées qui, combinées au terroir du Limoux, ont abouti à cet assemblage de chardonnay 100 % bio, distillé trois fois. Oui : boire chic mais pas choc se mérite.

De face et de profil. Jaune light, bulles allègres le long d'une flûte tulipe, nez classieux teinté de gardénia : jusque-là, tout va bien. En bouche, une acidité à l'illusion parfaite et les papilles comme saisies par un tour de passe-passe aux notes d'abricot sec. L'imaginaire s'enivre ; n'est-ce pas là l'essentiel ?

En quête de proximité. Des assoiffés de curiosité(s), des « flexi-drinkers », des petits malins allergiques aux lendemains de fête difficiles.

Heure du délice. Que vous preniez le volant ou pas, la tentation est grande de vous dire « n'importe quand »…

Meilleurs complices. Cap sur à peu près tous les locataires sous-marins, des saint-jacques aux crevettes grises. À oser, aussi, sur des recettes à la lisière de l'exotisme.

Garde à vue. Bien mieux au réfrigérateur qu'en cave.

Règlement de comptes. 49 euros. Le prix du haut de gamme, les scrupules en moins.



Chez les cavistes et sur *frenchbloom.com*

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération

C'EST LA FRANCE ÇA



DISNEY/PIXAR, MARVEL, LUCASFILM LTD. LLC

S'évader dans la galerie de l'aventure et de la découverte.



DEREK LEE/THE WALT DISNEY COMPANY

Découvrir les contes dont se sont inspirés les dessins animés des studios Disney.



DISNEY PIXAR

Comparer sa taille à celles des Indestructibles.

Les coulisses de l'usine à rêves Disney

De Mickey à Marvel, une exposition retrace cent ans de création Disney. En avant-première, plongée dans un univers en constante réinvention.

MATHILDE CARTON

Disney100
Paris Expo
Porte de Versailles,
Pavillon 2.1, (Paris 15e),
du 10 avril au 5 octobre,
de 10 heures à
18 heures.
disney100exposition.fr



Le compas de Jack Sparrow (« Pirates des Caraïbes »). Au centre, le costume du capitaine Barbossa porté par Geoffrey Rush dans « Pirates des Caraïbes – La malédiction du Black Pearl » (2003)

Attention, peinture fraîche! À peine entrée dans le pavillon « Disney 100 : l'Exposition », nous voilà prise dans le bal des artisans qui s'activent au rythme des perceuses à percussion. Ce n'est pas (encore) *Fantasia*, mais on reconnaît déjà Mickey, Dingo, Winnie l'ourson, et même le cheval de bois du manège de *Mary Poppins* dont la tête dépasse d'une caisse en bois. Un peu plus loin, au détour d'une cloison, apparaissent aussi une réplique de BB-8, dernier droïde en date de la franchise Star Wars, et une collection de casques des plus grands héros Marvel. Après être passée par Londres, Munich et Séoul, rassemblant des centaines de milliers de visiteurs, « Disney 100 » ouvrira ses portes le 10 avril à Paris. Dotée d'une réserve impressionnante d'objets et de dessins tirés des archives officielles – plus de 250 pièces seront présentées –, elle entend célébrer un siècle de créations. Mais par où commencer?

Fondé en 1923 par Walt Disney, l'empire qui porte son nom se déploie aujourd'hui bien au-delà des dessins animés: parcs d'attractions, films, séries, chaînes de télé, comédies musicales... et, bien sûr, les jouets. « *Plutôt que de faire une histoire chronologique, nous avons imaginé un parcours thématique et interactif où l'on peut jouer, se plonger dans nos histoires préférées et, pour les plus curieux, comprendre la technologie qui a permis d'animer ces grands classiques* », explique une des commissaires de l'exposition Kelsey Williams, qui présente en avant-première pour *La Tribune Dimanche* quelques expériences immersives bluffantes.

Il était une fois... la pantoufle de Cendrillon

Un jour, son prince viendra. Mais encore faut-il qu'il retrouve le soulier de verre soigneusement gardé dans la vitrine! Inspiré par le dessin animé de 1950, l'escarpin a été porté par l'actrice Lily James pour la version « live action » de *Cendrillon* en 2015. L'expo compte nombre d'accessoires utilisés dans les films, comme le chandelier de *La Belle et la Bête* version 2017, ou la sublime robe rouge portée par Emma Stone dans le rôle-titre de *Cruella* en 2021. « *Ce qui est amusant, c'est que Disney utilisait aussi des accessoires dans ses premiers dessins animés*, raconte Kelsey Williams. *Souvenez-vous de* La Belle au bois dormant *qui démarre par l'ouverture d'un livre de conte de fées constellé de pierres précieuses. C'était un vrai objet, filmé en studio!* » Et désormais présenté à Paris. Lorsqu'on tourne ses pages, les dessins d'antan apparaissent sur un écran géant et s'animent. La dernière page notamment, où une valse emporte Aurore et son prince, qui évidemment se marièrent et eurent beaucoup d'enfants, est de toute beauté: comme dans le film de 1959, la couleur de leurs tenues change au gré des bonnes fées.



DISNEY

Crayonné de la chaussure de verre de « Cendrillon » (2015), réalisée en cristal Swarovski.



DISNEY

Un raton laveur, des pixels et du génie: Disney en mode high-tech

Il a beau faire 1,20 mètre, le raton laveur Rocket Raccoon est de loin le personnage le plus (drôlement) menaçant des *Gardiens de la galaxie*. « *Allez-y, placez-vous sous la caméra, Rocket va reproduire chacun de vos gestes en montrant les dents* », rit Kelsey Williams. Et nous de nous agiter pendant qu'à l'écran la peluche virtuelle copie chacune de nos acrobaties... Bluffant! Avec le rachat de Pixar en 2006, Marvel en 2009 et Lucasfilm en 2012, les studios Disney restent à la pointe des nouvelles technologies. Dans un making of de la série *The Mandalorian*, issue de l'univers Star Wars, on voit qu'elle n'est pas tournée sur fond vert mais avec StageCraft, un immense panneau LED incurvé dernier cri. Un avant-gardisme au cœur de l'ADN Disney. Walt lui-même, en bon Géo Trouvetou, avait inventé les maquettes 3D pour modéliser les personnages (un mur entier en est recouvert, de Pocahontas à Ratatouille) et les story-boards, ces dessins qui servent de guide plan par plan aux animateurs (on voit la version story-boardée de *Dumbo* devenir un film). Il a aussi inventé la caméra multiplane, une machine géante actionnée par six personnes pour ajouter de la profondeur aux dessins 2D. « *C'est ça, la magie Disney*, souffle la co-commissaire. *Des histoires fortes, de l'émotion, et beaucoup d'ingénierie!* »

Un royaume où la musique est reine

Savez-vous chanter *Libérée, délivrée* en islandais? Dans le magnifique auditorium où trône un Mickey en redingote de chef d'orchestre, la polyglossie est fortement recommandée. Sur plusieurs écrans, les familles peuvent s'amuser à passer d'une version à l'autre de l'incontournable hit de *La Reine des neiges* ou *Ne parlons pas de Bruno* du film *Encanto*. Au royaume de Disney, la musique est reine (le studio a d'ailleurs remporté 14 oscars de la meilleure chanson originale, d'*Aladdin* au *Roi lion* en passant par *Coco*), comme en atteste le mur de pochettes d'albums. À côté sont étrangement exposés un vieux portefeuille et un enchevêtrement de cordes et de métal... Kelsey Williams révèle pourquoi: « *Le premier permet de faire le "couic couic" des chaussures des nains de* Blanche-Neige *lorsqu'ils rentrent du boulot, et le second a été fabriqué par les bruiteurs de* Peter Pan *pour accompagner les déplacements de la fée Clochette.* »

Deuxième étoile à droite et tout droit jusqu'au matin

La caravelle que nous présente enfin Kelsey Williams vaudrait presque un Eurostar: à son bord, on survole un Londres étoilé avant de filer vers le Pays imaginaire... pour peu que l'on soit à Disneyland Paris. « *L'attraction Peter Pan est l'une de mes préférées*, sourit la commissaire d'exposition, dans la galerie qui reproduit à l'identique la partie Main Street des parcs à thème Disney. *En guise de clin d'œil au parc parisien, on a d'ailleurs reproduit sa Maison hantée, unique au monde.* » Faux décors, automates, comédiens déguisés... C'est dans les parcs que l'on fait l'expérience la plus immersive de l'univers Disney. L'exposition se termine par une salle composée de miroirs où les éclairagistes peaufinent encore la réflexion des lumières. Au fond, une statue platine de Walt Disney, et des photos de lui en France. Histoire de ne pas oublier que Disney vient d'Isigny, comme le beurre, et que c'est ici que l'immense empire de Mickey trouve ses racines. ■



DISNEY

La robe portée par Emma Stone dans « Cruella » (2021).

ÉCRANS

« Anaon », fantastique thriller

Portée par Guillaume Labbé, la série de Prime Video offre un voyage surnaturel mêlant drame familial et folklore breton.



REBECCA VAUGHAN COSQUÉRIC - TETRA MEDIA - FRANCE TV - AMAZON PRIME

Un voyage fantastique et onirique en terre armoricaine.

RÉMI JACOB

★★★★☆

Son créateur Bastien Dartois ne fait pas mystère de sa fascination pour les œuvres de Steven Spielberg, Guillermo del Toro et Stephen King. Cet univers fantastique qui le fait tant vibrer est au cœur de la série *Anaon*, à découvrir dès à présent sur la plateforme Prime Video avant sa diffusion sur les antennes de France Télévisions dans quelques mois. Un pari pour le moins audacieux tant ce genre n'est pas d'ordinaire l'apanage des Français. Avec le réalisateur David Hourrègue – récemment auréolé de succès avec la série *Rivages* –, il relève le défi haut la main en offrant au public un récit renversant qui se déroule en Bretagne.

Direction le village fictif de Harz, où Max, major de gendarmerie, menait une vie paisible jusqu'à la mort tragique de sa femme. Alors qu'il tente de se remettre de sa perte, une lycéenne disparaît dans la petite bourgade. Un tueur en série ? Cette piste ne convainc pas sa fille Wendie, qui décide de mener en parallèle sa propre enquête avec ses amis. Sans imaginer une seule seconde que cela va la conduire à découvrir une créature surnaturelle tout droit sortie des ténèbres dont l'apparence se dévoile progressivement au fil des six épisodes, à mesure que l'adolescente prend conscience de ses propres pouvoirs magiques. Servie par une réalisation extrêmement léchée et une musique envoûtante signée Audrey Ismaël, *Anaon* nous en met plein les mirettes. Ce voyage fantastique et onirique en terre armoricaine – tourné au cœur de l'Ille-et-Vilaine et du Finistère – propose également une réflexion subtile sur les liens entre père et fille et la façon d'affronter le deuil. Le tout grâce à l'interprétation sans fausse note de Guillaume Labbé et de la très prometteuse Capucine Malarre. ■

Anaon, en ligne sur la plateforme Prime Video (Série).

PÉPITES DU STAND-UP AFRICAIN

Qui sera la nouvelle étoile de l'humour en Afrique francophone ? C'est ce que nous propose de découvrir « La relève du rire », le très revigorant podcast de RFI présenté par Roukiata Ouedraogo. Dans chacun des seize épisodes, l'actrice et humoriste franco-burkinabée s'invite au cœur de la 5e édition du concours Mon premier Montreux Afrique. Avec à la clé pour le vainqueur l'occasion de se produire en novembre prochain sur la scène du Montreux Comedy, le prestigieux festival helvète. De la Côte d'Ivoire au Gabon en passant par le Sénégal et la Guinée, plus de 300 candidats délivrent des punchlines bien senties sur la scène de petits comedy clubs locaux dans l'espoir d'accéder à la finale à Douala, au Cameroun, et de décrocher le précieux sésame. Montée de manière très rythmée, cette série nous fait vivre en immersion les auditions de ces apprentis humoristes, entre espoirs et désillusions. Un voyage culturel à savourer sur le site de RFI et toutes les plateformes de podcast. R.J.

AU NORD, C'ÉTAIENT LES PAVÉS

★★★★☆

Chez les diffuseurs, le cyclisme a décidément la cote ! La série documentaire de Netflix *Au cœur du peloton* nous avait plongés de manière spectaculaire dans les coulisses du Tour de France. Surfant sur ce filon diablement efficace, le documentaire *L'Enfer du Nord* que propose France 3 samedi nous embarque quant à lui sur les routes d'une course tout aussi célèbre : le Paris-Roubaix. Depuis plus d'un siècle – seulement quatre ans pour les femmes –, ce monument du cyclisme mondial offre chaque année un spectacle hors du commun. Une épopée décrite comme la *« dernière folie du cyclisme »*, où s'entrechoquent sang, larmes, pavés et poussière. Lors de l'édition 2024, le réalisateur Sacha Vucinic a suivi trois coureurs de l'équipe française Arkéa-B&B Hotels : Florian Sénéchal, le « gamin du Nord », Marie-Morgane Le Deunff, la sprinteuse puncheuse, et Amandine Fouquenet, l'un des plus anciens membres de l'équipe. La force de son documentaire réside non pas dans le suivi, assez classique, de leur préparation mais dans la façon de filmer la course le jour J. Avec au menu un dispositif technique de choc : caméras fixées à même les vélos, prises de vues spectaculaires capturant en macro les visages secoués par l'effort et immersion à bord des voitures suiveuses. On savoure également l'ambiance typiquement nordiste et tout en fanfare sur les bords de routes où se massent chaque année plus de 500 000 spectateurs. Une ode vibrante, ponctuée d'images d'archives, à cette course légendaire. Idéal pour se mettre en jambes avant l'édition 2025 qui se déroulera dimanche prochain. R.J.

L'Enfer du Nord, samedi à 12 h 55 sur France 3. Également disponible dès vendredi sur la plateforme France.tv. (Documentaire)



QUAD

Ce documentaire a été filmé sur l'édition 2024 de la légendaire course du Paris-Roubaix.

LA SEMAINE MÉDIA DE PHILIPPE VANDEL



Bandits, manchots

Immédiatement provisoire. Ainsi, Marine Le Pen a été condamnée à cinq ans d'inéligibilité. Avec « exécution provisoire », formule juridique qui signifie en langage courant « application immédiate », regrette *Le Figaro*.

C'était lundi. On attendait d'avoir la réaction du service public, à qui le RN a promis le pire s'il accédait à l'Élysée : la privatisation. Mais silence radio. Car mauvais timing. Le compte X Destination Télé s'enflamme : *« Grève à France Inter ! Une grosse pensée pour Léa Salamé, Nicolas Demorand, Patrick Cohen et les 915 journalistes-militants de Radio France [sic] qui auraient dû vivre ce matin un des + beaux jours de leur vie en commentant l'éviction de Marine Le Pen de la présidentielle par 3 juges. »*

Je bascule sur FIP, peut-être la meilleure radio musicale du monde. Une voix presque suave s'excuse de ne pas pouvoir proposer ses programmes habituels. À la place de l'excellente bande-son : une excellente bande-son. Pas facile de diffuser du bas de gamme quand on est FIP. Feraient mieux de programmer *La Danse des canards* pour marquer le coup.

Grève aussi à France Culture. On se rabat sur les derniers podcasts. Dans « La conversation scientifique », Étienne Klein donne la parole à des chercheurs. Voici une sommité : Gérard Berry, informaticien, professeur au Collège de France, membre de l'Académie des sciences. Le thème : « le temps et les algorithmes ». Encore une histoire de timing. Pour son esprit affûté, les ondes sont un phénomène de première importance, hélas négligé par ses pairs. Le son et l'image, exactement notre sujet. Rassembleur et contre-intuitif. Passionnant.

Berry prend l'exemple de la trajectoire d'un bouchon dans la houle. Contrairement à ce que pourraient penser le profane comme l'érudit, il ne suit pas une ligne droite verticale, mais décrit une ellipse. *« Évidemment, les gens qui connaissent les ondes, ils savent, mais les autres non. »* Tautologique. C'est même le principe du savoir : on sait ou on ne sait pas. Mais pourquoi cette ignorance partagée ? Gérard Berry a son idée : *« C'est pas enseigné, les ondes, même dans le supérieur. Sauf aux gens à qui c'est enseigné, c'est pas enseigné. »* Forcément. Il admire à ce propos un génie français méconnu : *« le savant qui a résolu le problème des ondes, Joseph Fourier »*. Berry se désole : *« Ce savant n'a même pas une rue en France, personne ne connaît son nom… Ben, évidemment, sauf ceux qui connaissent son nom : ceux qui font des ondes. »* Imparable. Comment lui donner tort ? À moins qu'il n'ait pas raison, mais c'est impossible.

On connaissait les écrivains qui n'écrivent pas leurs livres, les intervieweurs qui n'écrivent pas leurs questions, voici les sportifs qui ne bougent pas leur cul. Dans *C à vous*, Mohamed Bouhafsi annonce tout sourire que des personnes paient des sportifs pour aligner des kilomètres à leur place. *« Des sportifs, trop occupés ou trop flemmards, paient des gens qu'on appelle des "jockeys" pour réaliser leurs performances sportives à leur place. Dans quel but ? Pour briller sur Strava, l'application de sport la plus célèbre au monde. Pour gonfler leurs statistiques et récolter des likes, tout cela sans faire le moindre effort. »*

Absurde. Ridicule. Vaniteux. Et pas donné : *« 20 euros pour courir quarante-cinq minutes. Et ça peut dépasser les 40 euros quand on passe au vélo »*.

C'était mardi sur France 5. Donc le 1er avril. J'ai cru à une blague. Pas du tout. L'info avait infusé dans toute la presse (*L'Équipe*, *Ouest-France*, 20 Minutes, etc.) quelques semaines plus tôt. Sur Leboncoin, j'ai même trouvé des annonces de « Strava jockey ». Démonstration ultime du bien-fondé de l'application : pendant qu'il sue, tu restes dans ton (bon) coin.

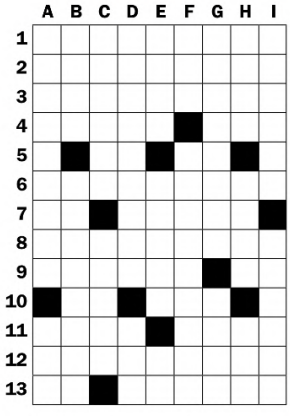
Le lendemain, le monde entier a encore cru à une blague quand Trump a annoncé vouloir taxer les manchots. Plus précisément 10 % sur les exportations des îles Heard-et-McDonald, territoire de 370 kilomètres carrés proche de l'Antarctique, habité seulement par des colonies de manchots et des éléphants de mer. *Le Dauphiné libéré* a sorti la calculette : *« Les îles Heard-et-McDonald comptent… zéro habitant. »*

Toutes ces absences en si peu de jours. D'habitants. D'études. De volonté. De logique. De respect.

On pense à la légende de Surcouf. Un Anglais lui balança : *« Nous nous battons pour l'honneur, tandis que vous, les Français, vous vous battez pour l'argent. »* Réponse de Surcouf : *« Chacun se bat pour ce qu'il n'a pas. »* ■

JEUX

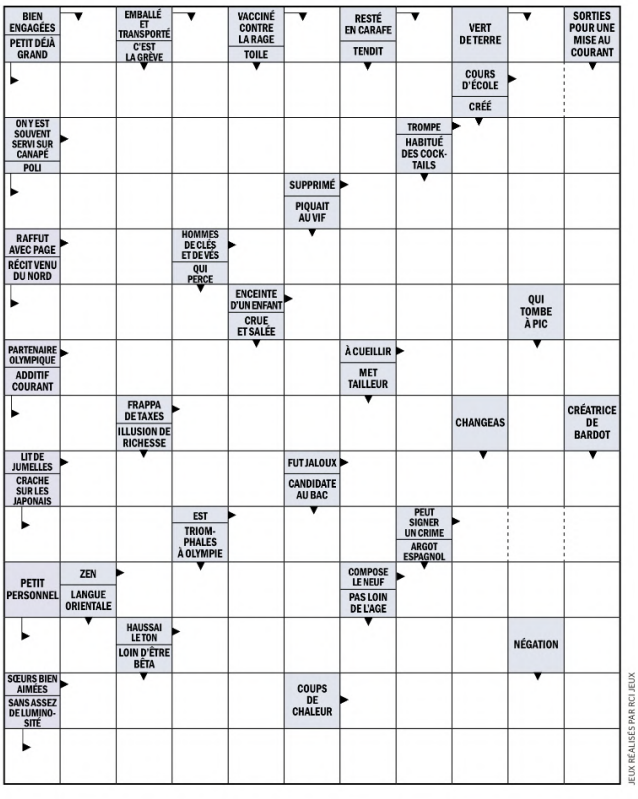
MOTS CROISÉS de Louis Ajar



HORIZONTALEMENT 1. Mal de l'air ou dégât des eaux. 2. Grande bleue des salles obscures. 3. Plantes encore vertes. 4. Fait preuve de précipitations. Le brut est moins brutal que le noble ! 5. Bas de gamme. Quatre saisons ou un printemps. 6. Effacer le forfait. 7. Possessif. S'ajoutent pour refaire l'addition. 8. Un seul individu mais avec plusieurs types. 9. Échauffai par derrière. En tête. 10. Pastiche cinquante et un. Son but est égalisateur. 11. Adversaires d'une lutte inégale. Mer royale. 12. Peut cacher efficacement les effets de la bombe. 13. Coutumes. Mises en place.

VERTICALEMENT A. Qui n'arrange vraiment rien. Ville à la sauce béarnaise. B. Avis aux amateurs. Petites éminences. C. Cité de la Vienne. Fait juste tourner la tête. D. Ne sont pas avares de verres. Indique que ce n'est pas de nous. E. Englobe l'iris et la choroïde. Coupai le chablis. Résulte de ventes. F. Place de grève. Dispersées façon puzzle. G. Prend le bon sens à contre-pied. A le buffet costaud. H. Distraire. Idole gauloise. Sur la rose. I. Il participa à l'expédition des Argonautes. As du tour.

MOTS FLÉCHÉS de Louis Ajar



JEUX RÉALISÉS PAR RCJ JEUX

SUDOKU *Facile*

	6	5						7
4		8					2	9
	9		8	2				
	7	2			1		6	
			2	5	8			
	5		4			1	8	
				4	6		1	
1	2					9		4
9						5	3	

SUDOKU *Moyen*

				5				
		1		3		2		
8								7
		8				9		
		9	4	8	7	5		
		7	2	1	9	3		
			9		1			
	4						8	
	3						6	

LES NEWS PEOPLE DE LA SEMAINE

PAR JOSÉPHINE SIMON-MICHEL

ÇA SE LIT SANS FIN

Jean Lassalle, ancien député et ex-candidat à la présidentielle, se produira quatre soirs en octobre au Théâtre de la Tour Eiffel dans un seul en scène, *Jean dans la salle – Mes anecdotes d'une vie*. Rien de politique, que de l'authentique. **Emmanuel Macron** a remis le prix Jean-Pierre Bloch de la Licra à l'animateur **Arthur** (Jacques Essebag) et à **Sophia Aram.** **Ilona Smet,** la fille d'Estelle Lefébure et de David Halliday, attend son deuxième enfant. La chanteuse **Santa** rejoint le jury de *The Voice Kids* aux côtés de **M. Pokora, Soprano** et **Patrick Fiori. Hugo Manos** a annoncé sa séparation d'avec **Laurent Ruquier** après sept ans de relation. **Laura Felpin** a révélé être atteinte d'un cancer de la thyroïde à 35 ans.

Laurent Boyer, l'animateur vedette de *Fréquenstar* dans les années 1990, sera jugé en septembre 2026 pour les infractions de « violences conjugales habituelles ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à huit jours », « harcèlement sur conjoint ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à huit jours » et « atteinte à l'intimité par fixation d'images à caractère sexuel ». Avis aux aficionados du « Boss ». Un coffret de sept albums, *Tracks II: The Lost Albums*, avec 83 chansons inédites de **Bruce Springsteen** sortira le 27 juin. Le roi **Charles III,** lance son second parfum royal en collaboration avec la marque britannique Penhaligon's inspiré des senteurs de sa propriété de Highgrove. **David Fincher** réalisera la suite de *Once upon a Time in... Hollywood* écrite par **Quentin Tarantino** pour Netflix. Si **Brad Pitt** retrouve le personnage de Cliff Booth, on ignore si Leonardo DiCaprio fera partie du casting.

DEVINETTE DOMINICALE

Quel ancien président de la République se fait appeler « Pépère » par ses petits-enfants ? **François Hollande,** sans grande surprise... Pourquoi ? Par nostalgie du bon vieux temps avec ses grands-parents, *« pépère et mémé »*.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Pierre Chevalier, qui dans les années 1990 avait prêté ses traits au personnage incarnant la marque Mr. Propre, vient de nous quitter à 84 ans. Mais l'ancien boxeur en marcel blanc avait aussi été le garde du corps du général de Gaulle et d'Enrico Macias !



JANET MAYER/INSTARIMAGES/ABACAPRESS

CRAWFORD FAMILY Pour terminer cette semaine en beauté, une photo qui fait plaisir à voir. **Cindy Crawford,** 59 ans, son époux depuis vingt-sept ans **Rande Gerber** et leur fille **Kaia,** également mannequin, sont venus applaudir **George Clooney** à la première de la pièce de théâtre *Good Night, and Good Luck* à Broadway.

SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO 78

MOTS CROISÉS

	P	E	N	I	N	S	U	L	E	
	A	G	O	N	I	■	V	A	S	
	S	E	M	O	N	C	E	■	C	
	S	E	A	U	■	L	I	M	A	
	E	■	D	I	G	I	T	A	L	
	L	E	I	■	O	P	E	R	A	
	A	B	S	O	U	S	■	B	D	
	C	R	E	I	L	■	A	R	E	
	E	U	■	S	U	A	V	E	■	
	T	I	P	I	■	C	E	R	F	
	■	T	E	F	L	O	N	■	E	
	V	E	R	S	A	T	I	L	E	
	O	S	E	■	C	E	R	E	S	

MOTS FLÉCHÉS

	■	E	■	C	■	R	■	T	■	M	■
	A	T	T	A	C	H	A	N	T	E	S
	■	O	R	E	E	■	S	T	E	N	T
	P	U	A	N	T	E	S	■	M	U	E
	■	R	F	■	T	R	E	M	P	E	R
	E	D	I	T	E	R	■	A	L	T	I
	■	I	C	I	■	O	G	R	E	■	L
	P	S	■	S	O	N	O	S	■	F	I
	■	S	A	S	S	E	S	■	E	U	S
	S	A	P	E	E	■	S	I	X	T	E
	■	N	O	■	E	V	E	N	T	E	■
	A	T	T	I	S	E	■	D	R	■	O
	■	E	R	S	■	T	R	U	A	N	D
	U	S	E	E	S	■	I	S	S	U	E

SUDOKUS

7	2	4	5	6	8	9	3	1
5	3	8	9	1	7	2	4	6
9	1	6	3	2	4	5	8	7
6	4	7	2	5	3	1	9	8
3	5	9	1	8	6	4	7	2
1	8	2	7	4	9	3	6	5
2	6	3	8	9	1	7	5	4
4	7	5	6	3	2	8	1	9
8	9	1	4	7	5	6	2	3

9	3	4	6	7	1	2	5	8
5	7	2	4	8	3	9	1	6
6	8	1	2	5	9	4	3	7
1	2	5	9	6	7	8	4	3
8	9	6	5	3	4	7	2	1
7	4	3	1	2	8	5	6	9
3	5	9	7	4	6	1	8	2
2	1	8	3	9	5	6	7	4
4	6	7	8	1	2	3	9	5

LA TRIBUNE DIMANCHE

est éditée par LA TRIBUNE NOUVELLE S.A.S. au capital de 535 950 euros

Siège social 54, rue de Clichy, 75009 Paris
Siren : 749814604
Actionnaire CMA Media
Président et directeur de la publication Jean-Christophe Tortora
Directrice générale Tatiana de Francqueville
Directrice générale déléguée revenus et monétisation CMA Media Virginie Lubot

RÉDACTION
Directrice des rédactions Lucie Robequain
Directeur délégué de *La Tribune Dimanche* Bruno Jeudy Rédactrice en chef Soazig Quéméner
Rédactrice en chef technique Emmanuelle Aubry (adjoint : Arnaud Vergnol)
Rédacteur en chef photo Stéphane Correa
Rédacteur en chef Culture et Tendances Emmanuel Poncet

DIRECTION ARTISTIQUE
Marie-Anne Demange

Conception par ETX, Cécilia Gabizon et Jean-François Labour

PUBLICITÉ
Directeur du pôle print Nicolas Gaumont pub@latribune.fr

Publicité Culture MEDIAOBS 44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris
Direction Corinne Rougé (0144889370)

COMMUNICATION
Directrice exécutive marque, communication et partenariats stratégiques Natalia Abella
Directrice exécutive marketing et numérique Ghita Chami

ABONNEMENTS
Directrice des abonnements Arjwan Boesch
Abonnements entreprises abonnement@latribune.fr
Relation abonnés abo@latribune.fr
Tél. : 0159131744
Abonnement *La Tribune Dimanche* papier 109 euros par an (publication hebdomadaire)

DIFFUSION
Directrice de la diffusion et des éditions spéciales Laura Kiraly
Contact réglages diffuseurs Agence Boconseil oborscha@boconseil.net – Tél. : 0185091340

IMPRIMERIES
Riccobono Tremblay-en-France 93290
La Provence Marseille 13015
Tarif France *La Tribune Dimanche* papier 2,50 euros

Dépôt légal À parution
N° de commission paritaire 1228 C 95229
ISSN 3001-1892

ENTRE NOUS RESTE ÇA

FLAVIE FLAMENT

« J'ai longtemps réussi à feindre le bonheur »

PROPOS RECUEILLIS PAR
JOSÉPHINE SIMON-MICHEL
PHOTO **CORENTIN FOHLEN**

Aujourd'hui, elle est en paix. Non pas avec celles et ceux qui l'ont brisée, mais avec elle-même. Et aussi avec la télévision qui au début des années 2000 avait fait d'elle la *« jolie blonde écervelée de TF1 »*. Une image qui, malheureusement, la poursuit encore malgré son rôle déterminant dans la nouvelle loi sur le rallongement du délai de prescription des crimes sexuels commis sur des mineurs votée en 2018. Deux ans auparavant, elle racontait dans son livre *La Consolation* (JC Lattès) avoir été violée à 13 ans par le photographe David Hamilton, lequel se suicidera quelques mois plus tard. Nous la retrouvons l'après-midi dans une suite de l'hôtel Balzac, en plein cœur des Champs-Élysées. Instantanément, celle qui présente *Nous Voilà bien!* sur RTL et *Télématin* sur France 2 déborde d'empathie et d'authenticité. Avec cette nécessité absolue de mettre un terme à trop de malentendus.

Aux débuts de votre carrière à la télévision, vous disiez sans cesse avoir vécu une enfance heureuse...
On peut masquer tellement de choses derrière un sourire. J'ai longtemps réussi à feindre le bonheur alors que je pleurais de l'intérieur. C'est comme si du jour au lendemain je n'avais plus aucune profondeur, plus aucune densité. Encore aujourd'hui, je constate que l'on ne me connaît pas.

Et si vous n'aviez pas décidé de quitter la télévision en 2009?
La presse people m'aurait définitivement détruite, laminée. Je ne pouvais plus vivre ce combat, cette épreuve dans l'objectif des paparazzis. D'une certaine façon, ils auraient été criminels.

Vous êtes quand même l'une des pionnières dans le monde médiatique à briser l'omerta sur les abus sexuels sur mineur...
J'ai sorti *La Consolation* un an avant MeToo. À l'époque, personne n'en parlait. Lorsque j'ai vu naître ce mouvement, j'ai d'abord été profondément émue, voire bouleversée. Puis, naturellement, je m'en suis éloignée sans que personne ne s'en rende compte. Je n'avais pas besoin de cette exposition, et plus ça crie, plus j'ai envie de me taire. Apporter de la nuance dans un débat est une extrême nécessité, mais c'est aussi l'apanage des courageux. J'ai toujours aimé les gens qui doutent. La justesse et la justice passent par la nuance. Malgré mon passé, j'ai toujours cherché à nuancer ma pensée. J'aime les lumières, les échanges, la contradiction. Je ne suis pas celle qui, dans un dîner, va entrer dans des débats en ayant des idées parfaitement affirmées. Non, je doute en permanence. Je peux même, le temps d'un dîner, changer d'avis, non pas parce que j'ai l'esprit en girouette, mais tout simplement parce qu'on m'aura convaincue de quelque chose. Donc je me considère tout le temps en jachère.

Vous ne culpabilisiez pas?
Pas du tout car, grâce à mon livre et à ma mission ministérielle, une loi sur l'allongement du délai de prescription des crimes sexuels commis sur des mineurs a été promulguée le 3 août 2018. Croyez-moi, à l'époque, je n'avais que des coups à prendre. Les auditions au Sénat n'étaient pas retranscrites à la télé et il n'y avait aucun push sur les téléphones. C'est un travail qui a été fait dans l'ombre.

J'imagine aussi avec un soupçon de misogynie politique!
J'avais en face de moi un monde qui n'avait pas envie de bouger. Pourtant, on a réussi avec négociation, finesse, diplomatie et conviction. Et sans aucun soutien des réseaux sociaux ou d'associations! Je me suis battue parce que je ne voulais pas que d'autres victimes d'abus sexuels entendent dire qu'il est trop tard pour porter plainte.

Que vous évoque le mot « pardon »?
Une énigme. Tout le monde me disait qu'en pardonnant je trouverais enfin une paix intérieure. Mais je n'y arrivais pas. En une phrase, Boris Cyrulnik m'a soignée de cette culpabilité. *« Toutes ces personnes qui vous ont fait du mal vous ont-elles demandé pardon? »* J'ai alors compris que ce n'était pas une obligation. Je me suis pardonné de ne pas savoir pardonner.



Apporter de la nuance dans un débat est une extrême nécessité, mais c'est aussi l'apanage des courageux

En janvier à Paris.

Vous n'avez plus aucun contact avec votre mère ni avec vos deux frères qui n'ont jamais cru vos accusations de viol. Et s'ils vous demandaient pardon?
J'ai perdu récemment un de mes frères. Mais leur pardon ne changerait rien. On peut ne pas pardonner et être en paix. On peut aussi considérer que ce que l'on a vécu est impardonnable de façon éternelle.

Avez-vous des réminiscences de ces moments où votre mère vous emmenait passer des week-ends chez des hommes plus âgés?
Quand elles réapparaissent, j'arrive à les effacer rapidement. Je ne suis plus du tout torturée par mon passé.

Votre colère s'est-elle épuisée?
Absolument. Tout au long de l'écriture de *La Consolation*, je désespérais car je ne voyais pas d'issue à ma colère, à ma dépression. Avec le temps, j'ai appris à épuiser ce sentiment qui me dévorait et m'empoisonnait. Quand elle débarque sans prévenir, j'ai la chance de pouvoir l'exprimer en hurlant très fort dans des bourrasques, à la pointe du Décollé, près de Dinard. En revanche, mon chagrin est insondable. Il débarque sans prévenir.

Avez-vous parfois l'impression d'être folle?
Je le suis, pas dans le sens clinique du terme, même si je me suis longtemps interrogée sur cette pathologie. Récemment, j'ai demandé à mon fils: *« Tu crois que je suis barge? »* Il m'a répondu: *« Bien sûr, maman! »* [Rires.] Il a raison, j'ai une certaine fantaisie qui me permet d'avoir moins de gravité. En revanche, j'ai eu peur au moment de *La Consolation* de devenir cliniquement folle. Depuis la mort de mon grand-père en 2009, j'ai trouvé comme refuge la fantaisie, croire en des choses qui me font du bien.

Vous avez perdu votre père en 2014. Soit deux ans avant la sortie de *La Consolation*. Comment aurait-il réagi?
Je ne l'aurais pas écrit si mon père et mon grand-père avaient été encore en vie. Pour les épargner, car ils en avaient suffisamment bavé comme ça. Seuls ceux qui restaient devaient assumer ce que j'ai pu subir.

La solitude est-elle une source d'angoisse?
Ces quinze dernières années, j'ai vécu avec mon kit de survie en cas d'abandon. Mais à force de trimbaler ma trousse à outils, ça finit par hypothéquer les relations avec les autres. Aujourd'hui, je suis parée à tout abandon en devenant ma meilleure pote.

Quel regard portez-vous sur les hommes?
Je les aime profondément. Ce n'est pas parce que j'ai eu le malheur de tomber sur certains qui incarnaient l'homme dans ce qu'il a de pire que je dois adhérer à une misandrie radicale. Nous vivons dans une société qui se morcelle, qui se divise de partout alors que moi, j'ai plutôt envie de colmater les choses.

C'est comment, le dimanche de Flavie Flament?
Depuis le mois de septembre, mon dimanche est mon lundi. J'ai une réunion vers 10 h 15 avec les équipes de *Télématin*. Ensuite, je grappille quelques heures dans ma journée pour être avec ceux que j'aime. Et puis, en fin d'après-midi, je commence à faire mes devoirs pour le lundi matin. ■

SES COUPS DE CŒUR

Elle vient de terminer la série *Bref.2*, de Kyan Khojandi, et le livre *Le Dieu des bois*, de Liz Moore. Côté ciné, le film *L'Attachement*, de Carine Tardieu, l'a particulièrement bouleversée. Côté art, elle admire Nelly Saunier, une *« divine plumassière »*. Enfin, lorsqu'elle retrouve l'air des embruns, elle file au Sunset à Dinard *« pour sa bière Armoria, son ambiance et son coucher de soleil »*.

Sunset Bar, promenade des Alliés, Dinard (Ille-et-Vilaine).

Télématin, du lundi au vendredi sur France 2.
Nous Voilà bien!, le samedi matin à 9 h 15 avec Jimmy Mohamed sur RTL.

